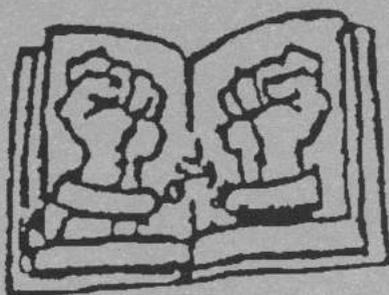


Cahiers du mouvement ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 14 - JUIN 2001

REVUE TRIMESTRIELLE

PRIX : 50 F

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

email : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5
- **Une lettre du Centre national du livre
et notre demande d'explication** p. 8
- ***L'Abominable vénalité de la presse*
(une publication de la Librairie du travail, 1931)** p. 11
- **Les ouvriers de Kharkov
face au pouvoir (deuxième partie)** p. 21
(Eric Aunoble)
- **Quand les fascistes russes
applaudissaient Staline** p. 33
(Vadim Rogovine)
- **Lev Landau :**
le tract du Parti ouvrier antifasciste (1938) p. 39
- **Une lettre d'ouvriers de l'Oural
à Staline (15 septembre 1941)** p. 43
- **Marietta Chaguinian : 1945 : 15 000 ouvriers
en grève dans l'usine Kirov, dans l'Oural** p. 49
- **Daniil Al :**
l'histoire aujourd'hui en Russie p. 55
- **La critique de Staline par Mao Tsé-toung en 1956
(entretien entre Mao Tsé-toung
et l'ambassadeur soviétique Ioudine, à Pékin,
le 31 mars 1956)** p. 59
- **Sakharov inconnu** p. 67
(Léonide Petrovski)

- **Les dissidents de gauche
en Union soviétique p. 79**
(Ilia Boudraïtskis)

- **Ivan Maïski (comité central du Parti menchevique) :
la lutte antibolchevique p. 87**

- **Documents sur la grève des ouvriers de Berlin-Est
et de RDA (16-17 juin 1953)
(deuxième partie) p. 93**

- **Le Jubilé de l'an 2000,
ou l'Eglise romaine et les anniversaires p. 103**
(François Cadoreau)

- **Pages oubliées :**
H. G. Wells : socialisme et révolution p. 111

- **L'histoire
telle qu'on l'enseigne à nos élèves
(deuxième partie) p. 117**
(Odile Dauphin)

- **Notes de lecture p. 129**

- **Les archives du CERMTRI p. 135**

Présentation

CE numéro commence, une fois n'est pas coutume, par une correspondance. En janvier 2001, les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont déposé une demande de subvention auprès du Centre national du livre (CNL). Ce dernier accorde des subventions à de très nombreuses revues, ainsi qu'à de nombreux ouvrages, dont le trait commun est de n'être pas commerciaux. Au téléphone, nous avons alors eu communication des conditions de validité de la demande :

- avoir un minimum de 300 abonnés (nombre vérifiable par le tirage facturé) ;
- présenter un intérêt plus ou moins général ;
- avoir une périodicité régulière.

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont près de 800 abonnés, un tirage de 1 600 exemplaires, traitent de problèmes qu'il est difficile de considérer comme particuliers et paraissent régulièrement chaque trimestre. Le CNL accorde des subventions à des revues dont le centre d'intérêt est exclusif (une communauté donnée, par exemple), la périodicité très lâche (annuelle, par exemple) et le tirage nettement inférieur.

Le refus qui nous est opposé par le CNL est donc au premier regard peu compréhensible. Et le lecteur remarquera que la lettre du président (avec un "p" majuscule, notons-le) du CNL est à la fois caractérisée par un ton impérieux, voire — dérisoirement — impérial ("*j'ai décidé*"), et une absence totale de justification de la décision. Fournir les raisons d'une décision est pourtant une exigence à la fois intellectuelle et démocratique. Le refus d'y satisfaire révèle une étrange compréhension des devoirs d'un responsable d'une instance comme le Centre national du livre. Précisons que le directeur du Centre national du livre est nommé par le ministère de la Culture.

Ce refus révèle sans doute quelque chose d'autre. On peut noter dans tous les domaines une tentative d'effacer la notion même de mouvement ouvrier, dissous dans une "histoire sociale" qui en dilue les contours comme elle tente d'effacer l'existence même de classes aux intérêts antagoniques et les affrontements que cet antagonisme entraîne, et qui portent le nom historique de "lutte des classes"... Cette tentative se conjugue avec celle d'installer à la place des classes les prétendues "communautés" à connotation religieuse, même si elles se parent parfois d'autres couleurs (ethniques, par exemple). Ah ! si notre revue s'était appelée *Europe et communautés*, *Conscience communautaire*, *Foi et communauté* ou *Modernité et communauté*, on peut sans grand risque d'erreur supposer que, ne parût-elle qu'une fois par an comme d'autres, elle aurait bénéficié d'une attention bienveillante. En toute indépendance...

On peut juger un peu dérisoire que la tentative généralisée d'effacer jusqu'à la notion même de mouvement ouvrier s'exprime jusque dans le refus d'une subvention (par ailleurs relativement symbolique) à la très modeste revue que sont ces *Cahiers*.

Ce qui, en l'occurrence, est parfaitement inacceptable, ce n'est pas le refus même de la subvention, c'est le fait de ne pas le motiver, que, pour cette raison, notre revue fera largement connaître.

Cette correspondance lapidaire est suivie de la reproduction d'un ouvrage depuis longtemps introuvable, *L'Abominable vénalité de la presse*, publié par la Librairie du travail en 1931, recueil de documents sur la manière dont l'ambassade de Russie a acheté au début du XX^e siècle une bonne partie de la presse française pour en faire un instrument de propagande en faveur du régime tsariste.

La partie consacrée à l'URSS comprend :

- la seconde partie de l'étude d'Eric Aunoble sur les ouvriers de Kharkov dans les années 1920 ;
- un texte de Vadim Rogovine analysant l'enthousiasme manifesté par les fascistes russes pour Staline dès 1934, un enthousiasme qui est en général aujourd'hui passé sous silence ;
- le tract antistalinien rédigé en 1938 par le grand physicien Lev Landau et un autre membre du petit groupe qu'il avait fondé (le Parti ouvrier antifasciste) ;
- une lettre d'ouvriers de l'Oural à Staline, en septembre 1941, qui mettent en avant un certain nombre de revendications, dont la satisfaction leur paraît nécessaire pour que les ouvriers et les paysans défendent l'Union soviétique face à l'agression nazie ;
- deux dénonciations de la romancière Marietta Chaguinian, coupable d'avoir prononcé le 21 août 1945 un discours subversif à la section communiste des écrivains soviétiques de Moscou ;

- des extraits d'une interview de l'historien russe Daniil Al, qui passa dix ans au Goulag de 1938 à 1948 et dénonce les hallucinantes falsifications de l'histoire dans la Russie d'aujourd'hui ;

- le compte rendu d'une conversation de Mao Tsé-toung avec l'ambassadeur soviétique à Pékin, le 31 mars 1956, au lendemain de la dénonciation par Khrouchtchev d'un certain nombre de crimes de Staline lors du XX^e Congrès du PCUS, le 24 février 1956. L'intérêt de cette conversation est double : d'abord, elle apporte un certain nombre de faits sur la politique suivie par Staline en Chine dans les années 1920-1930 ; ensuite, elle montre que les dirigeants du Parti communiste chinois étaient, en 1956, d'accord avec la dénonciation par Khrouchtchev des "*fautes et crimes*" de Staline. Quelques années plus tard, les dirigeants du PC chinois empoigneront pourtant le drapeau de Staline dans leur différend public avec l'URSS ; en réalité, comme le soulignent ces déclarations de Mao Tsé-toung en 1956, Staline ne sera pour eux qu'un prétexte dissimulant la nature réelle des désaccords. L'idéologie n'est là qu'un camouflage.

- deux études du mouvement dissident sous Brejnev, d'orientations assez différentes : celle de Léonide Petrovski, lui-même membre du mouvement dissident, sur Sakharov, et celle d'Ilia Boudraïtskis, sur l'ensemble du mouvement et surtout sur les groupes "de gauche".

- un appel à la lutte antibolchevique — en 1918 — du menchevik de droite Ivan Maïski, futur ambassadeur de Staline.

La publication de la deuxième partie des documents sur la révolte des ouvriers de Berlin-Est et de nombreuses villes de RDA en juin 1953 souligne que la crise du stalinisme a explosé dès la mort même du dictateur.

Un texte de François Cadoreau étudie la masse de béatifications à laquelle s'est livré le pape Jean-Paul II à la fin de l'année passée dans le cadre du Jubilé, en en dégageant les implications et les buts politiques.

Les "Pages oubliées" reproduisent un texte du romancier H. G. Wells, qui, loin de *La Machine à remonter le temps* ou de *La Guerre des mondes*, rappelle que le socialisme, c'est l'abolition de la propriété privée.

Le numéro se conclut par la deuxième partie de l'étude d'Odile Dauphin sur les dégâts engendrés par les nouveaux programmes d'histoire, tels qu'on peut les déceler dans les nouveaux manuels mis à la disposition des élèves.

La lettre du Centre national du livre...

Hôtel d'Avejan
53, rue de Verneuil
75343 Paris Cedex 07
téléphone
1. 01 49 54 68 68
télécopie
1. 01 45 49 10 21

centre national du
Livre

Paris, le 2001

Monsieur Jean-Jacques MARIE
C.E.R.M.T.R.I.
28, rue des Petites Ecuries
75010 PARIS

référence JPS/LP RS11-RDH-405
bureau BOSR

affaire suivie par Laurence Piscichio
poste 49 54 68 14

Monsieur,

Vous avez demandé l'aide financière du Centre national du livre pour la revue
Cahiers du Mouvement Ouvrier.

J'ai le regret de vous informer que j'ai décidé, après avis de la commission Sciences de
l'Homme et de la Société, de ne pas donner une suite favorable à votre demande.

Veillez accepter, Monsieur, mes salutations distinguées.

Le Président du Centre national du livre



Jean-Sébastien DUPUIT





C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
Sur les Mouvements Trotskystes et Révolutionnaires Internationaux

28 rue des Petites Ecuries - 75010 PARIS
01.44.83.00.00 - e mail : cermtri @ wanadoo.fr
Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13h30 à 18h.

Paris le

Jean-Jacques Marie

à Mr J-S Dupuit

le 7 mai 2001

Monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre dans laquelle vous m'informez que vous avez "décidé ,après avis de la commission Sciences de l'homme et de la société,de ne pas donner une suite favorable " à la demande que j'avais présentée au CNL d'une aide financière pour la publication de la revue trimestrielle les Cahiers du mouvement ouvrier.

Vous omettez de me faire connaître ,même de façon succincte,le contenu de cet "avis" qui fonde votre décision,c'est-à-dire de m'en indiquer les raisons.

Or ,vous le savez,nous vivons,très officiellement, à l'ère dite de la "citoyenneté",qui exige que les décideurs informent de leurs motifs les bénéficiaires - ou les victimes -de leurs décisions.

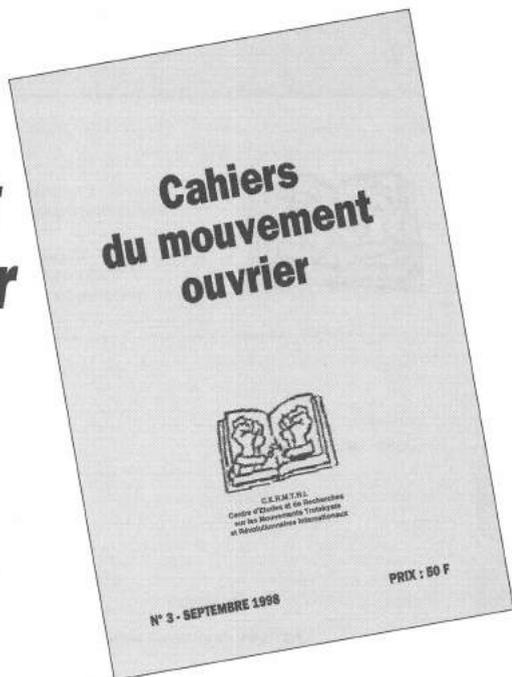
Je vous serais donc obligé de bien vouloir m'informer des raisons,motifs ou arguments qui vous ont conduit à décider de rejeter la demande que j'ai soumise au CNL.

Je vous en remercie à l'avance et vous prie d' accepter mes salutations très distinguées.

Membres d'honneur : Paul DUTHEL, Rodolphe PRAGER, Fred ZELLER
Conseil d'Administration : Karim BENATI, Jean Simon BITTER, Jacqueline BOIS, Nicole BOSSUT, William BOULLEY, Philippe CHUZEVILE, Robert CLEMENT, Daniel COURET, Yves DECHEZELLES, Pierre DE MASSOT, Louis EEMANS, Alexandre HEBERT, François LANGLET, Jean Guillaume LANUQUE, Patrick LECLAIRE, Pierre LEVASSEUR, Adrien LEVY, François LIVARTOWSKI, Jacques LOMBARD, Jean Jacques MARIE, Roger MONIER, Georgette MONTFORT, Dan MOUTOT, André MUTTER, Pierre ROY, Jean Marc SCHIAPPA, Patrice SIFFLET, Jacqueline TRINQUET, Pierre TURPIN.

... et notre demande d'explication

Soutenez les Cahiers du mouvement ouvrier



- Abonnez-vous.
- Les treize premiers numéros sont toujours disponibles. Profitez des conditions spéciales d'achat de la collection (nos 1 à 12).

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **50 francs**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **180 francs**

Nom, prénom :

Adresse :

Abonnement d'un an :

- à partir du n° 13 à partir du n° 14
 à partir du n° 15 à partir du n° 16

Commande du (des) n° (nos) :

La collection des nos 1 à 12
est vendue au prix de 300 francs + 50 francs de frais de port

Chèques à l'ordre du CERMTRI
(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)
A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

***L'Abominable
vénalité
de la presse***

La Librairie du travail, dirigée par Hasfeld, publia en 1931 un ouvrage intitulé *L'Abominable vénalité de la presse*. Cet ouvrage était constitué par la correspondance de Raffalovitch, conseiller à l'ambassade de Russie à Paris, avec ses supérieurs et avec un certain nombre de journalistes ou de dirigeants de journaux français.

La tâche de Raffalovitch était de soudoyer journalistes et journaux français à une double fin, d'ailleurs complémentaire :

- obtenir leur soutien au régime tsariste et à sa politique ;
- faciliter par là le placement des emprunts russes, dont les banques et les actionnaires français ont été les meilleurs acheteurs, question actuelle à l'époque où certains mènent grand tapage sur ces emprunts.

Il accomplit cette tâche avec un grand succès.

On chercherait souvent en vain, dans les bibliographies les plus fournies consacrées à la Russie tsariste, cet ouvrage, certes depuis longtemps épuisé, mais qui figure dans les fonds de plusieurs bibliothèques.

Nous reproduisons ci-après l'essentiel de l'avertissement de l'éditeur et deux des pièces de ce dossier de 450 pages (1).

(1) Le CERMTRI, ayant racheté le fonds de la Librairie du travail lors de sa disparition, dispose d'un certain nombre d'exemplaires de cet ouvrage. Il peut les mettre à la disposition des personnes intéressées au prix coûtant, soit 40 F l'exemplaire + frais de port (16 F).

“Les intérêts du crédit russe en France sont trop importants et ne se bornent pas au côté financier”

LE dossier publié comprend des lettres confidentielles de M. Koloutzey, président du Conseil des ministres russe ; de M. Sazonov, ministre des Affaires étrangères ; de M. Isvolsky, ambassadeur à Paris ; de M. Davidov, directeur de la chancellerie des opérations de crédit, et surtout de M. Arthur Raffalovitch, conseiller secret du ministère des Finances russe à Paris.

“Grand officier de la Légion d'honneur, membre correspondant de l'Institut, membre de la Société d'économie politique, collaborateur des Débats, de L'Économiste français, du Journal des économistes, du Dictionnaire d'économie politique, de Léon Saq et Chailley ; du Dictionnaire du commerce, de l'industrie et de la banque, d'Yves Guyot ; directeur du Marché financier, membre de la Société de statistique et de l'Institut international de statistique, etc., M. Raffalovitch était une personnalité dont le témoignage n'est pas facile à récuser, même après sa mort”, dit *L'Humanité*, du 10 décembre 1923.

“M. Raffalovitch n'était pas précisément un révolutionnaire, ni même un homme d'opposition. Ses lettres ne sont nullement inspirées de haine politique, sauf quand il parle des socialistes. Elles avaient pour objet exclusif de tenir au courant ses supérieurs hiérarchiques. Et

l'indignation qu'elles expriment parfois, les flétrissures qu'elles contiennent à l'adresse de certains politiciens sont l'expression de la simple honnêteté bourgeoise ou réactionnaire traditionnelle.

M. Raffalovitch fut ami des financiers et économistes bourgeois les plus éminents du dernier demi-siècle. Il avait les plus hautes relations dans la société politique et financière d'Europe, surtout de France. Ministres et banquiers avaient pour lui la plus grande considération. Ses témoignages posthumes sont irrécusables : ils ne seront pas récusés” (*L'Humanité*, du 5 décembre 1923).

Ils ne l'ont pas été.

•
••

Mais afin de leur donner une valeur définitive de pièces à conviction, nous avons décidé de reproduire quatorze, parmi les plus significatives, des nombreuses photographies qui devaient servir éventuellement à les authentifier.

La campagne menée par *L'Humanité* contre “l'abominable vénalité de la presse française” (expression textuelle de M. Raffalovitch), du 5 décembre 1923 au 30 mars 1924, eut un retentisse-

ment considérable dans le monde entier. Le tirage du journal monta à 220 000 exemplaires (*L'Humanité*, 17 décembre 1923). La conspiration du silence fut vaincue, l'opinion saisie. *Le Quotidien*, *Paris-Soir* et, dans une moindre mesure, *Le Populaire*, puis d'autres journaux se décidèrent à reproduire certains documents. Une grande partie de la presse de province, plus indépendante que celle de Paris, fit écho à la campagne. A l'étranger, la diffusion des documents Raffalovitch fut très importante.

L'Humanité publiait les documents soit au fur et à mesure de leur réception, soit en les groupant suivant les nécessités d'une campagne de presse — ce que personne n'a cherché à présenter comme une édition critique et scientifique. M. Aulard, avec une remarquable absence de scrupules, en fit état pour essayer d'affaiblir, dans *Le Quotidien*, la portée de la campagne. Quelque temps plus tard, ce même *Quotidien*, dont il était un des codirecteurs, fut irrémédiablement discrédité par un scandale de presse particulièrement violent.

Sous le titre général : "*L'abominable vénalité de la presse française*", le public vit mettre en cause successivement à peu près tous les journaux français et de très "hautes personnalités" de la politique, du journalisme, de la finance, en un mot du soi-disant "monde". Pour donner une idée de ce que fut cette campagne, résumons-la en quelques lignes par les principaux titres du journal, tout en rappelant le contenu des articles :

"*Le Figaro et La Liberté en vilaine posture*" (5 décembre). Documents accablants pour M. Calmette, tué plus tard par M^{me} Caillaux, et pour M. Berthoulat, mort récemment sénateur, tous deux maîtres-chanteurs.

"*Un lot de maîtres-chanteurs. Le sénateur Bérenger à l'ouvrage*" (6 décembre). Mise en cause du très catholique Henri de Noussanne, du sénateur maître-chanteur Henry Bérenger.

"*Le Matin dit tout... mais pas cela*" (7 décembre). Mise en mauvaise posture de M. de Verneuil, syndic des agents de change, et du "chanteur" (*sic*) Bunau-Varilla.

"*M. Bunau-Varilla et sa comptabilité*" (8 décembre). Suite du précédent.

"*Le Matin poursuit. L'Humanité continue*" (9 décembre). Suite du précédent.

"*M. Perchot, sénateur, Légion d'honneur et maître-chanteur*" (10 décembre). Encore M. de Noussanne, puis "*cette canaille*" (*sic*) de M. Perchot.

"*Le Petit Parisien et Le Petit Journal ne valent pas mieux que Le Matin*" (11 décembre). M. Jean Dupuy, quatrième sénateur au tableau des stipendiés. Apparition de M. Roels. Allusion à la guerre du Transvaal.

"*Agents de change... Agents de chantage !*" (12 décembre). Lettre extraordinaire de M. de Verneuil. Encore M. Jean Dupuy.

"*M. Arthur Meyer sur la sellette*" (13 décembre). Les manœuvres du directeur du *Gaulois*, les abonnements fictifs.

"*L'abominable vénalité du Temps et celle de La Liberté et de La Patrie*" (14 décembre). M. Adrien Hébrard déshonoré.

"*Nouvelles poursuites. Nouveaux documents*" (15 décembre). Poursuites sans suites du maître-chanteur Gustave Téry. Une fois de plus, M. Adrien Hébrard. Et M. François Deloncle. Et encore M. de Verneuil.

"*Un historique de la corruption... Et la description de quelques procédés*" (16 décembre).

"*Quelques journaux déjà nommés... Et encore un sénateur*" (18 décembre). C'est du sénateur Méline (Méline-Pain-Cher) qu'il s'agit.

"*Un défilé hétéroclite*" (19 décembre). "*Le défilé continue*" (20 décembre). "*Les journaux se suivent et se ressemblent*" (21 décembre). Où l'on voit passer le sénateur Doumer, M. Zévoes, *La Libre Parole* de Drumont, *La Dépêche de Toulouse* du sénateur Sarraut, *Le Journal*, M. Yves Guyot, ancien ministre, etc.

"*M. Letellier et M. Lautier à la caisse*" (22 décembre). Il s'agit du Lautier qui devint député de la Guyane (!), puis ministre de M. Tardieu, et dut démis-

sionner à la suite du scandale financier de la banque Oustric.

"*Le policier Recouly au travail*" (23 décembre). Il en sera parlé plus loin.

"*A quoi servent les décorations*" (24 décembre). "*Les appétits du Temps*" (25 décembre). "*Les combinaisons du Temps*" (26 décembre). "*Où Le Temps passe d'un guichet à l'autre*" (27 décembre). "*Après Le Temps vénal, Le Temps félon*" (28 décembre).

Autant de documents qui révèlent le caractère intéressé de l'attitude du *Temps*, le journal "sérieux" par excellence, la "*bourgeoisie faite journal*", comme disait Jules Guesde. A part M. Hébrard et Al. Roels, M. Charles Rivet se faisait payer. Et par l'ancien régime, et par le nouveau.

C'est ensuite le défilé des chèques et des chéquards. En plus des gens déjà nommés, on voit passer MM. Harduin, du *Matin* ; Arène, du *Figaro* ; Marcel Hutin, de *L'Echo de Paris* ; Schmoll, du *Gaulois*, et des dizaines d'autres moins connus.

"*C'est le tour de M. Poincaré d'entrer en scène*" (7 janvier). "*Comment on prépare une guerre ! MM. Klotz, Tardieu et Israël sur la sellette*" (8 janvier). "*La main de Poincaré et de Klotz dans le sac d'argent russe*" (9 janvier). "*Klotz, grand corrupteur*" (10 janvier). "*Isvolsky expose le rôle de Poincaré et de Klotz*" (11 janvier). "*Une formidable escroquerie*" (12 janvier). "*Les bénéficiaires de l'escroquerie*" (13 janvier).

Dans cette série de documents, on voit M. Poincaré prendre sous son autorité une vaste opération de corruption en vue de préparer la guerre. Il y a là un remarquable complément au Livre noir. Les lettres du 16 mars 1909, des 2 et 13 décembre 1912 exposent déjà tout le schéma de la conflagration européenne, telle qu'elle devait éclater en 1914, en termes qu'on a peine à croire antérieurs de cinq ans à la guerre impérialiste, et les agissements scandaleux de M. Klotz, député, ministre, qui devint sénateur et plusieurs fois ministre encore, et est mort récemment après avoir été condamné en correctionnelle pour escroqueries, émission de fausses traites et de chèques

sans provision. Enfin, mise en cause de M. Tardieu, plus prudent que ses congénères...

Les autres articles et documents concernent la corruption du *Matin*, les responsabilités de M. Isvolsky dans les origines de la guerre, l'incident Georges-Louis Isvolsky, les demandes d'argent de M. Henry Simond, directeur de *L'Echo de Paris* ; de l'inévitable Roels, du sénateur Jean Dupuy, directeur du *Petit Parisien*, etc.

Cependant, un grand nombre de pièces n'ont pas paru dans *L'Humanité* et sont publiées ici pour la première fois.

L'ensemble de cette correspondance et de cette documentation venant après les révélations d'André Morizet sur l'emprunt turc, dans *L'Humanité* des 19, 20, 21, 22, 23 juillet et 3, 6, 8 août 1920, éclaire non seulement la vénalité de la presse, les dessous de certaines campagnes, les coulisses de la politique française, etc., mais aussi l'escroquerie des emprunts russes et les effets de l'alliance franco-russe sur le "concert européen", c'est-à-dire les responsabilités directes des hommes d'Etat, financiers et diplomates français et russes dans les origines de la guerre de 1914.

L'Humanité, au cours de sa campagne, a publié plusieurs lettres de personnes mises en cause : de MM. Pierre Mortier (7 décembre), Jean Finot (8 décembre), Henri de Noussanne (13 décembre), Gustave Téry (20 décembre), E. de Nalèche (6 janvier), Ernest Judet (17 janvier). Nous les signalons aux lecteurs qui voudraient s'y reporter.

M. Georges Bourdon, secrétaire du syndicat des journalistes, écrivait le 8 janvier 1924, au nom de sa corporation offensée, une lettre à Boris Souvarine et la publiait dans divers journaux ; on la trouvera dans *L'Humanité* du 29 janvier, avec une réponse point par point de Souvarine, qui saisissait d'ailleurs l'occasion pour poser à M. Bourdon la question suivante : "*Serait-il assez aimable pour expliquer aux lecteurs de L'Humanité dans quel but il a écrit pour Le Figaro, en 1912, des articles à l'éloge de l'Allemagne impériale et dans quelles conditions il a interrompu brusquement son*

intéressant travail ?” (Nous supposons que Souvarine faisait ici allusion entre autres aux subventions maintenant notoires de Krapp au *Figaro*.) M. Bourdon se garda de répondre.

Dans *L'Humanité*, du 1^{er} février, Souvarine, sous le titre “*M. George Bourdon dans un mauvais pas*”, revint à la charge et, pour rendre à M. Bourdon l’usage de la parole ou de la plume, cita un extrait du Livre noir (t. 1, p. 305, lettre de M. Sevastopoulo du 1^{er}/14 août 1912 relative à une interview entre M. de Kiderlen-Waechter et M. Bourdon, parue dans *Le Figaro* du 6 août) : “*Depuis déjà fort longtemps, ce journal était soupçonné de sympathies germanophiles qui seraient loin d’être désintéressées*” (Al. Sevastopoulo signalait aussi une protestation de M. Raymond Recouly, dans *Le Figaro* même, contre cet article de M. Bourdon ; on verra plus loin que M. Recouly, agent de la police russe, touchait 500 francs or par mois pour défendre le point de vue tsariste).

M. Bourdon persistant dans son mutisme, Souvarine insista dans *L'Humanité*, du 4 février, et, pour mettre M. Bourdon en demeure de s’expliquer, cita un passage de *L’Enigme allemande* (édition de 1913, p. 325) : “*Si demain, dans une crise de criminel délire, nos deux peuples se heurtaient, ce n’est pas en Allemagne seulement qu’il en faudrait chercher les raisons profondes et les responsabilités.*” Cette série d’articles de M. Bourdon, plus tard réunie en volume, parut dans *Le Figaro* du 31 août au 3 octobre 1912, et fut brusquement interrompue à cette date, avec la guerre des Balkans. *Le Figaro* devint subitement anti-allemand et publia le 7 octobre un dessin provocateur de Forain. Cinq ans après, M. Bourdon rééditait son livre, en y ajoutant de grossières insultes contre l’Allemagne et la Russie révolutionnaire. La cause était entendue, mais M. Bourdon, pour se donner une contenance, écrivit au président de la Chambre des députés le 15 février une demande en autorisation de poursuites contre le directeur-gérant de *L'Humanité* (annexe au procès-verbal de la deuxième séance du 15 février 1924, n° 7 139) et assigna *L'Humanité* et Souvarine à 200 000

francs de dommages-intérêts. Il eût mieux valu répondre avec précision à des questions précises. L’affaire tomba, naturellement, dans l’oubli. Quelques années plus tard (en 1928), M. Bourdon se trouvait compromis dans un bruyant scandale journalistico-financier.

M. Raymond Recouly, mis en cause dans plusieurs lettres de ses supérieurs hiérarchiques de la police secrète russe (Okhrana), Krassilnikov et Beletzky, se tint coi. On savait déjà par le commissaire du gouvernement provisoire S. G. Svatilov (cf. sa brochure “*L’espionnage politique russe à l’étranger*”, d’après les documents des archives de Paris de l’agence pour l’étranger du département de police, éditions du comité de Rostov-Nakhitchevan du Parti travailliste [troudovoï], Rostov-sur-le-Don, 1918) que M. Recouly, sous le sobriquet policier de “*Ratmir*”, recevait 500 francs par mois pour “*renseigner sur les relations entre l’intelligentsia socialiste russe et française*” (p. 58) et collaborait directement avec Krassilnikov (déposition de celui-ci, pp. 67 et 68). *L'Humanité*, du 17 novembre 1922, avait révélé le fait. Le dossier Raffalovitch a montré le policier du *Figaro* sous un des aspects de son travail. M. Recouly est devenu directeur de la *Revue de France* et mémorialiste du maréchal Foch.

M. Charles Rivet, du *Temps*, n’émargait pas seulement aux fonds russes. La campagne de *L'Humanité* eut pour effet de susciter diverses révélations du même ordre, et notamment celle du *Drapeau paysan de Prague*, journal de l’Union populaire paysanne bulgare, n° 14-15, du 31 janvier 1924, qui publia le fac-similé d’une lettre de M. Charles Rivet, dans laquelle ce journaliste vénal demandait de l’argent au gouvernement de Stamboliisky ; après l’assassinat de celui-ci, M. Rivet, désappointé de l’insuccès de sa tentative, se livra à de violentes attaques contre la mémoire de l’ancien président du Conseil.

•
• •

De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev

Paris, 12 novembre 1905

Monsieur le Ministre,

J'ai bien reçu le télégramme de Votre Excellence m'avisant qu'en principe il y avait consentement à continuer les subventions à la presse, me demandant le montant à allouer par mois et me disant d'y englober la somme mise à la disposition du ministère par la Banque de Paris sur la proposition de M. Noetzelin, soit 50 000 francs.

L'origine de ces allocations remonte au mois de février 1904, lors de la panique provoquée par l'explosion des hostilités en Extrême-Orient. A la demande expresse de M. Rouvier, alors ministre des Finances, transmise par MM. de Verneuil et Bénac, l'un syndic des agents de change, l'autre ancien directeur du Mouvement des fonds, et sur l'avis conforme de l'ambassadeur, le gérant du ministère des Finances consentit à faire ouvrir par l'intermédiaire de la Banque russo-chinoise un crédit de 200 000 francs. Afin d'intéresser les banques et institutions de crédit à la défense commune du crédit russe, une somme de cent mille francs fut fournie par elles et ajoutée aux 200 000 francs. L'argent fut dépensé par l'intermédiaire de l'agent habituel du ministère français, Lenoir, et alla jusqu'au moment de l'emprunt de 800 000 000 de francs, en mai. Il y eut ensuite une interruption dans nos sacrifices, jusqu'en automne 1904 ; il fallut recommencer alors les allocations mensuelles avec une légère augmentation. En mars 1905, après la bataille de Moukden et l'échec de l'emprunt français par la faute des banquiers, Verneuil exigea une somme énorme par mois jusqu'à la paix, au nom de la chambre syndicale. Il avait même ouvert des pourparlers avec les journaux antigouvernementaux, comme *La Libre Parole*, *La Liberté*, etc., leur promettant des sommes absurdes.

Après avoir consulté M. Rouvier officieusement, on tomba d'accord sur une

somme mensuelle supplémentaire de 110 000 francs environ, qui fut employée au même but de défense, mais cette fois jusqu'au moment de la paix. Son Excellence le ministre des Finances exprima le désir de restreindre le plus rapidement possible ce genre de dépenses ; l'ambassadeur de Russie à Paris fut d'accord pour déconseiller la rupture brusque des allocations. Au prix d'un mécontentement général, on réussit à ramener à la moitié les dépenses de presse, en la limitant au service financier, comme tout à fait au début, en janvier 1904 ; il fut convenu que tout effort de notre part cesserait avec l'émission de l'emprunt, le syndicat des banquiers se substituant à nous pour la publicité.

Les événements intérieurs de la Russie, les troubles, les émeutes, les massacres ont créé un état d'âme très inquiétant aussi parmi les porteurs de nos fonds en France, et il a paru que si on laissait à la presse toute sa liberté d'action, elle ne manquerait pas d'effrayer davantage encore le public. Lors du retour de M. Noetzelin, la tournure des événements a paru si menaçante que la Banque de Paris a mis à notre disposition cinquante mille francs, qui ont reçu l'emploi suivant : 10 000 francs à l'agence Havas, 7 000 à Hétrard, du *Temps*, 4 000 au *Journal* le 30 novembre, autant le 30 décembre, plus la commission de Lenoir. Les deux sacrifices coûteux d'Havas et du *Temps* sont tout à fait nécessaires. Dans les circonstances aiguës que nous traversons, l'appui de la majorité de la presse nous est indispensable — malheureusement — jusqu'à l'emprunt. Les journaux sont devenus beaucoup plus âpres au gain depuis que l'emprunt s'éloigne, et l'on peut juger de ce qu'ils diraient si on leur laissait la bride sur le cou par le ton des quelques journaux demeurés en dehors de toute combinaison, comme *Le Globe*, *Le Pour et le Contre*, qui triomphent de leur perspicacité et disent à leurs lecteurs que le cours actuel est encore bon à employer pour se débarrasser de leurs fonds russes. D'autres, plus hypocrites, comme *La Réforme économique*, consolent les porteurs en leur apprenant que les révolutionnaires ont déclaré reconnaître les

dettes étrangères contractées jusqu'à une certaine date, en supposant qu'après quelques sacrifices pénibles, ils toucheront leurs intérêts, etc.

Ce n'est pas en vue de faire la hausse sur les fonds russes ni pour faire dire du bien des hommes d'Etat qu'il faut continuer pendant quelque temps ces lourds sacrifices mensuels. Il est impossible de faire la hausse en ce moment par des articles de journaux, tout comme il est dangereux de procéder au moindre achat de titres pour le Trésor, sous peine d'un véritable désastre, mais l'on peut dans une certaine mesure empêcher les attaques concentrées et les coalitions des journaux et des journalistes.

Il faudrait pouvoir continuer l'allocation de cent mille francs pendant trois mois, et prévoir une somme de 10 000 francs pour l'agence Havas, pendant un temps plus long.

Tous les détails de ces dépenses qui ont été faites par les transferts de la Banque de Paris à la Société algérienne au compte de Lenoir, et les chèques, se trouvent au ministère des Finances.

Je ne sais pas si, en dehors de ces dépenses, il en est fait d'autres par d'autres départements de l'Etat dans la presse de Paris, soit directement dans les journaux, soit par des personnalités diverses.

Votre très obéissant serviteur,

A. Raffalovitch

De M. Kokovtzev à M. de Verneuil

Saint-Pétersbourg,
le 29 septembre/12 octobre 1906

Cher Monsieur,

Après ma dernière lettre, qui vous est parvenue, par ma faute, avec un retard notable, je n'aurais pas eu l'intention de vous écrire à nouveau si les circonstances n'étaient telles que je manquerais à mon devoir en n'attirant pas votre attention sur un fait dont vous saurez mieux que moi apprécier l'importance. Vous aurez, j'en suis persuadé, remporté de nos entretiens des mois de janvier et

d'avril derniers l'impression de l'intérêt que le ministère russe des Finances porte à la position adoptée par la presse française à l'égard de nos finances. Vous savez l'importance des dépenses faites par nous pour la publicité pendant toute la durée de la guerre et l'insignifiance des résultats obtenus du chef de ces dépenses.

Vous avez eu l'obligeance de m'indiquer, en janvier, les défauts de l'organisation de cette affaire adoptée jusqu'alors et de me proposer pour l'avenir d'intéresser à cette question les représentants des grandes institutions de crédit. Je suivis vos conseils et, comme vous le savez, lors du dernier emprunt, c'est le Syndicat des banquiers qui se chargea des soins de la publicité. Les suites démontrèrent entièrement la justesse de vos idées. Pendant les pourparlers relatifs à l'emprunt et toute la durée de mon séjour à Paris, l'attitude de la presse fut favorable. Craignant de ne pas obtenir les subventions attendues, la presse fit le silence sur l'emprunt et nous aida par là à venir à bout de beaucoup de difficultés. A ce que j'ai pu comprendre, le syndicat a de son côté accompli scrupuleusement ses engagements : la presse eut ce qui lui avait été promis.

Mais dès que l'argent fut reçu, les anciennes attaques accompagnées de toutes sortes de nouvelles fantaisistes, de bruits les plus incroyables et de commentaires tendancieux et hostiles des faits les plus naturels et même tout à fait favorables, par exemple les commentaires du *Temps* au sujet de ma lettre au président du Conseil, recommencèrent de plus belle.

En appréciant à sa juste valeur ce triste fait, je crois que vous conviendrez avec moi qu'il serait absolument inutile de revenir au système antérieur des subventions à la presse. Ses exigences et sa vénalité ne peuvent guère nous encourager à recommencer. Je ne vois pas, en outre, le but qu'il y aurait à le faire. Il est impossible, par des moyens artificiels, de relever le niveau des fonds d'un grand Etat. Or nous n'avons pas l'intention, dans un proche avenir, de nous adresser au crédit étranger, ce qui seul pourrait justifier le renouvellement de tentatives jusqu'ici infructueuses.

Il m'est impossible, d'autre part, d'attirer le concours des grandes institutions de crédit dans cette affaire. Vous connaissez le rôle qu'elles jouent dans le placement et maintien des fonds russes, et vous conviendrez, selon toute probabilité, que je ne dois pas m'attendre de leur part à des sacrifices au nom de la stabilité de notre crédit. Néanmoins, je ne trouve pas qu'il soit adroit de ne prêter aucune attention à cette question. Les intérêts du crédit russe en France sont trop importants et ne se bornent pas au côté financier. Il me semble que l'élément politique a joué le rôle prépondérant...

Kokovtzev

De M. Raffalovitch à M. Kokovtzev

Secrète.

Paris, le 14 octobre 1906

Monsieur le Ministre,

J'ai vu hier M. Nélidov, retour de Biarritz et se portant très bien. Nous avons beaucoup parlé de votre lettre confidentielle, qu'il apprécie comme tous les gens raisonnables et sensés. Il partage l'avis qu'étant donné l'abîme (comme disent nos adversaires systématiques) où nous sommes, il n'y a vraiment pas grand compte à tenir de la presse. Quel mal celle-ci peut-elle nous faire en dehors de celui qu'elle a essayé de nous infliger ? *Le Temps*, qui a touché cent mille francs du Syndicat, en mai 1906, est le plus bel exemple d'ingratitude. Tout ce qu'il faut, c'est un très petit nombre d'endroits où l'on puisse faire mettre ce qu'il est indispensable de faire savoir...

Votre très obéissant serviteur.

A. Raffalovitch

« ...L'ABOMINABLE
VÉNALITÉ
DE LA PRESSE... »

A. RAFFALOVITCH,
Conseiller secret du Ministère des Finances

D'APRÈS LES DOCUMENTS DES
ARCHIVES RUSSES (1897-1917)

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse, PARIS

**Les ouvriers
et le pouvoir
à Kharkov
de 1920 à 1933,
à travers
les archives régionales**

(deuxième partie)

(Eric Aunoble)



Le centre de Kharkov à la fin des années 1920.

1930-1933 : asservir

LE lancement et la réalisation volontaristes du premier plan quinquennal posent deux nouveaux problèmes. Concernant la mobilisation de la force de travail, il faudra déterminer la nature de l'effort fourni par la classe ouvrière dans l'industrialisation. Ensuite, viendra la description de l'attitude des ouvriers envers les conséquences corporatives ou générales du "grand tournant".

Les "communes de production", réalité ou tromperie ?

Sur la première question, le phénomène des communes de production est de première importance. Depuis la révolution d'Octobre, le terme de "*commune*" sous-tendait un certain nombre de principes : volontariat des adhésions, autonomie de fonctionnement, égalitarisme entre les membres. L'émergence d'une organisation du travail "communarde" sur le front de l'industrialisation donnerait donc à celle-ci un caractère révolutionnaire, reflétant l'engagement conscient de milliers de prolétaires. Le schéma a semblé d'autant plus plausible aux historiens que, dès 1931-32, le parti et Staline lui-même s'en prennent vio-

lemment à l'égalitarisme et condamnent les communes. Un retour de flamme conservateur mettait fin à l'élan des masses (25).

Ces hypothèses étaient bâties sur la presse, seule source disponible avant 1991. Elles sont confirmées localement par le *Prolétaire de Kharkov*, le quotidien de la ville. Les communes d'usines sont mentionnées pour la première fois le 9 janvier 1930, mais auraient été créées en novembre de l'année précédente à l'usine d'électricité (GEZ/DEZ). En janvier et février 1930, quinze articles sont consacrés au sujet et recensent 39 communes dans douze usines de la ville. Dès le mois de mars, pourtant, l'égalitarisme des salaires est critiqué à l'instigation de la confédération des syndicats (26).

Les articles se font alors beaucoup plus rares en avril et mai. De plus, ils ne valorisent les communes que comme remède à l'absentéisme et à la mauvaise qualité de la production. Cela ressemble fort à une mise sous le boisseau. D'ailleurs, fin mai, un ouvrier communard dénonce le fait que "*la plus haute forme de travail communiste (soit) menacée par l'indifférence*". D'après lui, les communes sont malheureusement devenues des "*parias*" (27). Il se demande publiquement à qui profite le sabotage du mouvement.

Voilà l'histoire racontée par le journal. Celle qui se dégage des documents d'archives du parti et de l'administration est sensiblement différente. Les sources primaires ne mentionnent des communes qu'à partir de février 1930. Ce retard sur la presse ne tient pas à une mauvaise tenue des livres ou à un défaut de conservation. Par exemple, six liasses de "rapports sur la marche de l'émulation socialiste" couvrent intégralement les années 1929 et 1930 à l'usine de locomotives (XPZ). La première commune est citée le 26 février 1930 (28).

Le *Prolétaire de Kharkov* lui-même indique qu'elle a été créée à la fin janvier, c'est-à-dire après le lancement de la campagne de presse. Laquelle n'a donc pas reflété un mouvement communal. Elle l'a précédé, prouvant ainsi une création "d'en haut". C'est d'ailleurs ce qu'avoue N. M. Antonov. Contrôleur à l'usine d'aviation et militant au parti depuis 1918, il déclare devant la commission de purge :

"L'organisation du parti n'a pas donné à ses membres les ordres attendus sur la manière de réaliser la directive (...) sur la liquidation du koulak en tant que classe, sur la collectivisation et sur l'organisation de communes de production (nous soulignons). On aurait pu aplanir toutes sortes de déviations et d'antagonismes nationaux grâce à l'organisation de communes ; et ainsi, on n'entendrait plus parler d'antisémitisme et on pourrait mener la nouvelle politique de collectivisation totale et d'organisation de communes (29)."

Les problèmes "nationaux" sont propres à l'usine, mais les communes de production sont citées clairement comme un des axes généraux de la politique du PC, ne relevant aucunement de l'initiative ouvrière.

La presse cite des communes exemplaires aux usines "Fil Rouge", "Faucille et Marteau" ou "8 mars", alors qu'au même moment, les débats des commissions de purge sur l'émulation socialiste n'en évoquent qu'une, tout à fait incidemment... Reste à conclure qu'au niveau de l'usine, les communes doivent être très semblables à des "brigades de

choc" (XIV). Les statistiques de XPZ donnent cette même impression. Après avoir mentionné trois communes en février 1930, elles les oublient jusqu'en mai. De mai à août, elles recensent des brigades et des "collectifs". Les communes ne refont leur apparition qu'en septembre. Et dans les indicateurs statistiques, rien ne semble donner du sens à ces distinctions.

Pourquoi les communes ont-elles survécu à leur inutilité et à une condamnation idéologique ? Sans doute, le mythe de la commune servait-il bien l'instrumentalisation des sentiments anti-hiérarchiques par la direction stalinienne (30). Par ailleurs, ceux qui avaient organisé une commune pouvaient espérer en faire le tremplin d'une carrière. De plus, en commune ou en brigade, l'essentiel était sûrement que la production soit faite.

Reste une dernière raison de la persistance des communes. Des ouvriers ont pris la défense des structures qu'on leur avait imposées au départ. En effet, l'égalitarisme dénoncé dans la presse semble être la conséquence bien réelle de ces communes artificielles. En octobre 1930, combattant la "déviation de la ligne salariale dans le travail de choc", le comité du parti de l'usine ("ZavPartKom") de locomotives vise entre autres les communes. A l'atelier "Traction", "il y a des communes dont le statut (garantit) une rétribution unique du travail en fonction des heures effectuées, sans tenir compte des catégories ou de la productivité. Une telle rétribution n'est pas autorisée par le service de l'économie du travail (31)."

Sept mois plus tard, "le plénum (du comité du parti) remarque que, malgré la croissance numérique des communes de production, il y a des cas isolés de désorganisation. (Cela est dû) principalement à l'égalitarisme dans la répartition de la masse salariale, alors que les communes ne sont pas homogènes quant au niveau de qualification des ouvriers. Le plénum du ZavPartKom engage (toutes ses organisations) à mener un grand travail d'explication qui soutien-

(XIV) Créées dès 1929, elles sont la forme d'émulation socialiste la plus courante.

draît l'organisation de communes de production exclusivement à l'initiative de la base. Et, dans les clauses fondatrices, (on stipulerait) que la répartition de la masse salariale est strictement en fonction des qualifications et des catégories des travailleurs. (Il faut expliquer que) la différence entre une commune de production et une bonne brigade de choc (...) se résume à ce que la commune (...) se double, au fur et à mesure de son développement, d'un collectif ouvrier de mode de vie (32)."

Aucun document ne permet de constater l'existence de "collectifs de mode de vie". Quant à "l'initiative de la base", elle semble justement s'exprimer par la défense d'un égalitarisme combattu par les autorités. La brigade de choc et la commune avaient été conçues comme des structures permettant d'assurer le contrôle social, tout en augmentant la productivité. Dans les faits, protégée juridiquement par son contrat fondateur, la commune devient un îlot de résistance collective face à l'atomisation et à la pression productiviste d'en haut.

C'est pourquoi, en 1931, les autorités forcent la promotion des "brigades économiquement responsables" ("xozrasëtnye brigady"), dont le contrat ne comprend plus de garantie de salaire, mais stipule au contraire une obligation de rendement (33). En regard, la commune s'apparente plus à l'"artel" d'avant la révolution, association d'ouvriers embauchés collectivement. Ainsi, des travailleurs fortement liés entre eux, en petits groupes (XV), tentent à la marge de défendre leur paye, en subvertissant une "émulation socialiste" forcée. Cette résistance est archaïque, primaire, mais c'est la seule possible.

La politique des ouvriers

Dès le début du "grand tournant", les autorités avaient senti l'évolution possible de l'état d'esprit des ouvriers. Faisant le bilan de l'année comptable 1928-1929, le responsable du département statistique de l'usine de locomotives divi-

sait les ouvriers en trois catégories. Il y a d'abord les participants actifs à l'émulation socialiste, qui ont amélioré leurs performances. Puis, viennent ceux qui travaillent comme avant, en adhérant juste formellement. Enfin, certains refusent de concourir, "en expliquant leur mauvaise volonté par la baisse possible des tarifs" (34).

Cette opinion, platement économique, étroitement centrée sur les intérêts matériels, est malgré tout subversive. C'est le paradoxe d'un système qui a soumis l'économie à la politique sans démocratiser cette dernière. Critiquer la gestion des richesses revient à critiquer directement le pouvoir. L'élimination des oppositions conscientes ne suffit donc pas. Les autorités doivent enregistrer, puis éradiquer la moindre divergence technique. En réaction, chacun pratique l'autocensure. On rapporte que les techniciens et ingénieurs n'osent plus évoquer les difficultés dues au "conditions objectives", car "ça ne se fait pas d'en parler", "c'est interdit" (35).

Mais la vie ramène naturellement ces questions au jour. Comme l'affirme une résolution du bureau du "ZavPartKom", en avril 1931, "au cours du processus de révision des normes de rendement, les éléments opportunistes, socialement étrangers et cupides qui existent (...) dans quelques ateliers essaieront de se servir de l'état d'esprit malsain qui règne dans certains groupes d'ouvriers récemment arrivés à l'usine. (Ils tenteront de) nuire au (...) travail de révision des normes" (36).

Le pronostic se vérifie de façon paradoxale. Fin mai, deux militants pourtant en vue, Perec et Dubinin, interviennent lors d'une réunion de cellule publique :

(XV) Bilan au 1^{er} juillet 1931, dans les dix-huit plus grosses entreprises de Kharkov :

| communes de production | | brigades de choc | |
|------------------------|----------------|------------------|----------------|
| nombre | effectif moyen | nombre | effectif moyen |
| 277 | 7,1 | 2 818 | 8,2 |

(P69/1/44 : Xarkovskij GorKom KP(b)U - Materialy k protokolu, n° 6, sekretariata du 25 septembre 1931, p. 40.)

“Il est indispensable d’arrêter les exportations hors de l’Union (soviétique), car elles se font au détriment du ravitaillement des ouvriers ; l’usine ne réussit pas à réaliser ses plans à cause du mauvais approvisionnement des ouvriers ; la coopération (XVI) fonctionne mal ; le parti se trompe en cherchant à mobiliser des capitaux grâce à l’augmentation des prix et de quelques impôts ; dans le parti, il y a du bureaucratisme, le parti s’est planté, il oublie les intérêts de la classe ouvrière et décide tout d’en haut (37).”

Qualifiés d’opportunistes de droite, ils sont exclus du parti et déchus de leurs responsabilités dans l’atelier. Dubinin est également renvoyé du conseil municipal (“GorSoviet”).

Les problèmes soulevés sont pourtant réels, on le reconnaît entre soi. Le directeur de l’usine déclare à un plénum du “ZavPartKom” :

“On ne peut pas dire que nos ouvriers soient tellement revendicatifs, mais il faut les nourrir mieux, et pas de façon aussi dégueulasse (tak po-svinski) que maintenant (...). L’ouvrier sait qu’on n’a rien de trop, il ne revendique pas ; mais en même temps, l’ouvrier voit que nous ne savons pas travailler et que ce que nous donnons est dans un état lamentable (38).”

L’expression “nos ouvriers” montre assez que les dirigeants n’entendent pas s’appuyer sur la conscience des travailleurs. Ils tentent alors de les tenir en réglemant la survie, en organisant la lutte de tous contre tous. Les “nouvelles formes d’émulation socialiste”, les “brigades économiquement responsables” supposent une “amélioration des services (...) quotidiens aux ouvriers”, c’est-à-dire... “le travail aux pièces, un système de rétribution progressive avec des primes, un ravitaillement amélioré pour les travailleurs de choc” (39) ! Des “services différenciés” sont destinés à retenir les cadres dans l’entreprise, en leur offrant prioritairement des appartements (40).

Si, en fait, le pouvoir promeut les privilèges en luttant contre l’égalitarisme, les ouvriers menacent l’autorité en revendiquant leur bien-être. A l’usine de tracteurs

(XTZ), inaugurée en 1931, une “caisse secrète d’aide aux militants responsables” existe, en plus des différents livrets de rationnement marquant le degré d’appartenance à l’élite. Un sympathisant (XVII) communiste lance une pétition pour que les menuisiers de son équipe, membres des Jeunesses communistes, passent du livret “B” — “travailleur manuel” —, au livret “A” — “ouvrier industriel” —. Il est exclu et deux de ses compagnons sont blâmés (41).

La lutte entre prolétaires et privilégiés n’a rien d’abstrait. L’ouvrier allemand Husemann, établi à l’usine de locomotives depuis 1930, se plaint de certains responsables de l’usine, et particulièrement du directeur du travail, Stoljarenko (celui-là même qui distribue des appartements aux ingénieurs) :

“Jamais un seul capitaliste ne s’était encore plaint de mon travail productif ; mais un communiste, un directeur, dans un Etat socialiste, a osé (m’)humilier, (moi), un autre communiste.”

Désenchanté, il demande son passeport pour rentrer au pays.

“Au bout d’un moment, j’ai cessé de croire qu’en URSS tous les travailleurs se considèrent comme des frères (...). Je m’en vais parce que je suis affamé. En Allemagne, je suis habitué à vouloir, pas à quémander. Je pars. Vous pouvez être tranquilles : je ne vilipenderai pas l’URSS dans ma patrie ; au contraire, je consacrerai toutes mes forces à la révolution prolétarienne, pour une Allemagne soviétique, pour la révolution mondiale (42).”

Pour prouver sa bonne foi, il ajoute que ses moyens lui permettent juste de dîner de pain et de beurre...

La faim

La nourriture est d’ailleurs devenue la première préoccupation de tous. La famine a déjà touché l’Ukraine rurale en

(XVI) Ici, la coopération désigne le magasin d’entreprise à la disposition des ouvriers.

(XVII) *Sympathisant* veut rendre l’idée de “postulant à l’adhésion” (“kandidat”).

1931. A la fin de 1932, elle revient ravager la république, bien plus terriblement (43). Comme la presse, les instances du parti et de l'administration gardent un mutisme absolu sur le sujet. Dans la masse des matériaux, il n'y a aucune mention directe de la tragédie. Les ouvriers, eux, ne sont pas dupes. Leurs déclarations intempêtes tranchent sur le silence imposé.

Dès juin 1932, un ouvrier communiste de XTZ *"est intervenu à l'école du parti de façon opportuniste et antiparti en déclarant que la classe ouvrière est affamée, que les kolkhoziens ruinés vont de maison en maison en mendiant du pain"* (44). Il est intéressant de constater que cette opinion lie le sort des ouvriers à celui des paysans. Ce n'est pas toujours le cas. Une sympathisante du PC, ouvrière pourtant, pense quant à elle qu'*"on a volé les paysans, on ne leur donne pas de pain ; pour les ouvriers, ça va, c'est pourquoi vous ne voyez rien"* (45). Cela explique peut-être pourquoi le premier est qualifié *"d'anti-parti"*, alors que la seconde est taxée de *"contre-révolutionnaire"*.

Un des militants envoyés dans les campagnes a le courage de dénoncer ce qu'il a vu : *"La population ne suit pas le pouvoir soviétique par conscience, elle ne se soumet qu'à la force"* (46). A XPZ et à XTZ, chacune des quatre dénonciations publiques de la famine est sanctionnée, le plus souvent par l'exclusion. Les méthodes totalitaires s'affinent. Le *"bilan des discussions d'ateliers sur l'approvisionnement en blé"* affiche plusieurs exclusions, la dissolution d'une cellule entière et le repérage de plusieurs éléments *"opportunistes antiparti"* (47). Ces débats étaient en fait des pièges pour débusquer les dissidents !

L'élimination de ces derniers ne résout évidemment pas la pénurie. La mauvaise foi et le cynisme bureaucratiques confinent alors à l'humour noir. Le comité du parti de l'usine de locomotives met systématiquement un point *"légumes"* à l'ordre du jour de ses réunions en octobre-novembre 1931 et s'intéresse *"à l'avancement des travaux potagers"*, en déclarant *"le jour férié du 14*

octobre journée d'offensive pour la récolte des potagers" (48). Des rubriques de conseils aux *"éleveurs de lapins"* et autres *"agriculteurs amateurs"* apparaissent dans des revues destinées aux citoyens (49).

La gabegie bureaucratique s'ajoute à la disette frumentaire. Au fur et à mesure que la situation s'aggrave, les rapports sur les cantines d'usine se multiplient. On apprend qu'à XPZ, en pleine famine, la cantine se trompe sur le nombre de rationnaires les jours fériés. Elle prépare trois fois plus de repas qu'il n'y a de présents (XVIII) ! Néanmoins, en règle générale, il y a des files d'attente et les portions sont insuffisantes. Il arrive qu'on ne délivre que 20 g de pain au lieu des 140 g réglementaires, ce genre d'incurie survenant même pendant les fêtes de la Révolution de 1932 (50).

Les *"usines-cuisines"* sont si mal tenues qu'une *"intoxication alimentaire massive"* frappe les ouvriers de XPZ en juillet 1933. Les travailleurs ont aussi trouvé à plusieurs reprises du métal (dont des aiguilles) dans leurs assiettes (51). A l'usine de tracteurs, on rapporte des *"gaspillages et détournements"* à la cantine des ouvriers. Celle des ingénieurs et techniciens est dans un état *"antisantitaire"*. Quant à la boulangerie industrielle de l'usine, elle produit — en quantité insuffisante — un pain au goût de charbon. Les locaux de production et de stockage sont sales, de même que les blouses des ouvriers qui n'ont pas de quoi payer le nettoyage (52)...

Déstructurée brusquement par l'industrialisation à cours forcé, privée d'organisation indépendante et de cadres militants, atomisée, surveillée, embrigadée, pressurée, affamée..., la classe ouvrière réagit rarement. Les archives gardent seulement la trace de deux *"débrayages"* (*"volynka"*) à l'usine de locomotives, les 25 octobre et 25 décembre 1932 (53). Ils interviennent alors que le vice-consul d'Italie à Kharkov atteste que, *"depuis quelques semaines, des protestations de caractère assez*

(XVIII) 12 000 au lieu de 4 000, excusez du peu ! P86/1/8, p. 60 : § 2 du procès-verbal de réunion du 23 mars 1933.

marqué éclatent tantôt dans un établissement, tantôt dans un autre, suite à la mauvaise distribution des vivres" (54). Les deux débrayages ont lieu en effet aux cantines (XIX). Suivons la description du second, faite devant le bureau du comité d'usine du parti.

Le débrayage s'est produit "à la cantine centrale (...), à 7 heures du soir". Il est "le résultat du hooliganisme d'un petit groupe de jeunes, principalement des apprentis (*fabzavuèniki*)". Mais, "en même temps", reconnaît le rapporteur, le plat principal servi était de mauvaise qualité : les pommes de terre étaient "infâmes". Donc, même si ça n'est pas précisé, on peut supposer que le "débrayage" était en fait un chahut tournant à la révolte provoqué par la nourriture. Les personnes qui étaient de service ("*dezurnye*"), représentants de l'administration de la cantine, du comité du parti ("*ZavPartKom*") et du comité du syndicat ("*FabZavKom*"), ont laissé le débrayage s'étendre de table en table. Le succès de la protestation a été favorisé par la présence de beaucoup de travailleurs, qui avaient déjà fini leur journée et n'avaient aucune raison d'être là. Il y aurait eu également beaucoup d'ouvriers saouls ("*netrezvye*").

Le rapport ne mentionne aucune déprédation ni agression. Il ne semble pas y avoir eu de revendication claire, et encore moins de délégation constituée. Le mouvement, instinctif, inarticulé, est une réponse à d'intolérables conditions de vie. Cette réaction est somme toute assez modérée. Peut-être la vue de paysans faméliques venus mendier en ville limite-t-elle la sensation de malheur des ouvriers (55).

Un autre point mérite d'être souligné. La révolte est venue des jeunes. Malgré leur manque de culture "syndicale", ils n'étaient donc pas si malléables qu'on a bien voulu le dire (56). Certes, d'autres documents les montrent en conflit avec les anciens (XX). Mais le conflit des générations n'est pas une nouveauté dans le monde ouvrier. Le pouvoir a même pu utiliser les jeunes contre les vieux à certains moments. Mais ici, leur audace a fédéré le mécontentement. Ce qui a manqué encore une fois, c'est l'organisation

fusionnant l'élan des jeunes à l'expérience des anciens.

Le lendemain des troubles, le bureau du "*ZavPartKom*" se réunit en session extraordinaire.

La résolution adoptée le 26 décembre dispose dans l'ordre :

- d'exclure les participants au débrayage de la Jeunesse communiste ;
- de renforcer le service de garde et les contrôles à la cantine ;
- de "*soulever le problème de l'amélioration des services offerts aux ouvriers*" ;
- de lancer une campagne de presse sur ce sujet ;
- d'ouvrir une enquête judiciaire sur ces services.

Après le débrayage du 25 octobre, il avait été décidé de :

- créer une commission d'enquête ;
- rechercher les éléments responsables des désordres ;
- organiser les communistes pour la lutte contre la "*contre-révolution*" ;
- porter l'affaire devant le procureur ;
- demander au sovkhoe "Partisan Rouge" de livrer cinq wagons de légumes pour le lendemain (XXI) ;
- réorganiser les horaires de repas des différents ateliers ;

(XIX) "*Volyuka*" signifie le fait de traîner, de lambiner. En désignant d'autres mouvements que ceux qui interrompent la production, il peut donc s'appliquer plus largement que le mot "*débrayage*".

(XX) Lors d'un plénum du "*ZavPartKom*" tenu en 1930 en présence de 174 militants, plusieurs vieux ouvriers de XPZ s'étaient plaints de l'irrespect des jeunes. Cette attitude des jeunes semblait bien servir le parti à ce moment-là. La ligne qui prévalait était en effet d'attaquer l'encadrement technique (des contremaîtres et chefs d'atelier jusqu'aux directeurs), accusé de ne pas croire à l'industrialisation à outrance. P86/1/2, pp. 2, 33 et 48 (plénum élargi des 18-19 janvier 1930), p. 162 (plénum des 19 et 24 février 1930).

(XXI) Ces cinq wagons ne sont jamais arrivés, à cause de "*la situation pénible des travailleurs du sovkhoe qui ne reçoivent pas de pain*"... Il a donc fallu acheter sur le marché privé de quoi nourrir les ouvriers et les sovkhoeziens. Pour financer ces achats, la coopérative de l'usine a vendu des produits manufacturés sur le marché privé !

— mettre de l'ordre dans le système des tickets ("talony") pour éviter les queues ;

— organiser les distributions à la cantine.

Par la suite, différents responsables du ravitaillement ont été blâmés et-ou limogés.

L'ordre des mesures donne une idée de la mentalité des responsables. Ils commencent par la répression, puis lancent une mobilisation idéologique. **Après seulement**, ils se préoccupent d'éliminer certaines causes, secondaires, du mécontentement. Enfin ils jettent quelques boucs émissaires en pâture à la vindicte populaire. Les ouvriers sont traités comme du bétail : on leur donne beaucoup de bâton, l'espoir d'une carotte, et on agite un chiffon rouge pour les exciter contre des leurres.

Ces quelques observations n'ont pas la prétention d'épuiser la question des rapports entre les ouvriers et le pouvoir dans le régime soviétique. Bien que le corpus de sources soit cohérent, j'ai déjà indiqué qu'il n'avait pas été consulté dans une démarche systématique d'étude de la question ouvrière. Par exemple, je n'ai presque pas touché aux archives des syndicats.

De plus, en me concentrant sur les rapports de pouvoir, j'ai laissé de côté les problèmes sociologiques. Si j'ai juste mentionné la prolétarianisation massive lors du premier plan quinquennal, il faudrait aussi rapporter les phénomènes décrits à la condition ouvrière avant 1917, à la fonte des effectifs ouvriers pendant la guerre civile... Sans oublier l'engagement de milliers de travailleurs dans le travail du parti ou de l'Etat. Que la démarche des militants ait été désintéressée ou carriériste, elle offrait à toute la classe ouvrière un modèle de promotion et de valorisation culturelles et sociales sans précédent.

Même au niveau politique, le champ de vision est amputé par le cadre chronologique (XXII). Commencer l'étude en 1920, c'est ignorer la mobilisation révolutionnaire de 1917, ainsi que les contre-révolutions et misères qui se sont succédé en 1918-1919. On manque donc les

causes d'un attachement profond au nouveau régime, ainsi que les raisons d'un découragement et d'une passivité à peine inférieurs.

Il reste que les sources prouvent sans discussion à quel point le stalinisme était une dictature sur la classe ouvrière, une dictature mesquine, quotidienne, intime. Les ouvriers n'ont participé et n'ont été intégrés au système totalitaire qu'au titre de masse informe, manipulable. Au seuil des années 1930, le prolétariat n'était plus "*la classe de la conscience*" (Lukacs), ni même une force organisée. Les éléments de conscience et d'organisation avaient été détruits ou subvertis.

Les documents rendent également compte d'une scission précoce des représentations sociales entre "eux" et "nous". Dès le début des années 1920, ouvriers du rang et militants responsables se sentent appartenir à deux mondes différents. Le décalage culturel entre les valeurs "d'en haut" et "d'en bas", produit du retard russe, n'a pas été comblé par l'éducation de masse (XXIII). Un prolétaire promu ("*vydvizhenec*") passe forcément dans l'autre camp. Le système des privilèges élargit le fossé entre les indigents et les repus jusqu'à l'apparition d'une haine réciproque.

Mais l'origine commune des uns et des autres, la pauvreté généralisée du pays et les méthodes totalitaires empêchent le conflit de prendre forme et de se déployer. La suffisance jalouse et inquiète des dirigeants est limitée quantitativement par le système et son idéologie. Les prolétaires ne peuvent pas exprimer leur hostilité. Ils ne peuvent guère la tourner que contre les boucs émissaires présentés par le régime. Ils la tournent surtout contre leur travail, contre eux-mêmes et leurs collègues. Le coulage, l'alcoolisme et la chicane ont gangrené la vie soviétique pour longtemps.

(XXII) Cadre chronologique imposé par les sources.

(XXIII) Voir Anatoli Vichnevski, *La Faucille et le rouble ; la modernisation conservatrice en URSS*, Paris, Gallimard, "Bibliothèque des histoires", 2000. Malgré son adhésion à la téléologie libérale, l'auteur présente une analyse passionnante des comportements sociaux "soviétiques".

Maintenant que les digues qui retenaient la cruauté et la rapacité des potentats ont cédé, on voit les difficultés des travailleurs post-soviétiques à reprendre le chemin de l'organisation et des luttes. Le fil des traditions prolétariennes était rompu depuis des décennies.

Après les débrayages de 1932 à XPZ, il semble que la première grève ouvrière à Kharkov a éclaté à l'usine "Faucille et Marteau" en... 1963 (XXIV) !

Il ne s'agit pas de *re-trouver* le sens de l'organisation ouvrière, il faut le construire, presque l'inventer.

Paris, décembre 2000

(25) Voir Richard Stites, *Revolutionary Dreams : Utopian visions and experimental life in the russian revolution*, New York et Oxford : Oxford University Press, 1989, pp. 218-219 et 232.

(26) *Xar'kovskij Proletar'* du 9 janvier 1930 (*Pervaja brigada-kommuna*), du 25 mai 1930 et du 16 mars 1930 (*Jak pravyl'no orhanizuvaty komuny na pidpryemstvax*, rapportant une conférence tenue à Moscou le 12 février 1930).

(27) *Xar'kovskij Proletar'* du 29 mai 1930.

(28) R1354/3/1226 (du 1^{er} janvier 1929 au 31 décembre 1929), R1354/3/1070 (du 23 octobre 1929 au 30 septembre 1930), R1354/3/1225 (du 8 juillet 1929 au 6 octobre 1929), R1354/3/1227 (du 1^{er} octobre 29 au 31 décembre 1929), R1354/3/1456 (30 décembre 1930), R1354/3/1465 (du 1^{er} janvier 1930 au 30 septembre 1930). Le fonds R1354 rassemble tous les documents émanant de l'administration de l'usine de locomotives (XPZ).

(29) P15/2/48, p. 13.

(30) Kuromiya Hiroaki, *op. cit.*, pp. 173 à 199 : *The Troika and Mass Politics*.

(31) P86/1/4 : XPZ PartKom — *Protokoly zasiedanija sekretariata*, du 22 mai 30 au 23 décembre 1930, pp. 93-94, rapport du 24 octobre 1930.

(32) P86/1/3 : XPZ PartKom — *Protokoly plenumov*, du 7 mai 1930 au 23 juin 1931, p. 458, plénum du 13 mai 1931.

(33) Voir la résolution du comité de ville du parti du 25 septembre 1931 (P69/1/39, pp. 130-131) et les résolutions du *ZavPartKom* de l'usine de locomotives : § b du bureau, fin juillet 1931 (P86/1/7, p. 16), "sur les conférences de production" (novembre 1931, P86/1/7, p. 120), et § 3 du plénum du 13 novembre 1931 (P86/1/5, p. 84).

(34) R1354/3/70, p. 10.

(XXIV) Cette usine, qui a connu d'autres mouvements en 1964 et 1970, reste la plus combative depuis 1991. Plusieurs grèves ont obligé la direction à verser une partie des salaires en retard en 1999. Mais l'exemple n'a pas été suffisamment éclatant pour être massivement suivi par les autres entreprises de la ville. De plus, si la couleur des drapeaux flottant sur l'usine a changé, on ne peut en dire autant des méthodes des dirigeants. Les meneurs des dernières grèves ont été mis à pied ou licenciés. Dans des entreprises qui ne "tournent" plus et ne versent pas de salaires, cela signifie essentiellement l'interdiction d'accès à la cantine, c'est-à-dire la faim.

Voir S. Artëm, "Serpomolovcy — na perednem krae bor'by", *Raboèe-Krest'janskaja Pravda* (Mukaèevo), n° 7 (28), 1999, p. 4 ; E. Al'ter, "Èto dal'she ?", *Levyj Avangard* (Moskva), n° 38 — 2000, p. 3 ; A. N. Sereda, "Orvetjat li proletarskoj solidarnost'ju rabocemu aktivistu profsojuznye funkcionery ?", *Serp i Molot* (Krasnojarsk), n° 6 (87) — mai 2000, p. 4.

(35) P86/1/2 : XPZ PartKom — *Protokoly plenumov* de janvier à avril 1930, pp. 67-68, lors du plénum élargi des 18-19 janvier 1930.

(36) P86/1/6 : XPZ PartKom — *Protokoly zasiedanija bjuro*, du 6 avril 1931 au 13 juin 1931 ; résolution du 6 avril 1931, p. 3.

(37) *Ibidem*, résolution du 3 juin 1931, pp. 62-63.

(38) P86/1/5 : XPZ PartKom — *Protokoly plenumov*, du 20 juin 1931 au 31 mai 1932, procès-verbal du 20 juin 1931, p. 12.

(39) § 4 de la résolution du plénum du *ZavPartKom* de l'usine de locomotives du 13 novembre 1931 (P86/1/5, p. 84).

(40) *Ibidem*, § 7, et R1354/3/1565, pp. 32 et 138 (lettres du directeur du travail des 19 mars et 4 juillet 1932).

(41) P87/1/4, p. 172 : documents complémentaires au procès-verbal du *ZavPartKom* de XTZ du 6 décembre 1931 ; P87/1/5, p. 53 : résolution du bureau du 28/02/1932, P87/1/6, p. 2 : § 8 du procès-verbal de la réunion du bureau du 8 juillet 1932.

(42) Deux lettres, traduites de l'allemand, datées des 25 et 26 juin 1932 (P86/1/7, pp. 255-257 et 261 à 263).

(43) Georges Sokoloff, "La guerre paysanne de Joseph Staline", *L'Année noire, 1933 : la famine en Ukraine*, Paris : Albin Michel, 2000, pp. 36 à 45.

(44) P87/1/5, pp. 133-134 : § 5 du procès-verbal de la réunion du bureau du *ZavPartKom* du 29 juin 1932. Voir un autre cas P87/1/7, p. 47 : procès-verbal du 15 mars 1933.

(45) P87/1/7, p. 178 : extrait du procès-verbal n° 30, du 11 décembre 1932.

(46) P86/1/9, p. 238 : § 17 du procès-verbal n° 62, du 3 décembre 1933.

(47) XPZ, P86/1/9, p. 87 : § 3 du procès-verbal n° 24, du 3 décembre 1932.

(48) P86/1/7, p. 90 : § 1 du procès-verbal n° 11 du 13 octobre 1931.

(49) Voir *Komunar'ka Ukraïny*, de l'été 1932 à l'été 1933.

(50) P86/1/9, pp. 80 (§ 2 du procès-verbal n° 22 du 13 novembre 1932) et 87 (§ 2 du procès-verbal n° 24 du 3 décembre 1932), p. 162 (§ 8 du procès-verbal n° 42 du 15 juin 1933), p. 206 (§ 15 du procès-verbal n° 55 du 13 septembre 1933).

(51) *Ibidem*, p. 169 (§ 1 du procès-verbal n° 15 a du 15 juillet 1933), p. 222 (§ 4 du procès-verbal n° 59 du 23 octobre 1933) et p. 245.

(52) P87/1/7 p. 127 (résolution du 5 juillet 1933), pp. 175-176 (conclusion de la commission sur l'approvisionnement en pain des ouvriers de l'usine, 25 octobre-13 novembre 1933), p. 178 (§ 5 du procès-verbal du 13 novembre 1933).

(53) P86/1/9, p. 67 (§ 1 du procès-verbal n° 18 du 26 octobre 1932 "sur le débrayage au réfectoire

de la place du haut"), p. 71 (§ 9 du procès-verbal n° 19 du 28 octobre 1932, "Déclaration du cam. Xodukin sur le non-envoi de 5 wagons de légumes du [Sovkhoz] Partisan rouge"), p. 98 (§ 1 du procès-verbal n° 27 du 26 décembre 1932 "sur le débrayage du 25 décembre à 7 heures du soir à la cantine centrale").

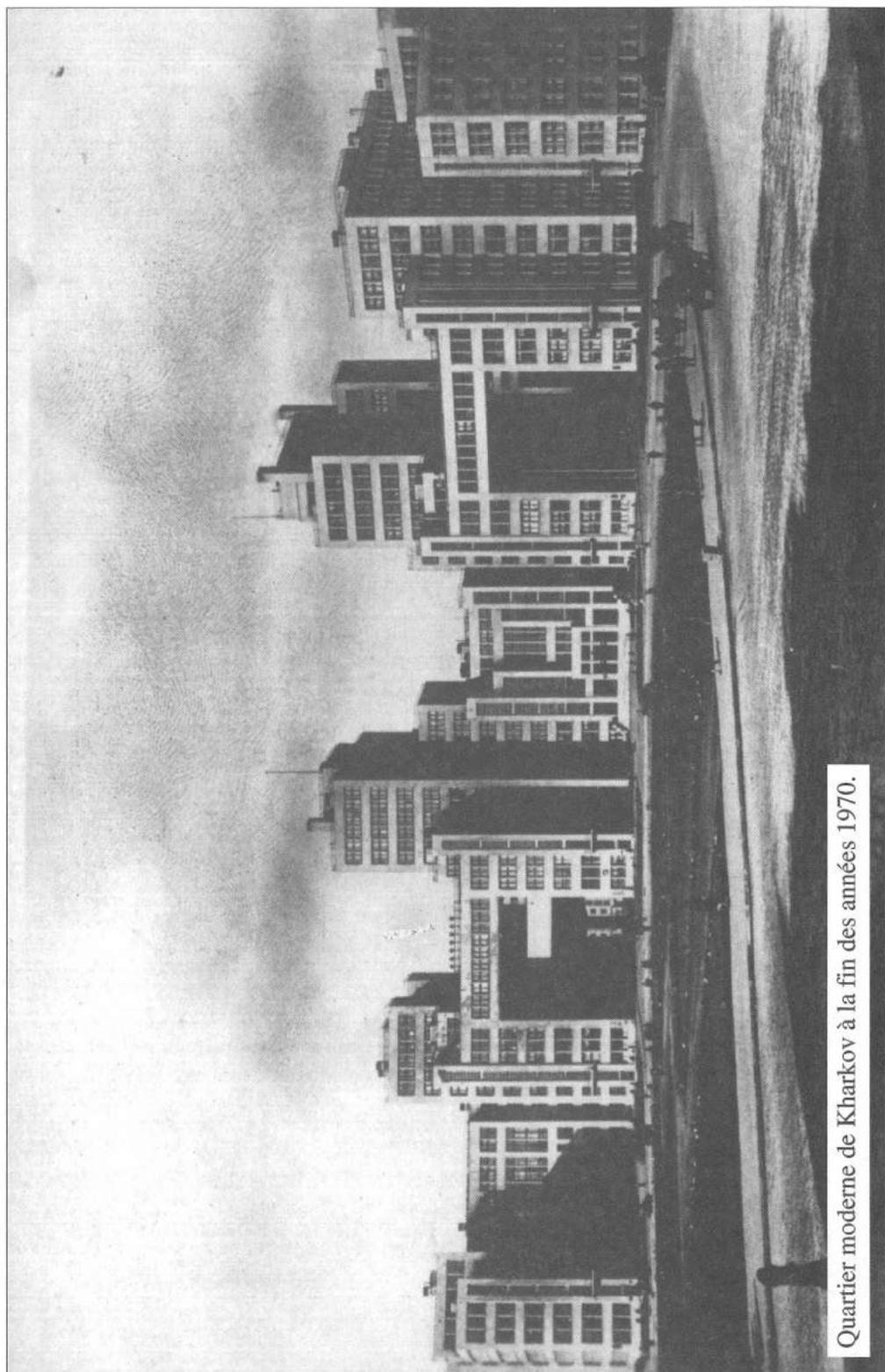
(54) Lettre du 11 novembre 1932, citée par Andrea Graziosi, dans "Lettres de Kharkov, La famine en Ukraine et dans le Caucase du Nord à travers les diplomates italiens, 1932-1934", *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. XXX, n° 1-2, janvier-juin 1989, p. 29.

(55) Voir le n° 29-30 (1932) du *Bulletin de l'Opposition bolchevique-léniniste*, "Lettre de Kharkov" (août 1932), ainsi que Graziosi, article cité : lettre datée de Moscou le 23 août 1932, p. 28.

(56) Voir Kuromiya, *op. cit.*, pp. 87-92, et Depretto, *op. cit.*, p. 364.



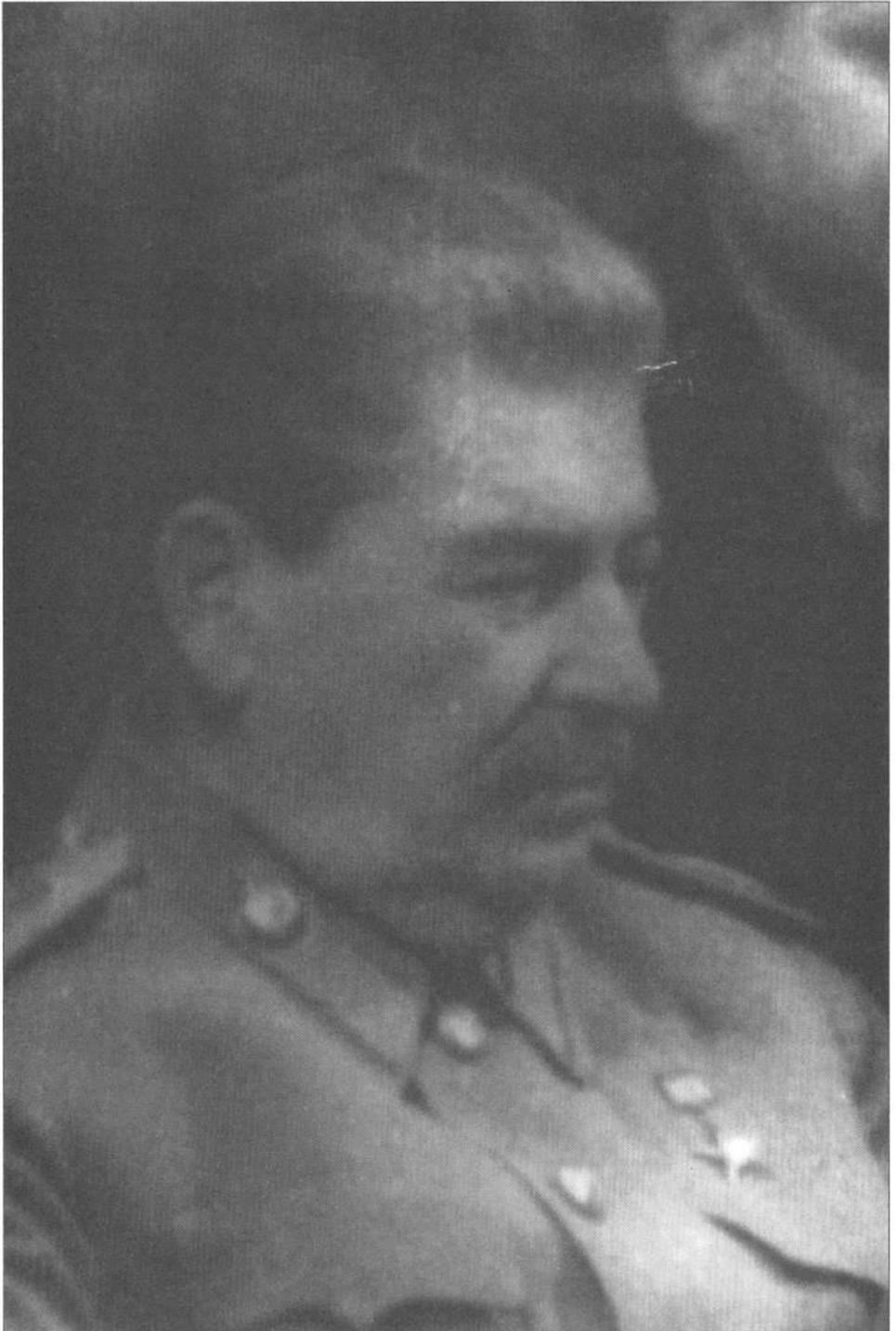
Le Krechtchakik à l'époque.



Quartier moderne de Kharkov à la fin des années 1970.

**Quand
les fascistes
russes
applaudissaient
Staline**

(Vadim Rogovine)



Staline et le stalinisme vus par l'émigration blanche

L'IDÉOLOGIE et même la terminologie des actuels "nationaux-patriotes" n'est pas leur invention propre ; elles sont empruntées aux travaux des représentants de l'aile la plus réactionnaire de l'émigration russe des années 1930. C'est précisément cette aile de l'émigration qui a bien saisi les tendances chauvines de la politique stalinienne de ces années, qui ont suscité son approbation déclarée. Les pages du journal *Bodrost* ("La Fermeté") et d'autres organes des "Jeunes Russes" (les fascistes russes) comportent des panégyriques à Staline, qui transforme "la patrie socialiste en puissance russe" (1). L'un de ces journaux écrit : "Staline, en s'efforçant de concentrer le pouvoir dans ses mains, est devenu un traître et un saboteur ouvert et déclaré du marxisme en l'adaptant habilement aux exigences de la vie et de la nation. De dirigeant du parti communiste, Staline s'efforce de devenir un guide populaire, national. Tel est précisément le sens de ce qui est en train de se passer en Russie (2)."

D'autres publicistes d'orientation nationaliste qui analysaient les évolutions de la politique et de l'idéologie soviétiques à la lumière de l'opposition entre Staline et Trotsky, du stalinisme et du trotskysme, parvenaient à des conclusions analogues. La revue *Sovremennye*

Zapiski affirmait ainsi : "Si, comme l'indiquent à juste titre les trotskystes, Staline n'a pas construit le socialisme en Russie, d'un autre côté il est indubitable qu'en descendant de sa planète sur la terre russe, la politique de Staline a acquis un caractère plus réel et moins aventuriste que celle de Trotsky avec son idée de la révolution permanente à l'échelle de la planète (3)."

Cette analyse a été élaborée plus en détail dans un article de Baranetski, "Staline et l'opposition", publié par la revue émigrée de droite *Tretia Rossia*. L'auteur y exprime ses regrets que les staliniens "ne s'efforcent pas d'exprimer de façon consciente le renversement qu'ils ont effectué et qui a une signification décisive pour toute la révolution russe". L'essence de ce tournant brusque

Note de la rédaction : On appelle "nationale-patriotique" la presse du Parti communiste de la Fédération de Russie (dirigé par Guennadi Ziouganov) et d'organisations qui gravitent plus ou moins autour de ce parti, et qui ont en commun la défense de Staline, la dénonciation des "étrangers" (y compris les habitants du Caucase ou de l'Azerbaïdjan, sans parler des Tchétchènes), un antisémitisme ouvert ou voilé, la haine de Trotsky.

(1) *Bodrost*, Paris, 1934, n° 2.

(2) *Ibidem*, 1935, n° 44.

(3) *Sovremennye Zapiski*, Paris, 1937, n° 63, p. 402.

consiste dans l'installation au pouvoir d'« un groupe d'hommes d'Etat (que les trotskystes invectivent sous le qualificatif de "bureaucratie stalinienne") ». C'est de ce point de vue que Baranetski examine le "duel entre Trotsky, qui se considère comme la cible de ce renversement, et Staline, qui en est l'auteur". Ce duel, selon ses mots, avait une grande importance "pour les destinées de la révolution elle-même, de la Russie et, dans une certaine mesure, pour toute l'humanité en général" (4).

En étudiant et jugeant les différences de principe entre Staline et Trotsky, Baranetski multipliait les philippiques déchaînées contre Trotsky, "ce scoliaste marxiste incorrigible, cet ennemi juré de la Russie et du peuple russe", qui, "à un moment, a failli devenir le porte-drapeau de certaines forces libératrices nationales-populaires" (5). Pour l'auteur, la principale faute de Trotsky venait de ce qu'il défendait « la prolongation "permanente" de la situation qu'il avait incarnée avec Lénine et qui devait être la réalisation rigoureuse des enseignements de Marx et d'Engels » (6).

"Chaque communiste est en fait un trotskyste potentiel"

Un peu plus loin, Baranetski avance des jugements originaux, qui expriment, selon le mot de Lénine, "la vérité de classe de l'ennemi". "Chaque communiste est en fait un trotskyste potentiel. Et l'achèvement effectif (et pas seulement apparent) de la lutte contre le trotskysme ne peut être obtenu qu'en surmontant le parti communiste lui-même. Staline et son groupe d'hommes d'Etat ont de moins en moins d'adversaires en dehors du parti et de plus en plus d'adversaires, et en plus les plus dangereux, à l'intérieur du parti lui-même... D'un autre côté, Staline et les staliniens — et en ce sens, nous sommes pleinement d'accord avec les trotskystes — sont effectivement de mauvais et douteux communistes (7)."

Baranetski ajoute, dans un registre de vocabulaire marqué par la haine de classe : « C'est la populace — au sens spirituel et social — qui commence la révolution et c'est une nouvelle aristocratie (car nous avons des "gens de la haute" chez nous) qui l'achève. » Staline, "qui est avant tout un homme d'Etat", est le guide de cette "nouvelle aristocratie". C'est sa "caractéristique fondamentale" (8).

Pour Baranetski, "la personnalité et le rôle de Staline" peuvent se définir fondamentalement de la façon suivante : "C'est un partisan de la révolution par en haut, un réformateur de grande envergure, comme le fut avant lui Ivan le Terrible, qui avait liquidé la couche dirigeante des boyards et en avait créé une autre, Pierre le Grand, Alexandre II, et dans d'autres pays, Napoléon, Cromwell, et dans l'Antiquité, Jules César" (9). Mais ces analogies elles-mêmes paraissaient insuffisantes à Baranetski pour définir le visage historique de Staline s'il devait continuer à suivre la ligne qu'il avait choisie de "la renaissance nationale de la Russie", par opposition à la révolution mondiale : "Staline pourrait devenir un héros populaire dans le véritable et le plus élevé sens de ce mot, le véritable sauveur de la Russie en ce moment critique de son histoire, s'il trouvait en lui le courage de pousser jusqu'à son terme la mission que l'Histoire a placée sur ses épaules. Mais de toute façon, ce qu'il a déjà fait sur le plan de la Cause patriotique des peuples de Russie, la Russie, quoi qu'il arrive, ne l'oubliera jamais (10)."

Affirmant que "les émigrés blancs doivent inconditionnellement et de façon décidée donner leur préférence à Staline et non à Trotsky", Baranetski examine les différences stratégiques entre Staline et Trotsky, et les voit en ce que "le marxiste Don Quichotte" Trotsky continue, malgré l'évidence et le bon sens, à

(4) *Tretia Rossia* ("La Troisième Russie"), 1938, n° 8, pp. 25 et 33.

(5) *Ibidem*, p. 31.

(6) *Ibidem*, p. 30.

(7) *Ibidem*, pp. 35-36.

(8) *Ibidem*, pp. 32-33.

(9) *Ibidem*, p. 30.

(10) *Ibidem*, pp. 31 et 37.

croire *“en la révolution prolétarienne mondiale, alors que le réaliste Staline s’efforce, quoique de façon inconséquente et irrésolue, de trouver un pont vers l’avenir à travers l’autoaffirmation nationale du peuple russe”* (11).

Tout lecteur impartial ne pourra qu’en convenir : si l’on ne connaissait

pas le nom de l’auteur de ces lignes et la date de leur publication, on pourrait considérer que la majorité de ces citations sont extraites de la presse *“nationale-patriotique”*, en particulier de ceux qui se donnent aujourd’hui le nom de communistes.

(11) *Ibidem*, pp. 26 et 37.





**Lev Landau :
le tract
du Parti ouvrier
antifasciste
(1938)**

Le 27 avril 1938, le NKVD arrête le jeune physicien Lev Davidovitch Landau, futur prix Nobel, accusé d'avoir constitué depuis 1935 un Parti ouvrier antifasciste à l'Institut technique de physique d'Ukraine ; le tract, très violent, qui lui est imputé, est sans doute authentique ; l'enquêteur du NKVD dénonce, en effet, comme un camouflage, son "*aspect extérieur antifasciste*", qui stigmatise "*la dégénérescence fasciste des sommets soviétiques*" et présente ainsi le renversement du pouvoir comme visant à sauver le pays du fascisme.

Si l'on en croit les dépositions de Landau, un premier embryon du groupe qui rédigea le tract ci-dessous fut formé dès 1931 par un groupe de physiciens : Gamov, Ivanenko, Bronstein et Frenkel, et le groupe fut constitué dès 1935 à Karkhov par Landau, qui s'y était installé à la fin de 1932, et un groupe de physiciens, nommés Korets, Rosenkievitch, Weisberg (1), Choubnikov et Obreimov.

Toujours selon ces dépositions, le groupe se serait décidé à engager une activité après que le gouvernement organisa "*la répression d'innocents qui n'avaient aucun rapport avec le meurtre de Kirov*".

Le tract ci-après fut rédigé par Korets et Landau. Il ne put être distribué à personne, car Korets, chargé de sa reproduction en nombre, fut arrêté par le NKVD avant d'avoir pu le faire.

Lev Landau était considéré comme un physicien génial par ses collègues. L'un des plus célèbres d'entre eux, Piotr Kapitsa, écrivit à Staline dès le 28 avril 1938, le lendemain même de l'arrestation de Landau ;

il écrivit un peu plus tard à Molotov et à Beria. De Copenhague, le grand physicien danois Nils Bohr intervint aussi. Staline jugea qu'un physicien comme Landau pouvait lui être utile. Il le fit libérer le 28 avril 1939.

Après la guerre, Landau sera associé à la construction de la bombe atomique soviétique. Il obtiendra le prix Nobel de physique en 1972. Jusqu'au dernier jour de sa vie, il sera soumis à une étroite surveillance par la Sécurité d'Etat.

(1) D'origine étrangère, Alexandre Weisberg sera finalement libéré et publiera un livre fameux, *L'Accusé*.

“La seule issue pour la classe ouvrière et pour tous les travailleurs de notre pays, c’est de mener une lutte décidée contre le fascisme stalinien et hitlérien, pour le socialisme” (1)

PROLÉTAIRES de tous les pays, unissez-vous ! La grande cause de la révolution d’Octobre a été basement trahie. Le pays est noyé sous des flots de sang et de boue. Des millions d’innocents sont jetés en prison et nul ne sait quand son tour viendra. L’économie se désintègre. La famine s’annonce.

Est-ce que vous ne voyez pas, camarades, que la clique stalinienne a effectué un coup d’Etat fasciste ? Le socialisme ne subsiste que dans les pages de journaux qui mentent comme des arracheurs de dents. Dans sa haine furieuse du socialisme, Staline a égalé Hitler et Mussolini. En détruisant le pays pour conserver son pouvoir, Staline le transforme en une proie facile pour le fascisme allemand enragé.

La seule issue pour la classe ouvrière et pour tous les travailleurs de notre pays, c’est de mener une lutte décidée contre le fascisme stalinien et hitlérien, une lutte pour le socialisme.

Camarades, organisez-vous ! Ne craignez pas les bourreaux du NKVD. Ils ne sont capables que de rouer de coups des

détenus sans défense, d’attraper des innocents qui ne se doutent de rien, de piller la propriété populaire et d’inventer des procès stupides de complots qui n’existent pas.

Camarades, adhérez au Parti ouvrier antifasciste. Entrez en contact avec son comité de Moscou. Organisez dans les entreprises des groupes du Parti ouvrier antifasciste. Installez un matériel clandestin. Encouragez, par l’agitation et la propagande, un mouvement de masse pour le socialisme.

Le fascisme stalinien ne repose que sur notre absence d’organisation.

Le prolétariat de notre pays, qui a rejeté le pouvoir du tsar et des capitalistes, rejettera le dictateur fasciste et sa clique.

Vive le 1^{er} Mai, journée de lutte pour le socialisme !

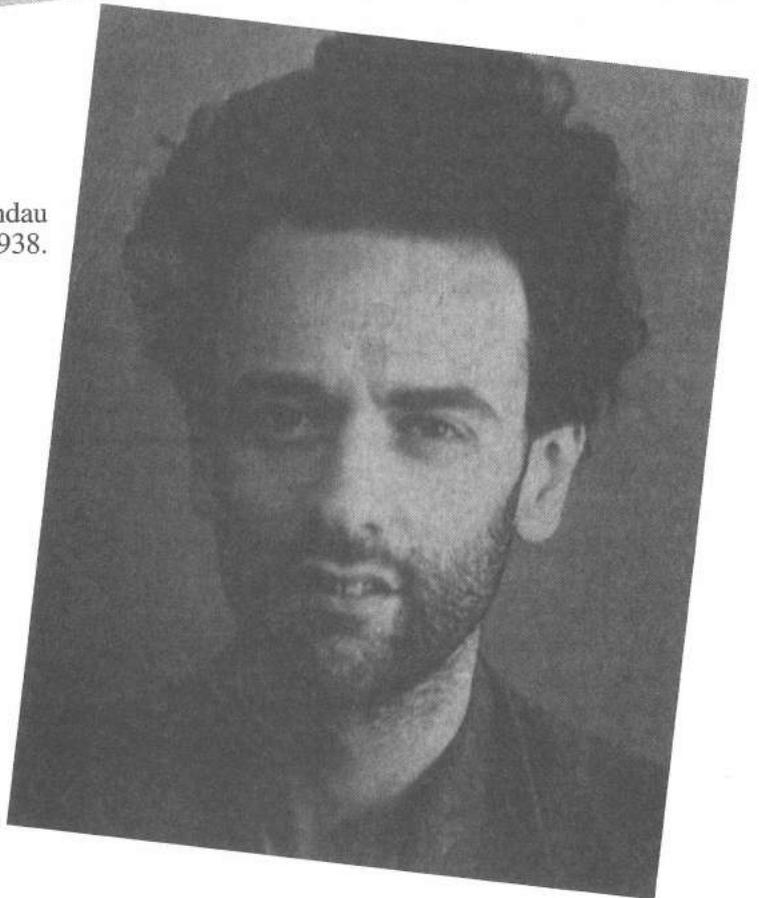
**Signé : Le comité de Moscou
du Parti ouvrier antifasciste**

(1) Le tract ne comporte pas d’en-tête. Cette dernière relève de la rédaction de *Cahiers* ; elle reprend un paragraphe du tract lui-même.



Le mandat d'arrêt
délivré
contre Landau.

Lev Landau
en 1938.



**Une lettre
d'ouvriers de l'Oural
à Staline**

(15 septembre 1941)

Cette lettre — non signée — a été adressée à Staline, trois mois après le début catastrophique de la guerre, par un groupe d'ouvriers de l'Oural, dont il est impossible de déterminer la représentativité.

Dans la traduction, nous avons essayé de conserver les caractéristiques de l'écriture. La lettre est en effet souvent confuse, la ponctuation en est pour le moins hésitante et les idées pas toujours très claires.

Pour bien comprendre ce texte, il faut se rappeler qu'en 1940, Staline et son gouvernement ont pris des mesures répressives très sévères à l'égard des ouvriers et de paysans soviétiques (augmentation de la durée de la journée de travail de 7 à 8 heures, sanctions très brutales pour retard au travail : la prison ou le camp après trois retards dépassant vingt minutes, dans un pays où les transports en commun étaient très défaillants, etc.) ; ce sont ces mesures, ainsi que les mesures disciplinaires dans l'armée, que les auteurs de la lettre qualifient de "fascistes" et dont ils demandent l'annulation ou le retrait comme une des conditions de la victoire sur le nazisme.

Les auteurs du texte, dénonçant violemment les mesures disciplinaires prises dans l'armée, les attribuent au commissaire à la Défense, Timochenko, dont ils réclament l'arrestation. En réalité, elles relèvent de la responsabilité de Staline. Timochenko n'avait aucun pouvoir réel. Mais les soldats et la population n'en savent rien.

“Il faut que les ouvriers eux-mêmes décident, qu'ils soient au pouvoir”

Le 15 septembre 1941

COMMENT est-il possible que le socialisme soit en danger face au fascisme ? Cela s'explique par le fait que la classe ouvrière et la paysannerie, au cours des années écoulées, ont enduré ce qu'elles n'ont pas conquis en 1917. En 1917, elles ont renversé la bourgeoisie et elles ont conquis le pouvoir. Elles ont conquis les fabriques, les usines, les mines, la terre, les entrailles de la terre, les forêts, les rivières, etc.

En ayant conquis le pouvoir, la classe ouvrière pensait qu'elle serait la véritable maîtresse de sa production. Le paysan pensait que, par son travail collectif au kolkhoze, il organiserait son exploitation de manière nouvelle, il pensait s'être débarrassé à jamais de tous les impôts. En conquérant le pouvoir, la jeunesse pensait que non seulement elle aurait désormais la possibilité d'étudier gratuitement dans les établissements d'enseignement et pourrait aller jusqu'à l'enseignement supérieur, la jeunesse pensait que ses parents seraient débarras-

sés de l'obligation de payer pour son éducation pour toujours. Les soldats et les commandants, en conquérant le pouvoir, pensaient se débarrasser à jamais de la discipline militaire fasciste.

Et il n'a pas fallu vingt-cinq ans pour que tout cela se répète, pour que le système fasciste se mette à apparaître dans tous les endroits.

Conformément à ce système fasciste, les ouvriers se sont mis à payer des amendes représentant jusqu'à 25 % de leur salaire ou à passer en prison de trois mois à trois ans.

Ce système a pris la plus large extension, au point que la majorité absolue des travailleurs dans les entreprises se sont mis à payer des amendes ou ont été placés en situation de prisonniers détenus. La classe ouvrière a perdu tout pouvoir, elle s'est trouvée un fossoyeur en la personne de lois fascistes dissimulées sous la couverture de lois soviétiques.

A la suite de cela, la classe ouvrière a été mécontente. Le pouvoir soviétique n'a pas d'autorité face à la classe ouvrière. Il faut abolir le système fasciste des amendes et des jugements, et tout trans-

férer aux syndicats. Il faut que les ouvriers eux-mêmes décident, qu'ils soient au pouvoir et non pas un individu, et alors la classe ouvrière ira de nouveau derrière le pouvoir soviétique au combat contre le fascisme. La paysannerie n'a aucun privilège. Les kolkhoziens paient un impôt double, ce qu'une chose montre : d'abord, le kolkhoze paie un impôt, mais le kolkhoze, c'est aussi les kolkhoziens, et eux, à leur tour, paient un impôt, des amendes ; le lait, les œufs, ce sont les kolkhoziens. Ainsi, on dépouille complètement les kolkhoziens : les impôts, les obligations de charroi pour le kolkhoze, aussi les kolkhoziens sont-ils mécontents. Ce n'est pas ça qu'ils avaient conquis. Ils avaient conquis la terre pour la travailler collectivement et ils paieraient des impôts sur cette exploitation, et pas en tant qu'individus. Cela ne consolide pas la paysannerie kolkhozienne, cela l'ébranle. Il faut annuler ce système, et alors la paysannerie ira au combat contre Hitler derrière le pouvoir soviétique avec la classe ouvrière.

La jeunesse soviétique est partie au combat pour son indépendance, pour le développement de la culture, et aujourd'hui le système fasciste ne donne pas la possibilité d'étudier gratuitement jusqu'à l'enseignement supérieur. Quarante millions de jeunes n'ont pas aujourd'hui la possibilité de recevoir un enseignement secondaire, sans parler d'un enseignement supérieur ; et s'ils l'ont, alors, c'est cette partie de la jeunesse dont les parents avaient déjà, eux, auparavant, une qualification élevée ; pour la majorité, c'est une intelligentsia bourgeoise. La jeunesse de la classe ouvrière n'a à nouveau pas le droit à recevoir une formation secondaire et supérieure. Cette jeunesse est à nouveau rejetée de l'école. Ce système d'enseignement est nuisible pour la majorité de la jeunesse. Cette jeunesse a des sentiments antisoviétiques, car le pouvoir soviétique, ayant atteint sa vingt-cinquième année, lui a enlevé ses droits. Cette jeunesse n'a pas oublié ce pourquoi elle s'est battue pendant la guerre civile, elle connaît ses droits ; c'est pourquoi elle exige le changement de la loi fasciste, sur la base de la Constitution stalinienne, de l'ensei-

gnement gratuit et pas payant. C'est seulement alors que cette jeunesse ouvrière verra à nouveau dans le pouvoir soviétique l'incarnation de ses droits directs à l'enseignement.

L'Armée rouge traverse une période très critique. L'Armée rouge connaît la structure des armées fascistes et leur discipline. L'Armée rouge doit se distinguer de toutes les armées, elle est l'armée de la dictature du prolétariat, engendrée par la révolution socialiste de 1917. La discipline dans l'Armée rouge doit se situer à un haut niveau idéologique, elle doit être consciente et pas fasciste, comme on l'a transformée maintenant. On y a introduit des généraux de la vieille armée, et pas des généraux soviétiques. Les Soviétiques connaissent ces généraux, qui ont été installés sur le dos de la classe ouvrière et de la paysannerie et qui ont réintroduit cette structure (fasciste) ; ils l'ont réintroduite dans l'armée, avec des amendes pour le corps de commandement, des tribunaux, etc., et pour les simples soldats simplement des arrestations, des tribunaux, des bataillons disciplinaires. Est-ce ainsi que l'on éduque l'armée des ouvriers et des paysans, pour qui tout cela a-t-il été créé ? Pour les fils dévoués à la classe ouvrière et à la paysannerie travailleuse, dévoués au pouvoir soviétique ?

Cela ne pourra pas continuer ainsi. L'Armée rouge connaît toute la discipline de la vieille et de la nouvelle armées, elle sait ce que doit être la discipline dans l'Armée rouge. Elle sait tout ce qui renforce l'Armée rouge. Mais l'Armée rouge s'est toujours distinguée et se distinguera toujours de l'armée fasciste. Tout l'attirail emprunté aux fascistes, les amendes, les tribunaux, les bataillons disciplinaires, etc., cela ne marchera pas pour l'Armée rouge. Une armée comme l'Armée rouge a toujours été et sera toujours contre la structure fasciste. Elle ne défendra pas les lois fascistes de Timochenko (1). Elle doit faire sa révolution ;

Notes de la rédaction :

(1) Timochenko (1895-1970) : commissaire à la Défense après Vorochilov, de mai 1940 à août 1941.

si le comité central du parti et le comité de la Défense ne prennent pas les mesures adéquates, alors apparaîtront dans l'Armée rouge des commandants valeureux, qui remplaceront les bandits qui ont vendu la révolution socialiste dans le pays. Est-ce que nos soldats ne voient pas, est-ce qu'ils ne savent pas, est-ce qu'il faut les convaincre, alors que dans l'armée fasciste, on apprécie dix fois mieux les soldats que dans notre armée ? Pour un soldat, les fascistes ne se gênent pas pour fusiller dix civils. Voilà le privilège d'un soldat. Et chez nous, dans l'Armée rouge, c'est l'amende, le tribunal, l'arrestation, les bataillons disciplinaires, etc. Essaie un peu, avec ça, de convaincre un combattant et un commandant de l'Armée rouge et de leur démontrer quand ils voient eux-mêmes, de leurs yeux, le caractère incorrect de la structure de l'armée. Voilà pourquoi l'Armée rouge est aujourd'hui instable, à chaque minute elle trahit le système fasciste. Et elle se trouve aujourd'hui dans un état de demi-folie, car elle sait qu'elle doit défendre la patrie socialiste des ouvriers et des paysans, et il ressort que la classe ouvrière elle-même n'a aucun droit, on la juge elle aussi, on l'isole (2) pour 15 ou 20 ans, on lui impose des amendes de 25 % de son salaire ou on la jette en prison.

Les paysans sont soumis à une triple exploitation : les impôts sur le kolkhoze, l'obligation du charroi, les impôts sur l'exploitation individuelle qu'ils n'ont pas. Tout cela, pris ensemble, montre qu'il faut changer l'arrière de l'Armée rouge, autrement, chaque année qui passe, il pourrit et s'effondre ; et si on ne change pas la politique suivie à l'égard de la classe ouvrière, des paysans, de la jeunesse soviétique, de l'Armée rouge, alors le socialisme apparaîtra pourri. Et alors, le système fasciste qui s'est manifesté dans le socialisme vaincra, et alors on ne le pardonnera jamais aux dirigeants du pouvoir soviétique : la classe ouvrière, la jeunesse, la paysannerie, l'Armée rouge.

Les bandits fascistes seront perdus lorsque tomberont Moscou, Leningrad. Les Ouraliens, la Sibérie et l'Extrême-Orient ne le pardonneront jamais. La ra-

caille fasciste se réfugiera sur les monts de l'Oural. Mais les Ouraliens ne seront jamais défaillants. Ils écraseront le fascisme, et avec lui tout le système fasciste. Si le comité de Défense, avec les camarades Staline, Vorochilov, Boudionny, ne prennent pas les mesures indispensables, la révolution sera perdue. Timochenko doit être arrêté, les Ouraliens n'ont aucune confiance en lui. Il a mis l'armée par terre en y introduisant le système fasciste. Si nous partons à la guerre, nous, les Ouraliens, nous le fusillerons de nos propres mains pour avoir désorganisé l'Armée rouge. Que ce bandit se rappelle que nous avons une armée non pas de fascistes, mais d'ouvriers et de paysans, qui ne permettront pas que l'on déshonore l'Armée rouge. Qu'ils sachent que les hautes chaînes de l'Oural seront la perte du fascisme, qu'ils sachent que les bolcheviks de l'Oural n'ont pas oublié les années de la guerre civile. Le camarade Staline doit entendre la voix de l'Oural, de la Sibérie, de l'Extrême-Orient et des habitants de Gorki. C'est la voix de toute la classe ouvrière et de la paysannerie.

Les travailleurs d'Union soviétique n'ont pas encore perdu l'autorité, camarades Staline, Boudionny (3), ils croient en vous, ils croient que, sous votre direction, nous vaincrons le fascisme. Nous tous, les Ouraliens, nous irons défendre les richesses que nous avons conquises. Le fascisme sera écrasé pour un siècle. Toute la classe ouvrière et toute la paysannerie iront combattre le fascisme, si l'ouvrier et le paysan voient que le pouvoir soviétique défend leurs intérêts, et Hitler sera écrasé.

(La lettre fait ensuite un long développement sur les problèmes matériels et techniques de la formation de milices populaires et de la "militarisation de la jeunesse", et conclut :)

La dernière question, c'est celle des conditions matérielles de la classe ou-

(2) "Isoler" : euphémisme officiel pour dire emprisonner ou déporter.

(3) Vorochilov : commissaire à la Défense jusqu'en 1940 ; vieux compagnon de Staline comme Boudionny, ancien chef, pendant la guerre civile, de la première armée de cavalerie.

rière et de la paysannerie. La majorité des travailleurs, les kolkhoziens, étant soumis à une triple exploitation : 1) les impôts du kolkhoze ; 2) l'obligation de charroi ; 3) et les impôts sur le kolkhozien lui-même, travaillent nuit et jour et sont à moitié affamés. On ne leur a créé aucune condition matérielle, ce qui les aigris contre le pouvoir soviétique. Il faut changer la politique à l'égard de la paysannerie, sinon maintenant, du moins après la guerre. Il faut faire en sorte que le kolkhozien, à part les assurances sur sa propriété, ne paie aucun impôt, parce qu'il est lié à la propriété du kolkhoze et non à la propriété personnelle ; et ce qu'il reçoit de sa propriété, que le kolkhozien l'utilise pour sa propre prospérité. Ce sera pour lui un grand bonheur.

La classe ouvrière, elle non plus, ne reçoit rien, elle n'a pas de base matérielle. Il faut annuler toutes les amendes de 25 % qui la frappent, ce n'est pas cela qu'ils ont conquis. Il faut transmettre ça au syndicat.

Dans l'Armée rouge, il faut créer des conditions qui feront que les combattants ne se défieront pas du pouvoir soviétique, il faut supprimer les tribunaux, les bataillons disciplinaires, les amendes pour le personnel de commandement, et jeter en prison Timochenko, afin qu'il ne dirige plus l'Armée rouge, autrement les

Ouraliens lui régleront son compte eux-mêmes. Les combattants ont une ration de meurt-la-faim, il faut l'augmenter ; quand le combattant est rassasié, il peut renverser les montagnes, il ira de l'avant, et nous ne croyons personne qui dit qu'il est impossible de rééduquer les combattants sans une loi disciplinaire fasciste. Timochenko a désorganisé l'armée. La classe ouvrière et la paysannerie ne pardonneront pas ce qui se passe avec l'armée. Les ouvriers donneront tout, les paysans donneront tout pour que l'armée soit nourrie et vêtue, et qu'elle batte l'ennemi comme seule une armée d'ouvriers et de paysans peut le battre.

Que les fascistes se rappellent la main de la dictature du prolétariat, la main du camarade Staline. Que tous les traîtres de la dictature du prolétariat se rappellent que jamais la classe ouvrière et la paysannerie ne pardonneront. L'histoire connaît et connaîtra ses héros. Les héros naissent au sein du peuple qui les élève. Camarade Staline, prenez cela en compte. C'est la voix de toute la classe ouvrière, de la paysannerie et de la jeunesse. Nous allons de l'avant avec vous et nous espérons que la classe ouvrière et la paysannerie vaincront sous votre direction.

(Sans signature)

**1945 :
15 000 ouvriers
en grève
dans l'Oural**

Les deux textes reproduits ci-après sont deux dénonciations d'un discours de l'écrivain Marietta Chaguinian, lors de la réunion de la section du Parti communiste des écrivains de Moscou, le 21 août 1945.

— une dénonciation rédigée par le secrétaire du comité d'arrondissement (Likovenkov) à l'adresse du secrétaire du comité de Moscou (G. Popov) ;

— une dénonciation rédigée par Georges Alexandrov, chef de la section d'agitation et de propagande du comité central du PCUS, et son adjoint, Egoline. Elle est adressée à Malenkov, secrétaire du comité central. Elle date de la fin août ou du début septembre 1945. Les deux responsables de l'agit-prop résument l'intervention de Marietta Chaguinian à la réunion du 21 sur la base de la dénonciation précédente, et sans doute en prenant appui sur d'autres renseignements.

Les deux textes comportent en effet quelques nuances. Ainsi, Likovenkov affirme qu'une petite partie seulement des communistes présents ont applaudi l'intervention séditieuse de Chaguinian (il veut sans doute montrer que ses troupes sont quand même bien tenues en main). Alexandrov supprime la mention "petite". Le reste du texte montre qu'il a sans doute raison. D'autres différences soulignent qu'Alexandrov ne s'est pas contenté de paraphraser le premier dénonciateur.

Les dénonciations signalent les réactions (applaudissements) ou l'absence de réactions des participants : l'un des silences les plus marquants est sans doute celui de Lev Nikouline, publiciste très étroitement lié à la Sécurité d'Etat. En réalité, la lecture attentive des deux rapports montre que, sur huit intervenants, personne, à part les deux dirigeants, n'a critiqué l'intervention de Marietta Chaguinian. Dans ce type de réunion, on peut dire sans exagérer que "qui ne dit mot consent". Une adhérente s'est même permis d'intervenir après le secrétaire de la section (Polikarpov) pour le contredire et défendre Chaguinian.

On devine qu'en réalité, les deux dirigeants ont été isolés dans cette réunion, et c'est sans doute la raison pour laquelle Nikouline ne dit mot : il savait qu'il ne trouverait aucun soutien. Or on remarquera que Marietta Chaguinian dénonce à la fois les conditions de vie des ouvriers, les privilèges de l'appareil et sa corruption, les privilèges des généraux, le travail des enfants, la misère de la population, l'inégalité sociale. Tout cela à peine trois mois après la fin de la guerre, alors que l'atmosphère du conflit règne encore dans le pays...

De quelles mesures fut suivie cette dénonciation ? Nous n'en savons rien. Sans doute d'aucune mesure importante. Chaguinian resta en tout cas en liberté ; elle obtint le prix Staline de littérature en 1951 et publia après la mort de Staline un roman documentaire, intitulé *La Famille des Oulianov*, sur la famille de Lénine, en 1957. En revanche, l'appareil vit sans doute dans cette réunion la confirmation qu'il fallait mettre au pas les écrivains soviétiques et, le 14 août 1946, après une réunion du bureau d'organisation avec Staline, un décret public dénoncera trois écrivains (Zochtchenko, Akhmatova et Khazine) et rappellera le monde des lettres à la nécessaire subordination aux exigences du parti, c'est-à-dire de l'appareil.

Dénonciation n° 1 :

N. G. Likovenkov à G. M. Popov (premier secrétaire du comité de Moscou du Parti communiste russe)

A PRÈS une brève information sur la nature de la réunion, Likovenkov affirme que Chaguinian a déclaré ce qui suit :

“Attention ! Je vais raconter des choses effroyables, ce qui se fait chez nous. J’ai été dans l’Oural. Là-bas, 15 000 ouvriers de l’usine Kirov se sont révoltés, la plus authentique des révoltes, parce qu’ils ont de mauvaises conditions. Les comités de district et le comité régional du Parti communiste ne l’ont appris que lorsqu’on en est arrivé à la révolte. Le directeur n’avait pas mis les pieds à l’usine depuis deux mois. Après cette révolte, il a débloqué 2 millions de roubles pour l’amélioration. On nourrit les invalides de la guerre patriotique avec un mélange de farine et d’eau. Ils meurent de faim.

Dans les usines, un grand nombre de gosses travaillent, on exploite la main-d’œuvre, on les use, on les condamne” (elle ne termine pas sa pensée).

Elle se tourne vers l’assistance : *“Vous voyez ce qui se fait ?”* Poursuivant, elle déclare : *“J’ai été dans l’Altaï, et là, c’est effrayant ce qui se passe. Les comités régionaux, les comités de district s’engraissent, ils bouffent les rations des ouvriers et les ouvriers meurent de faim, ils vont comme des ombres, fatigués, épuisés. Où est*

la doctrine de Lénine, où est la Constitution de Staline ?”

Poursuivant, elle dit : *“J’ai voyagé sur la ligne de Kouibychev. Je vais vous montrer des choses révoltantes, ce que font les généraux.”* Elle nomme une gare et dit : *“Un général entre dans un wagon de première classe en compagnie d’un autre gradé. Vous savez que nous, les écrivains, nous voyageons en première classe ; en vérifiant les papiers des voyageurs, ils voient une jeune femme et lui proposent de libérer sa place pour le général. Est-ce que c’est supportable ? A côté d’elle était assis un lieutenant-colonel blessé, qui laisse sa place au général.*

Où voit-on que cela se fait ? Nos généraux circulent, se promènent, et à eux le respect et les honneurs !

Voilà les usages en cours chez nous, ce qui se passe chez nous.

Et avec tout ça, chez nous, on écrit beaucoup de louanges. Et voilà où il faut aller regarder, voilà ce sur quoi, nous, les écrivains, nous devons écrire.”

L’intervention révoltante de Chaguinian, indigne d’un membre du parti, au lieu de susciter la condamnation, a trouvé le soutien d’une (petite) partie des communistes, qui l’ont applaudie.

Lev Nikouline a pris la parole après Chaguinian et il a passé l'intervention de Chaguinian sous silence.

Puis est intervenue la camarade Zoritch, qui a manifesté sa sympathie pour l'intervention de Chaguinian.

Le camarade Polikarpov a souligné les insuffisances dans le travail de la section et de certains communistes, en particulier dans leur travail personnel, dans l'étude de la théorie et de l'histoire du Parti bolchevique, et il a porté un jugement sur l'intervention de la camarade Chaguinian, qu'il a considérée incorrecte et antiparti, mais ce faisant il n'a pas rencontré le soutien unanime de la sec-

tion. Une partie des communistes qui partagent le point de vue de Chaguinian sont restés sur leur position.

C'est ce que souligne l'intervention de la camarade Rogova, qui, prenant la parole après Polikarpov, affirme : "*L'intervention de la camarade Chaguinian est un appel adressé à nous, les écrivains, sur la façon d'écrire et ce sur quoi écrire, et le camarade Polikarpov l'a mal comprise.*"

En tout, huit adhérents ont pris la parole dans la réunion. La majorité des intervenants ont parlé de façon générale, pas concrète, sans aborder la vie de la section.

Dénonciation n° 2 :

Alexandrov et Egoline au camarade Malenkov, secrétariat du comité central

MARIETTA CHAGUINIAN, qui a adhéré au Parti communiste russe en 1942, a pris la parole.

Elle a commencé par prévenir l'assistance qu'elle désirait faire partager franchement ses observations et parlerait de faits qu'elle ne se déciderait pas à évoquer ailleurs que dans une réunion du parti. Puis elle déclara que la presse et les écrivains décrivaient la réalité souvent dans des couleurs roses, alors que le devoir de l'écrivain est de montrer la vérité.

La camarade Chaguinian affirma que, se trouvant en mission dans le sud de l'Oural, elle avait appris des "*faits terribles*". Il y a peu de temps, 15 000 ouvriers ont fait grève à l'usine Kirov pour protester contre leurs mauvaises conditions d'existence. Des communistes ont pris part à la grève. La direction de l'usine a perdu le contact avec les ouvriers, le directeur de l'usine n'y a pas mis les

pieds pendant deux mois. Les ouvriers sont mal nourris, ils vivent dans des baraquement sans aucune installation. Ce n'est qu'après une "*révolte*" (c'est le mot qu'a employé Chaguinian) que l'on a débloqué deux millions de roubles pour l'amélioration de l'habitat.

La camarade Chaguinian a qualifié l'utilisation du travail des enfants dans l'industrie de guerre "*d'exploitation des enfants en bas âge*" et elle a affirmé que cette exploitation épuisait les forces de la jeunesse, qui comprend dans ses rangs beaucoup de malades et d'invalides.

Elle a ensuite affirmé qu'elle avait été le témoin de "*cas scandaleux*" sur la ligne de chemin de fer de Kouibychev. L'administration des chemins de fer a essayé de faire descendre une femme médecin d'un wagon de première classe dans le seul but de fournir une place à un général. La camarade Chaguinian, en faisant état de ses conversations avec les

accompagnateurs des wagons, a affirmé que ce genre de "vérification" des voyageurs sur cette ligne se passait chaque nuit, étant donné qu'à la gare de Kouibychev, beaucoup de généraux reviennent de voir leur famille qui vit dans la ville et y montent dans le train.

La camarade Chaguinian a ajouté : dans l'Altaï, les responsables des comités de district ont, dans toute une série de districts, mangé tout le pain distribué dans le cadre des livraisons de l'Etat, alors que les invalides de la Guerre patriotique et la population meurent de faim.

Quarante secrétaires de comités de district ont été démis de leurs fonctions pour de semblables perversions.

Elle a parlé de ces faits sur un ton exalté, emporté. En conclusion de son discours, elle a déclaré que "*nous pensons peu au peuple*", "*les écrivains ne voient pas la vérité*".

Le camarade Polikarpov et le secrétaire du comité d'arrondissement, le ca-

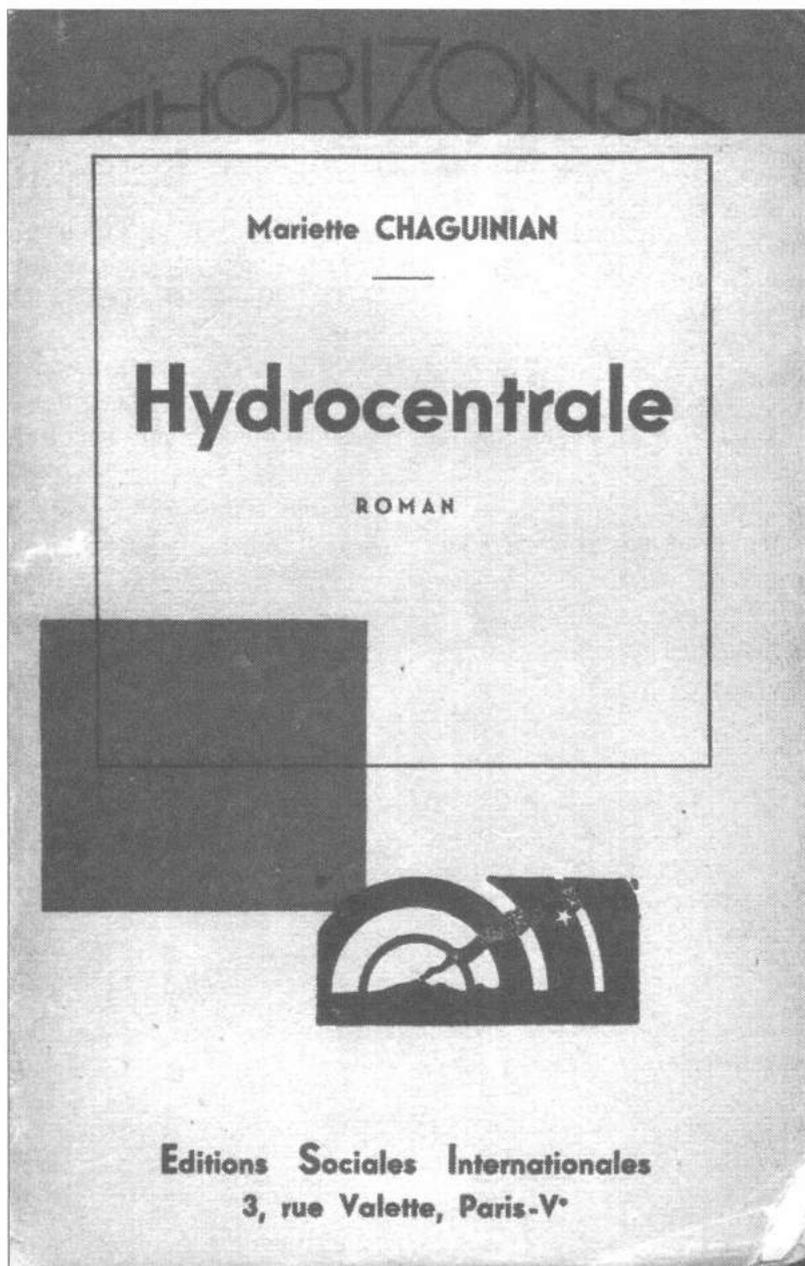
marade Likovenkov, ont correctement jugé le discours de la camarade Chaguinian comme nuisible et antiparti.

Les camarades Nikouline et Zoritch, qui ont pris la parole après, n'ont nullement réagi au discours de Chaguinian et le camarade Popov a même entrepris de la défendre en affirmant qu'il n'y avait rien d'incorrect dans ses conclusions. Une partie des communistes qui participaient à la réunion ont applaudi Chaguinian à la fin de son intervention.

La résolution adoptée à la fin de la réunion sur le V^e plénum du comité d'arrondissement ne porte aucun jugement sur le discours de la camarade Chaguinian.

Tous ces faits expriment l'existence de graves insuffisances dans le travail politico-idéologique dans l'organisation du parti de l'Union des écrivains.

Nous soumettons à votre examen les faits ci-dessous indiqués.



**Daniil Al :
l'histoire
aujourd'hui
en Russie**

Daniil Al, alors jeune étudiant en histoire, défendit à la veille de la Deuxième Guerre mondiale un mémoire sur la période d'Ivan le Terrible. Ce mémoire fut publié dans la revue *Istoritcheskie Zapiski* ("Notes historiques"). Des censeurs vigilants virent dans ce travail une œuvre subversive. Daniil Al fut accusé d'avoir, à travers la peinture de l'époque d'Ivan le Terrible, voulu peindre l'époque de Staline et parodié la manière dont Staline avait rédigé le *Précis d'histoire du PCR*... Et il prit dix ans de Goulag...

Dans l'interview qu'il a accordée à la revue *Neva* (janvier 2001), Daniil Al précise : *"Je pourrais aujourd'hui avec satisfaction m'attribuer le mérite de m'être précisément fixé ce but. J'aurais ainsi combattu le système totalitaire. Je dois honnêtement dire que je ne m'étais pas fixé cette tâche. Ce fut seulement un résultat objectif."*



Daniil Al en 1938.

“On falsifie l’histoire aujourd’hui encore plus que sous Staline”

Une interview de l’historien Daniil Al par l’écrivain Boris Nikolski, dans *Neva*

(revue de Saint-Pétersbourg, janvier 2001, pp. 133 à 150)

DANS son interview, Daniil Al examine l’état de l’histoire dans la Russie d’aujourd’hui et affirme un certain nombre de points de vue. Il dénonce ce qu’il appelle une “*épidémie de Sida intellectuel*” (le Sida se dit en russe Spid, ce qu’il déchiffre comme “*Spekulatsia Istoricheskikh Dokumentov*”, spéculation sur les documents historiques). Et il ajoute :

“Aujourd’hui, grâce aux médias contemporains, la falsification dépasse même l’école stalinienne de falsification, qui avait pourtant un caractère absolu, un caractère de masse. A l’époque, toute la guerre civile avait été réécrite, on avait supprimé certains héros, remplacé des noms par d’autres (...). Si paradoxal que cela paraisse, on trafique aujourd’hui l’histoire avec autant de zèle qu’hier. Et ce trafic n’est pas moins dangereux, il l’est plus encore. Hier, les médias n’avaient pas une influence aussi puissante qu’aujourd’hui sur la conscience des gens, en particulier la télévision, et cette falsification abrutit d’un coup des dizaines de millions de gens. Un individu profère une stupidité historique — et je pourrais citer des dizaines d’exemples de stupidités historiques proférées sur les téléviseurs — et cette stupidité s’abat d’un coup sur la tête de millions de gens” (p. 137).

Il cite ensuite un certain nombre de ces stupidités et falsifications grossières. Un écrivain, à la télévision, explique tranquillement que le mot “*tovarichtch*” (camarade) a été importé en Russie par les bolcheviks. Ce qui est aussi faux que stupide, et Daniil Al cite de nombreux exemples de l’utilisation du mot sous les tsars, en particulier dans l’expression usuelle de “*tovarichtch ministra*” (assistant du ministre) et dans un poème de Pouchkine. Il insiste sur l’idéalisation grotesque du passé tsariste : un des assistants du maire de Saint-Pétersbourg qualifie ainsi le tsar Nicolas I^{er} (1825-1855) de “*démocrate*”, et Daniil Al rappelle que les révolutionnaires (démocrates) hongrois écrasés par les armées russes en 1848 ont pu sentir tout le poids de sa démocratie.

Le traître vu par des enfants de fin d’école maternelle

Les conséquences sont dévastatrices sur le cerveau des jeunes générations.

« Lors d’un jeu télévisé, on pose à des enfants de fin d’école maternelle la question suivante : “Qu’est-ce que la tra-

hison ? Comment la comprenez-vous ? Donnez un exemple.” Et le petit gamin, un bonhomme minuscule, répond : “Lénine, c’est le plus grand traître de tous les temps et de tous les peuples”. » Al insiste sur le conditionnement de ces enfants. “*Quel destin les attend ? Les adultes, en fait, ont déjà fait leur choix pour eux*” (p. 141).

Cet exemple amène Al à analyser la place et le rôle de Lénine. Il commence par affirmer sa dimension historique, puis analyse sa pensée en lui donnant une double interprétation contradictoire. Il voit d’abord dans Lénine le père du “socialisme dans un seul pays”, puis le porteur de la “révolution mondiale”, ce qui est incompatible.

“La question de Lénine relève d’une conversation à part. Je considère bien sûr que c’était un grand utopiste, lorsqu’il a proclamé la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays. Et dans l’ensemble, il s’est écarté du marxisme. L’idée de construire le socialisme avant le capitalisme dans un seul pays, etc., ne serait jamais venue à Marx et Engels. On peut faire beaucoup de reproches à Lénine en tant que personnage historique, mais il est impossible de pousser le pendule à l’autre extrémité. Des changements colossaux sont liés à son nom non seulement dans l’histoire de la Russie, mais aussi dans l’histoire du monde” (p. 141).

Al rappelle ensuite que Churchill avait dit : “Le XX^e siècle a engendré deux grands individus : Lénine et moi.” Puis il examine la façon dont le traitent en réalité ceux qui, en Russie aujourd’hui, se parent du nom de communistes, et il souligne :

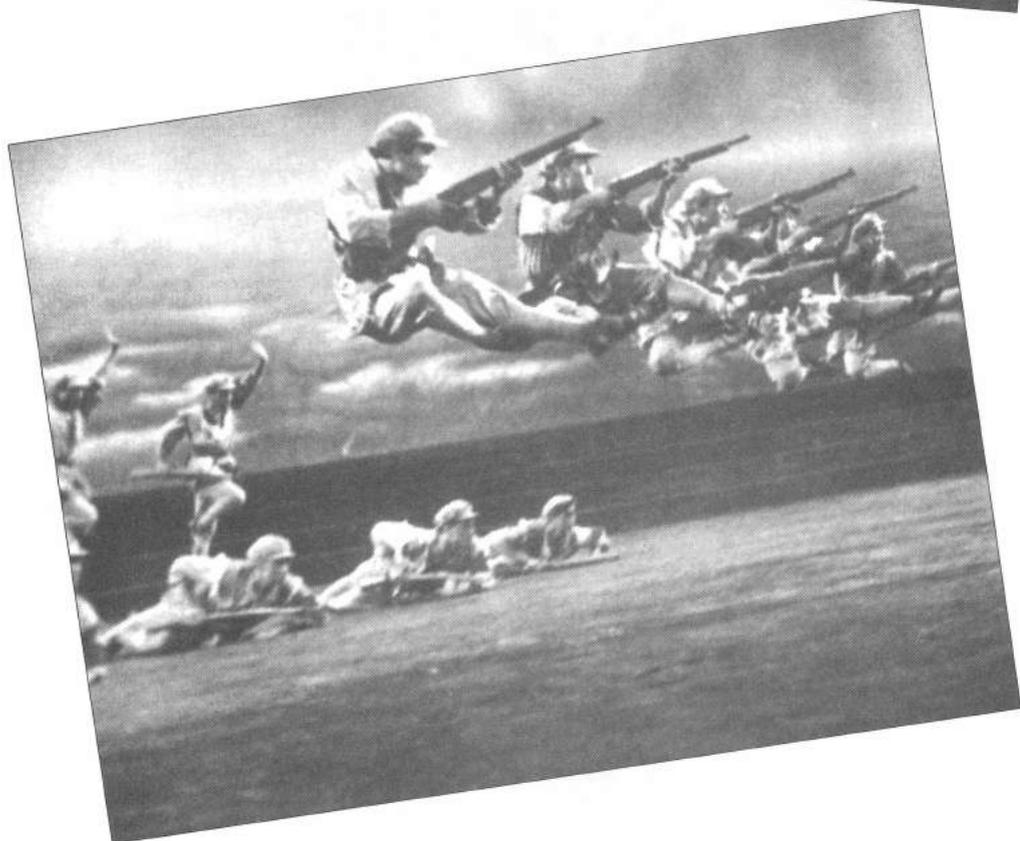
“Les communistes actuels, dans les pages de leur journal Sovietskaia Rossia, multiplient les critiques contre la révolution d’Octobre. Elle ne leur plaît pas par beaucoup d’aspects. Et en quoi leur déplaît-elle ? Parce qu’il y avait là l’idée de la révolution mondiale. Certes, ils disent que Lénine n’avait rien à voir avec

cette idée, alors qu’en réalité il a été le premier partisan de la révolution mondiale. Ceux qui ont fait la révolution en Russie la considéraient seulement comme un tremplin, et l’essentiel pour eux, c’était la révolution mondiale” (p. 142).

A cette époque : la soif d’apprendre de la jeunesse

L’interview de Daniil Al comporte bien d’autres aspects intéressants. Ainsi, lorsqu’il évoque les années 1937-1938 à la faculté d’histoire. Il souligne certes la terreur et raconte par exemple qu’en janvier 1938, un groupe d’agents du NKVD, le revolver à la main, sont entrés dans la faculté pour arrêter le vice-doyen de la faculté, Tchenitski, ancien socialiste-révolutionnaire de gauche, qui sera fusillé peu après. Mais il ajoute : « *Mais il y avait autre chose, malgré toutes les cochonneries et la peur de cette époque : à la faculté d’histoire, si étonnant que cela paraisse, une vie intéressante, éclatante, bouillonnait (...). L’une des raisons était la soif d’apprendre, alors très répandue dans la jeunesse. Cette soif d’apprendre s’expliquait entre autres par le fait que la majorité des étudiants d’alors étaient originaires de familles d’ouvriers, de paysans ou de ceux que l’on appelait avant les “allogènes”. Leurs parents, dont la jeunesse s’était déroulée dans les années de la Première Guerre mondiale, de la révolution et de la guerre civile, et qui n’avaient pas eu eux-mêmes la possibilité d’étudier, avaient élevé leurs enfants dans cet esprit.* » Hier, à l’Université, seul pouvait étudier le seigneur ou le riche, et aujourd’hui, c’est nous qui y étudions. “*C’est cet esprit qui régnait dans notre faculté d’histoire*” (p. 145).

**La critique
de Staline
par Mao Tsé-toung,
en mars 1956,
au lendemain
du XX^e Congrès
du PCUS**



Conversation entre Mao Tsé-toung et l'ambassadeur soviétique Ioudine, le 31 mars 1956 (lettre de Ioudine à Moscou, en date du 5 avril 1956)

AUJOURD'HUI, j'ai rendu visite à Mao Tsé-toung et je lui ai transmis les lettres du camarade Khrouchtchev sur l'aide de l'Union soviétique 1) dans le domaine de la construction de 51 entreprises et de 3 centres de recherche scientifique de l'industrie militaire ; 2) dans la construction de la ligne de chemin de fer d'Ouroumtchi à la frontière chinoise. Mao Tsé-toung a demandé de transmettre sa profonde reconnaissance au comité central du PCUS et au gouvernement soviétique.

Je déclarai ensuite que j'avais voulu lui rendre visite (*à Mao Tsé-toung*) dès mon retour à Peking et lui parler des travaux du XX^e Congrès du PCUS, et en particulier du rapport du camarade Khrouchtchev lors de la séance à huis clos du congrès concernant le culte de la personnalité. Mao Tsé-toung répondit que son état de santé l'avait contraint à différer la rencontre avec moi. Il me dit que les membres de la délégation du Parti communiste chinois qui avaient participé au XX^e Congrès lui avaient parlé des travaux du congrès et lui avaient apporté un exemplaire du rapport du camarade Khrouchtchev sur le culte de la per-

sonnalité. Ce rapport était déjà traduit en chinois et il avait eu le temps d'en prendre connaissance.

“A certaines périodes (...), Staline a commis de sérieuses fautes”

Pendant la conversation sur les erreurs de Staline, Mao Tsé-toung souligna que la ligne de Staline dans la question chinoise avait été dans l'ensemble juste, mais qu'à certaines périodes, Staline avait dans cette question commis de sérieuses fautes. En 1926, dans ses déclarations, Staline avait exagéré les capacités révolutionnaires du Kouo-min-tang ; il avait alors parlé de celui-ci comme de la principale force révolutionnaire en Chine. En 1926, Staline avait invité les communistes chinois à s'orienter sur le Kouo-min-tang, qu'il considérait comme le front uni des forces révolutionnaires en Chine. Staline disait alors qu'il fallait s'appuyer sur le Kouo-min-tang, suivre

ce parti, il disait directement qu'il fallait que le Parti communiste se subordonne au Kouo-min-tang. C'était une grande faute, qui a paralysé l'activité indépendante du Parti communiste chinois pour la mobilisation des masses, pour les attirer du côté du Parti communiste.

A travers le Comintern, a poursuivi Mao Tsé-toung, Staline, étant devenu le dirigeant du Comintern après la mort de Vladimir Ilitch Lénine, a donné au comité central du Parti communiste chinois un grand nombre de consignes incorrectes. Ces consignes incorrectes et fausses découlaient de ce que Staline ne tenait pas compte de l'avis du comité central du Parti communiste chinois. A cette époque, Van Min (1), étant un cadre du Comintern, rencontrait souvent Staline et l'informait de façon tendancieuse sur la situation du Parti communiste chinois. Staline considérait manifestement Van Min comme le seul porte-parole de l'avis du comité central du PC chinois.

Van Min et Li Lisan, les deux représentants du Parti communiste chinois au Comintern, s'efforçaient de concentrer entre leurs mains toute la direction du Parti communiste chinois. Ils s'efforçaient de présenter comme des opportunistes tous ceux qui critiquaient les erreurs de Van Min et de Li Lisan. Mao Tsé-toung ajouta : *"Ils me qualifiaient personnellement d'opportuniste de droite et d'empiriste étroit."*

Le camarade Mao Tsé-toung a raconté l'épisode suivant comme exemple de la façon incorrecte dont le Comintern se conduisait à l'égard du Parti communiste chinois.

Sous le prétexte que le troisième plénum du comité central du PC chinois, au cours duquel furent discutées les erreurs putschistes (2) de Li Lisan, ne mena pas jusqu'au bout la critique de ses erreurs et, prétendument pour corriger les erreurs de ce troisième plénum, le Comintern envoya en Chine trois ou quatre mois plus tard deux de ses cadres, Mif (3) et Van Min, chargés de convoquer un quatrième plénum du comité central du PC chinois. Néanmoins, les décisions du quatrième plénum, prises sous la pression de Mif et de Van Min, étaient en fait

plus gauchistes encore que la ligne de Li Lisan. On y disait qu'il fallait se lancer à l'assaut des grandes villes, s'en emparer et ne pas se battre pour les districts agricoles. Les décisions du quatrième plénum représentaient une déviation qui menait à ce que, dans les districts soviétiques de la Chine (4) soumis au blocus du Kouo-min-tang, même le petit commerce bourgeois avait été liquidé et tout commerce intérieur avait été supprimé.

Le résultat de cette politique est que l'Armée rouge chinoise, qui comprenait, en 1929, 300 000 combattants, se trouva réduite à 25 000 combattants en 1934-1935 et que le territoire des districts soviétiques de la Chine se réduisit de 99 %. Les organisations du Parti communiste chinois dans les villes furent démantelées par le Kouo-min-tang et le nombre de communistes tomba de 300 000 à 26 000. Les districts soviétiques furent entièrement isolés du reste du pays et restèrent sans la moindre marchandise, même sans sel. Tout cela suscita une sérieuse irritation dans la population des districts soviétiques.

En raison de la politique gauchiste de Van Min, les seuls districts importants que le Parti communiste chinois conserva sous son contrôle se situèrent pour l'essentiel dans le nord de la Chine (les provinces du Shansi, de Kansou et de Chensi), qui se trouvait hors du pouvoir de Van Min. Van Min, en se couvrant de l'autorité du Comintern, réussit à aboutir à ce que la huitième et la quatrième ar-

Notes de la rédaction :

(1) Van Min (1904-1974) : de 1931 à 1945, membre du bureau politique du PC chinois ; de 1931 à 1937, chef de la délégation chinoise au Comintern.

(2) Li Lisan (1900-1966) : dirigeant communiste à Shanghai en 1925, membre du bureau politique du PC chinois de 1928 à 1930. A Moscou à partir de la fin de 1930. Victime des gardes rouges pendant la révolution culturelle.

(3) Pavel Mif (1901-1937) : de 1927 au début de 1936, chef adjoint du secrétariat oriental du comité exécutif du Comintern. Longtemps conseiller de Staline sur la Chine, est accusé de tendances trotskystes en 1936, arrêté et liquidé en 1937.

(4) C'est-à-dire les districts sous le contrôle de l'Armée rouge chinoise.

mées échappèrent au contrôle du comité central du PC chinois.

Van Min et ses partisans considéraient le Kouo-min-tang comme une "force jeune", qui absorbait en elle tout ce qu'il y a de meilleur et serait capable de vaincre le Japon. Ils s'opposaient à ce que le Parti communiste chinois mène une politique indépendante et autonome dans le front unique, ils s'opposaient au renforcement des forces armées du Parti communiste chinois et des bases révolutionnaires ; ils s'opposaient à l'union de toutes les couches de la population autour de la politique du Parti communiste chinois.

Les partisans de Van Min s'efforçaient de remplacer le programme révolutionnaire du Parti communiste chinois en 10 points par leur propre programme en 6 points, dont l'auteur était Van Min, bien que ce fût pour l'essentiel un programme de capitulation. Van Min se couvrait de l'autorité du Comintern et du nom de Staline pour mener cette politique et intervenir comme l'autorité principale.

Les partisans de Van Min, utilisant le fait qu'ils s'étaient emparés de la majorité dans le bureau du Sud du Parti communiste chinois, à Oukhan, donnèrent des consignes incorrectes à l'armée et sur place. Ainsi, par exemple, un jour, dit Mao Tsé-toung, même à Yen-an les slogans du Parti communiste chinois accrochés aux murs des maisons furent, sur ordre de Van Min, remplacés par des slogans sur l' "*union solide avec le Kouo-min-tang*", etc.

"Toute l'activité de Van Min, menée sous le contrôle direct du Comintern et de Staline, a porté un coup sérieux à la révolution chinoise"

A la suite d'une sérieuse lutte idéologique et d'un travail d'explication, qui

suivit le VII^e Congrès du Parti communiste (5), tout particulièrement au cours des dernières quatre années, la majorité des communistes qui avaient commis des fautes de gauche ou de droite les reconnurent. Au VII^e Congrès, Van Min écrivit une lettre dans laquelle il reconnut ses fautes, mais il revint à ses anciennes positions. Toute l'activité antérieure de Van Min, déclara Mao Tsé-toung, qui se déroula sous le contrôle direct du Comintern et de Staline, porta un coup sérieux à la révolution chinoise.

En caractérisant l'activité du Comintern dans son ensemble, Mao Tsé-toung affirma que, du vivant de Lénine, le Comintern avait joué un rôle positif dans l'union des forces du mouvement communiste, dans la création et le renforcement des partis communistes dans divers pays, dans la lutte contre les opportunistes de la Deuxième Internationale.

Mais ce fut une brève période dans l'activité du Comintern. Ensuite, le Comintern a vu arriver des "militants" du type de Zinoviev, Boukharine, Piatnitski (6) et autres, qui, en ce qui concernait la Chine, faisaient plus confiance à Van Min qu'au comité central du Parti communiste chinois. Dans la dernière période du Comintern, en particulier quand Dimitrov y travailla, certaines évolutions se firent remarquer, dans la mesure où Dimitrov s'appuyait sur nous et faisait confiance au comité central du Parti communiste chinois, et non à Van Min. Cependant, dans cette période, le Comintern commit pas mal de fautes, par exemple la dissolution du Parti communiste polonais (7), etc. De cette façon, déclara Mao Tsé-toung, on peut distinguer trois périodes dans l'activité du Comintern, dont la seconde, qui a été la

(5) Le VII^e Congrès du PC chinois se tint du 23 avril au 11 juin 1945, à Yen-an.

(6) Ossip Piatnitski (1882-1938) : membre du comité exécutif du Comintern à partir de 1921, responsable de l'OMS, c'est-à-dire de la section des liaisons internationales du Comintern jusqu'au VII^e Congrès du Comintern, en 1935. Arrêté au lendemain du comité central de juin 1937. Fusillé en 1938.

(7) Le Parti communiste polonais fut dissous sur ordre de Staline en 1938.

plus longue, a provoqué les plus grands dommages à la révolution chinoise. Malheureusement, c'est pendant cette période que le Comintern s'est le plus occupé de l'Orient. On peut dire nettement, souligne Mao Tsé-toung, que la défaite de la révolution chinoise à cette époque a été aussi, avec d'autres causes, le résultat des actions incorrectes, erronées, du Comintern. C'est pourquoi, pour parler franchement, déclara Mao Tsé-toung, nous avons été contents de la dissolution du Comintern (8).

“Staline a continué à croire plus dans les forces du Kouo-min-tang que dans celles du Parti communiste chinois”

Dans la période suivante, continua Mao Tsé-toung, Staline a aussi apprécié de façon incorrecte la situation en Chine et les possibilités du développement de la révolution. Il a continué à croire plus dans les forces du Kouo-min-tang que dans celles du Parti communiste. En 1945, il a insisté sur la paix avec les partisans de Tchang Kaï-chek, sur le front unique avec le Kouo-min-tang et sur la création en Chine d'une "république démocratique". En particulier, en 1945, le comité central du Parti communiste chinois a reçu un télégramme secret émanant du comité central du Parti communiste russe (en fait, de Staline), qui réclamait que Mao Tsé-toung se rende à Tchoutsine pour entamer des négociations avec Tchang Kaï-chek. Le comité central du Parti communiste chinois était hostile à ce voyage, car il craignait une provocation de la part de Tchang Kaï-chek ; mais, poursuivit Mao Tsé-toung, je fus obligé d'y aller, puisque c'était l'exigence de Staline.

En 1947, alors que la lutte armée contre les partisans de Tchang Kaï-chek

atteignait son apogée, alors que nos armées avaient la victoire en mains, Staline insista pour que nous concluions la paix avec Tchang Kaï-chek, car il mettait en doute les forces de la révolution chinoise. Cette incrédulité subsista chez Staline, y compris dans les premiers temps de la fondation de la Chine populaire, c'est-à-dire après la victoire de la révolution. Il est possible que la défiance et la suspicion de Staline aient été éveillées par les événements de Yougoslavie, d'autant plus qu'à cette époque, souligna Mao Tsé-toung avec une certaine irritation, le bruit courait un peu partout que le Parti communiste chinois suivrait la voie yougoslave et que Mao Tsé-toung était un "Tito chinois".

La presse bourgeoise du monde entier, continua Mao Tsé-toung, en particulier les socialistes de droite, reprirent la version d' "*une troisième voie de la Chine*" et la mirent en avant. A cette époque, reprit Mao Tsé-toung, Staline ne nous croyait manifestement pas et la bourgeoisie et les travaillistes nourrissaient l'illusion d'une "*voie yougoslave de la Chine*". Seul Tchang Kaï-chek "défendait" Mao Tsé-toung en hurlant que les puissances capitalistes ne devaient en aucune manière croire en Mao Tsé-toung, que ce dernier "*ne changerait pas d'orientation*", etc. Cette attitude de Tchang Kaï-chek est très compréhensible, car il nous connaissait très bien et il lui était arrivé de se heurter à nous plus d'une fois !

(Mao Tsé-toung raconte ensuite en détail sa visite à Staline à Moscou, en décembre 1949-janvier 1950, puis conclut :)

Ainsi, dit Mao Tsé-toung, si l'on examine d'un point de vue historique le développement de la révolution chinoise et l'attitude de Staline à son égard, on peut voir qu'il a commis de sérieuses erreurs, qui ont connu un développement particulièrement important pendant l'activité du Comintern. Après 1945, dans la période de lutte avec Tchang Kaï-chek, Staline, surestimant les forces du Kouo-min-tang

(8) Le Comintern fut dissous sur décision de Staline le 15 mai 1943.

et sous-estimant les forces de la révolution chinoise, a tenté d'apaiser, de retenir le développement des événements révolutionnaires. Et même après la victoire de la révolution, Staline a continué à manifester sa défiance à l'égard des communistes chinois. Malgré tout cela, dit Mao Tsé-toung, nous sommes restés fermement sur des positions révolutionnaires, et si nous avons manifesté hésitations et indécision, il y a longtemps que nous n'appartiendrions plus au monde des vivants.

Puis Mao Tsé-toung porta un jugement général sur le rôle de Staline. Il souligna que Staline était incontestablement un grand marxiste, un bon et honnête révolutionnaire. Cependant, dans le grand travail qu'il a effectué sur une longue période de temps, il a commis toute une série de fautes importantes et sérieuses, dont les principales sont énumérées dans le rapport de Khrouchtchev. On peut réduire ces fautes à sept points :

- 1) Des répressions illégales.
- 2) Des erreurs commises dans le déroulement de la guerre, en particulier dans sa période initiale, pas dans sa période finale.

- 3) Des erreurs qui ont porté un coup sérieux à l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie. Mao Tsé-toung a souligné que c'est sur cette série d'erreurs, en particulier sur la politique à l'égard de la paysannerie, qu'a porté la conversation entre le camarade Khrouchtchev et Tchou-De (9).

- 4) Des fautes dans la question nationale, marquée par des transferts illégaux de populations de certaines nationalités (10). Cependant, dans l'ensemble, dit Mao Tsé-toung, la politique nationale a été conduite correctement.

- 5) L'abandon des principes de la direction collective, la vantardise et la formation d'un entourage de lèche-bottes.

- 6) Des méthodes et un style dictatoriaux dans la direction.

- 7) Des fautes sérieuses en politique extérieure (la Yougoslavie, etc.).

(9) Tchou-De (1886-1979), l'un des fondateurs des forces armées du PC chinois, membre du bureau politique du PC chinois et membre de la délégation chinoise au XX^e Congrès du PCUS.

(10) Allusion aux déportations de peuples du Caucase et des Tatares de Crimée à l'automne-hiver 1943-1944 et au printemps 1944.



Mao et Khrouchtchev à Pékin, en octobre 1959.

Sakharov inconnu

(Léonide Petrovski)

Le 21 mai 2001, l'académicien Sakharov, ce grand physicien, grand acteur de la vie sociale et politique, lauréat du prix Nobel de la paix, aurait célébré son 80^e anniversaire.

Nous proposons à l'attention de nos lecteurs un article de l'un des participants du mouvement des droits de l'homme dans les années 1960-1980 en URSS, l'historien et publiciste Léonide Petrovitch Petrovski, qui a été directement concerné par l'édition, la diffusion et la popularisation du fameux texte "*Réflexions sur le progrès, la coexistence pacifique et la liberté intellectuelle*" (1968) et de quelques autres travaux de Sakharov.

Dans cet article, Léonide Petrovski utilise ce texte, dont des fragments inédits, des documents d'archives et des sources manuscrites et épistolaires.

Un nouveau nom dans le Samizdat

J'AI entendu parler pour la première fois d'André Sakharov en 1966. A cette époque, en URSS, la direction brejnevienne était en train d'effacer complètement les XX^e et XXII^e Congrès du parti, qui avaient ouvert l'ère de la dénonciation des crimes de Staline. On faisait alors tout pour que les Soviétiques oublient ce que Khrouchtchev avait dénoncé. La réhabilitation du premier secrétaire général allait bon train dans la presse, dans la littérature, dans la science. La presse, la radio, la télévision propageaient les "mérites" de Staline. Les représentants du pouvoir donnaient le ton du haut de leurs tribunes.

Un petit groupe de gens s'opposa à cette campagne massive. C'est dans leur milieu que naquit le "Samizdat", formé pour l'essentiel de textes tapés à la machine et manuscrits, transmis de main en main, et qui, par des voies diverses, parvenaient à l'étranger, où ils étaient reproduits par la presse et la radio. En cette année 1966, dans la littérature samizdat à la diffusion de laquelle je participais, apparut une lettre de 25 personnalités de la science, de la littérature et de l'art, adressée au secrétaire général du comité central du PCUS, Léonide Brejnev, qui protestait contre la "réhabilitation partielle ou indirecte de Staline" et qui avertissait des dangers d'une nouvelle

scission dans le mouvement communiste. On trouvait sous cette lettre les signatures de Tamm, Kapitsa, Artsimovitch, Nekrasov, Tchoukovski, Plissetskaïa, Efremov, et aussi celle de l'académicien Sakharov, trois fois héros du Travail socialiste, lauréat des prix Lénine et d'Etat (1).

"*Qui est-ce ?*", demandaient ceux qui lisaient cette lettre en samizdat. Ils s'étonnaient de ne rien savoir sur lui et de n'en avoir jamais entendu parler. Dans un cercle étroit, on savait que l'auteur de la lettre était le légendaire Ernst Henry (Simon Nicolaïevitch Rostovski), qui avait aussi recueilli les signatures (2). Ernst Henry était connu comme lauréat du prix Vorovski (3) et auteur des livres *Hitler au-dessus de l'Europe* et *Hitler contre l'URSS*, qui lui avaient acquis une gloire mondiale dans les années 1930.

Notes de la rédaction :

(1) La lettre a été publiée dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 12, pp. 118-119.

(2) Ernst Henry : collaborateur d'Ivan Maïski à l'ambassade d'Angleterre pendant la Seconde Guerre mondiale, arrêté en même temps que lui en février 1953 par la Sécurité d'Etat, puis libéré un certain temps après la mort de Staline.

(3) Vaclav Vorovski (1871-1923), militant révolutionnaire, diplomate, publiciste. Tué à Lausanne le 30 mai 1923 par un garde blanc fascisant. Enterré sur la place Rouge, à Moscou.

A cette époque, je montais fréquemment sur le toit du n° 10 du passage Bolchoï Gnezdikovski, massive maison de dix étages où, dans un petit appartement construit là, se réunissait ce "cercle étroit" des écrivains et intellectuels moscovites, et où Ernst Henry organisait ses "séminaires" sur des questions politiques brûlantes. Dans les interruptions de séance, nous sortions fumer directement sur le toit, d'où nous pouvions avoir une vue sur tout Moscou. Un jour, je demandai à Ernst Henry : "Mais qui est Sakharov ?" Il me répondit : "Le père de la bombe à hydrogène soviétique."

A cette époque, Sakharov effectuait des travaux secrets dans la ville fermée d'Arzamas 16, où il passa dix-huit ans. Naturellement, Ernst Henry ne put me fournir sur lui que de maigres renseignements, mais il souligna la position politique progressiste d'André Sakharov et m'informa d'un détail éclairant sur sa personnalité : il avait donné ses économies à la Croix-Rouge pour participer à la construction de l'hôpital anticancéreux de Moscou.

La première accusation de calomnie

Peu après apparut en Samizdat un nouveau document attestant qu'André Sakharov avait commencé son combat pour la vérité dès avant le "coup d'Etat d'octobre" 1964 (c'est-à-dire avant l'arrivée au pouvoir de Brejnev). Il s'agit de l'"Extrait du compte rendu sténographique de l'assemblée générale de l'Académie des sciences de l'URSS de l'été 1963", qui contient le texte de l'intervention d'André Sakharov contre l'élection du lyssenkiste (4) N. Noujdine comme membre de l'académie. Je cite un passage de cette intervention d'après l'exemplaire que j'ai conservé.

« Sakharov : Nous admettons tous que la réputation scientifique de l'Académie des sciences soviétiques doit être irréprochable (...). Or le document qui nous a été remis contient ces mots : "Noujdine consacre beaucoup de temps

à la lutte contre les déformations antimitchouriniennes dans la science biologique (...)." En ce qui me concerne, j'appelle tous les académiciens présents à ce que les seuls bulletins "pour" soient ceux des personnes qui partagent en commun avec Noujdine, avec Lyssenko la responsabilité des pages noires de la science soviétique, de cette époque qui, heureusement, s'achève en ce moment (Applaudissements). »

Mais tous les académiciens n'applaudirent pas. L'académicien Keldych déclara l'intervention de Sakharov "déplacée". Lyssenko affirme : "Pas déplacée, calomnieuse !" Keldych affirme qu'il ne la "soutient pas" et "pense que le présidium ne la soutient pas". Ainsi, pour la première fois, Sakharov fut accusé de calomnier. Il entendra cette accusation bien souvent par la suite.

La naissance des Réflexions

En janvier 1968, commença le Printemps de Prague. Inquiète, l'équipe de Brejnev prépara sans tarder l'intervention militaire en Tchécoslovaquie. C'est alors qu'André Sakharov commença à travailler sur un article, qui, selon ses propos, "joua un rôle central" dans son activité sociale et suscita un écho dans le monde entier. Il écrit dans ses *Mémoires* :

« En 1968, je fis un pas décisif, avec mon article "Réflexions sur le progrès, la coexistence pacifique et la liberté intellectuelle". Cela se produisit l'année du Printemps de Prague (...). Il semblait que la Tchécoslovaquie connût enfin ce dont on rêvait tant dans les pays socialistes, à savoir une démocratisation socialiste (abolition de la censure, liberté d'expression), un assainissement du système économique et social, la fin de la toute-puissance des organes de Sécurité de

(4) Trofime Lyssenko (1898-1976), biologiste charlatan, promu à la direction de la biologie soviétique sous et par Staline, et dont la mainmise sur cette science se traduisit par une répression massive contre les biologistes soviétiques qui avaient le tort de croire à l'existence des gènes et qui furent systématiquement pourchassés et persécutés.

l'Etat à l'intérieur du pays (cantonnés désormais à des fonctions extérieures), la mise en lumière radicale et totale des crimes et des horreurs de la période stalinienne (celle de Gottwald en Tchécoslovaquie). Même à distance, on sentait une atmosphère d'excitation, d'enthousiasme, d'espoir, qui trouva son expression dans des formules lapidaires très expressives, telles que le "Printemps de Prague", le "socialisme à visage humain" (5). »

Le titre de l'article, comme le souligna André Sakharov, "correspondait au ton d'une invitation à la discussion" et le large éventail des thèmes qui y étaient abordés définissait "presque toute mon activité de publiciste dans les années suivantes".

"L'idée de base de l'article était que l'humanité était entrée dans un moment crucial de son histoire, car elle était menacée par le danger d'une explosion thermo-nucléaire, par l'auto-empoisonnement écologique, par la faim et l'explosion démographique incontrôlée, par la déshumanisation et la mythification dogmatique. Ces dangers étaient multipliés par la division du monde, par l'opposition entre les camps socialiste et capitaliste (6)."

Sous la surveillance du KGB

Bien évidemment, à cette époque, la Sécurité d'Etat, qui jusqu'alors protégeait soigneusement "le père de la bombe à hydrogène", renforça considérablement sa surveillance secrète de ce dernier. Dans ses souvenirs, intitulés "Un grand homme complexe", que je conserve chez moi, l'historien Roy Medvedev écrit :

« André Sakharov imprima la première version de son article dans son Institut et ce travail n'échappa pas à l'attention de la direction et des organes compétents. On s'efforça avec beaucoup d'insistance de le convaincre de ne pas publier, puis de dissimuler ce "mémoire". Lors d'une de mes visites à Sakharov, je tombai sur Khariton (7). Après une brève conversation de caractère général, Khariton s'en alla : "Il a tenté de me convaincre de ne pas rendre publiques mes Réflexions", remarqua en passant Sakharov. Mais il était déjà impossible de le convaincre de se taire ni par des arguments ni par de menaces. En revanche, Sa-

kharov cessa de solliciter les dactylos de son institut et me demanda de taper à la machine les versions suivantes de ses Réflexions. Je le fis moi-même, parfois avec l'aide de l'historien Léonide Petrovski, enthousiasmé par le travail de Sakharov. C'est pourquoi j'ai dans mes archives plusieurs variantes des Réflexions (8). »

Le soir du 5 juin 1968, on m'informa qu'André Sakharov demandait que l'on reproduise rapidement la version définitive des *Réflexions*, qu'on la diffuse par le Samizdat et que l'on fasse le maximum pour que ce travail soit le plus vite possible entre les mains de la presse et des radios occidentales. Il donna le manuscrit à Roy Medvedev pour la mise au point définitive. Ce soir-là, dès que je fus informé de la demande de Sakharov, je réussis à passer un accord avec Svetlana Fedorova, collaboratrice scientifique de l'Institut d'ethnographie, et avec le critique littéraire Simon Bernstein. Svetlana était la fille du possesseur de la carte n° 1 du parti, membre en 1917 du comité central du POSDR (9), Grigori Fedorov. Quant à Simon Bernstein, ceux qui ont fréquenté la bibliothèque Lénine à Moscou dans les années 1960 se souviennent fort bien de lui. Cet homme de très petite taille, presque un lilliputien, énergique, communicatif, connu comme le dirigeant de l'union littéraire "La hauteur", était l'un de ses habitués.

Le matin du jour suivant, nous entrâmes tous les trois chez Roy Medvedev, rue Dybenko, où se déroula la dernière lecture et la reproduction des *Réflexions*. Je tapai à la machine la dernière version, une fois revenu tard chez moi à la maison. Puis, j'éteignis la lumière et allai me coucher. Comme je devinais que

(5) André Sakharov, *Mémoires*, p. 312.

(6) *Ibidem*, p. 314.

(7) Khariton Iouri Borissovitch (1923-1996), physicien, théoricien, trois fois héros du Travail socialiste, lauréat de trois prix d'Etat et prix Lénine, dirigeant des travaux sur la bombe atomique et à hydrogène à Artzamas-16 (NDA).

(8) Publié dans le journal *Leninskaia Znamia*, 23-26 septembre 1990.

(9) POSDR : les mencheviks gardèrent pour leur parti le nom du parti ouvrier social-démocrate russe fondé en 1898 et au sein duquel, en 1903, se formèrent les deux fractions, menchevique et bolchevique.

mon appartement était soumis à une surveillance serrée, j'attendis que l'aiguille du réveil dépassât un peu minuit. Sans éteindre la lumière, je me rhabillai, en m'efforçant de modifier mon apparence extérieure, et me glissai hors de la maison. Trois quarts d'heure plus tard, j'étais à la station de métro Avtosazod-skaia et, deux ou trois minutes plus tard, je rencontrai Piotr Iakir (10).

Deux divisions du KGB

Piotr Iakir, fils de Iona Iakir, l'un des chefs militaires de la guerre civile, était alors largement connu. Son père avait été fusillé sur une fausse accusation en 1937. Piotr Iakir lui-même fut arrêté à l'âge de 14 ans et passa dix-sept ans dans les prisons et les camps. C'est à lui que je transmis les *Réflexions* et la demande d'André Sakharov de diffuser le texte le plus vite possible en URSS et de le faire passer à l'étranger. J'appris plus tard que Pavel Litvinov et André Amalrik (11) avaient pris part au passage du texte à l'étranger, avec l'aide du correspondant du journal hollandais *Het Parol*, Karel van Khet Reve, et de celui du journal américain le *New York Times*, Rei Andersen.

Le KGB fut vite informé de la diffusion des *Réflexions* en URSS et à l'étranger, sans en connaître tous les détails. Ci-joint l'extrait d'un document du KGB :

« URSS — Comité de la Sécurité d'Etat près le Conseil des ministres de l'URSS.

Secret.

CC du PCUS. Le 4 août 1968, n° 2095-A, Moscou.

En juin de cette année, Medvedev a reçu de Sakharov un exemplaire corrigé de son article "Réflexions sur le progrès, la coexistence pacifique et la liberté intellectuelle", il l'a communiqué à certains de ses amis et l'a reproduit en plusieurs exemplaires avec l'aide de Léonide Petrovski, membre du PCUS, collaborateur scientifique du Musée central Lénine.

Medvedev approuve dans l'ensemble l'article de Sakharov, car, à son avis, il invite à une démocratisation de la vie spirituelle, tout en soulignant son caractère utopique. Medvedev fait connaître son inquiétude sur

le sort de Sakharov et considère qu'il utilise en vain "son autorité pour faire pression sur le gouvernement". »

Le président du KGB, Andropov

Nous devons agir en conspirateurs, bien qu'à nos yeux nous menions une lutte ouverte pour le développement démocratique du pays et contre la renaissance du stalinisme. A cette époque, la Sécurité d'Etat mobilisa un cercle de plus en plus large d'agents opérationnels, organisa des perquisitions massives, la confiscation du Samizdat, et entama une campagne de poursuites pénales pour la diffusion du Samizdat. C'est vraisemblablement le soir même du jour où nous préparions la dernière version des *Réflexions* et où Roy Medvedev en transmettait quelques exemplaires à Sakharov que ce dernier rencontra l'académicien Youri Khariton, président en chef du projet de missiles atomiques dit "Le labyrinthe de l'atome". Sakharov l'informa de l'état d'avancement des *Réflexions*.

Dans les premiers jours de juin (sans doute le 6), Khariton et moi nous nous rendîmes à l'Installation dans son wagon particulier. Nous étions à table dans le salon (outre le salon, le wagon comprenait un grand compartiment pour Youli Borissovitch, un petit compartiment pour ses hôtes, le compartiment des employés du train, et une kitchenette ; si les invités étaient plus de deux, il leur fallait dormir au salon sur des lits pliants et des chaises, comme cela arrive souvent). Khariton attendit que l'employée, Klava, s'en allât après nous avoir apporté le dîner et aborda une conversation qui lui coûtait visiblement. Il me dit :

(10) Piotr Iakir (1923-1982), fils du général Iona Iakir, fusillé en 1937, longtemps emprisonné et déporté, militant des droits de l'homme en URSS sous Brejnev.

(11) André Amalrik (1938-1980), auteur du livre prophétique *L'URSS survivra-t-elle jusqu'en 1984 ?*, trois fois condamné, passa près de neuf ans en exil, émigra en Espagne en 1976. Pavel Litvinov (né en 1940), physicien, fils du commissaire du peuple aux Affaires étrangères Maxime Litvinov. Condamné à cinq ans d'exil pour sa participation à la manifestation du 25 août 1968 sur la place Rouge contre l'invasion de la Tchécoslovaquie. Emigra aux Etats-Unis en 1974.

“J’ai été convoqué par Andropov. Il m’a dit que ses hommes ont découvert parmi les affaires de certaines personnes (autrement dit, il s’agissait de perquisitions secrètes — A. S.) un manuscrit de Sakharov, diffusé illégalement. Son contenu est tel que s’il arrivait à l’étranger, cela porterait un grave préjudice. Andropov a ouvert son coffre-fort et m’a montré le manuscrit (Khariton le dit de telle façon que je compris qu’Andropov n’avait fait que le lui montrer de loin sans le donner à lire. Ce ne fut pas vraiment une marque de respect à l’égard d’un homme trois fois “héros du travail socialiste”). Andropov m’a demandé d’avoir une conversation avec vous. Vous devez retirer ce manuscrit de la circulation.”

Sakharov, ayant ce manuscrit sur lui, le donne à lire à Khariton, qui, après lecture, commente : “C’est affreux (...). Je ne parle pas de la forme. C’est le contenu qui est affreux.” Sakharov répond : “Je prends l’entière responsabilité de cet article et de sa diffusion. Moi et moi seul. Il est trop tard pour le “retirer” (12). »

Des fragments inconnus des *Réflexions*

Je veux souligner que dans ses *Réflexions*, André Sakharov a évoqué “l’existence de traits positifs et dans le socialisme et dans le capitalisme”. Il ne pensait évidemment pas à la superstructure pseudosocialiste ou à toute autre construction sociale similaire et aux couches corrompues de sa hiérarchie supérieure, mais à ce que le peuple avait conquis malgré les horreurs de la collectivisation et du stalinisme dans sa totalité. Les actuels pseudodémocrates, issus pour l’essentiel des couches privilégiées de la “nouvelle classe”, ne peuvent et ne veulent pas comprendre que c’est précisément le peuple qui, dans ces temps difficiles et tragiques, avait conquis le droit à la médecine gratuite, à l’instruction gratuite, à l’habitat gratuit et bien d’autres choses. C’est ce peuple qui avait défendu la liberté et l’indépendance du pays, qui avait sauvé l’Europe et le monde de l’esclavage fasciste et avait déposé plus de 25 millions de victimes sur l’autel de la liberté.

Je voudrais ajouter un autre épisode. Deux ou trois jours après avoir, à la demande d’André Sakharov, effectué la “dernière mise au point”, les *Réflexions* furent mises en circulation et se trouverent sur le seuil de la “sortie à l’étranger” ; on me transmit un nouveau texte et, sur une feuille à part, 18 modifications et adjonctions que Sakharov proposa d’insérer dans la variante finale qu’il nous avait transmise auparavant. J’en donne deux fragments qu’André Sakharov jugeait indispensable d’insérer dans la rédaction définitive. L’un d’entre eux est son idée centrale, l’idée de la convergence (rapprochement) du socialisme et du capitalisme sur la base de la coexistence pacifique des deux systèmes au nom de la liberté, du progrès et de la paix.

“L’humanité se trouve au bord de l’abîme. S’écarter de cet abîme signifie d’abord surmonter l’isolement et réaliser les transformations scientifico-démocratiques du système de direction. Le premier pas pour surmonter l’isolement doit être l’approfondissement de la coexistence pacifique portée au niveau d’une collaboration mondiale universelle. C’est impossible si l’on ne s’oriente pas à long terme vers le rapprochement des deux systèmes économiques. Nous affirmons que ce rapprochement est possible à l’avenir sur la base du développement des forces productives dans les deux systèmes, à condition que ce développement soit accompagné de transformations démocratiques continues, de profondes transformations sociales et d’une modification de la structure de la propriété dans les pays capitalistes. L’analyse des processus de modification et d’évolution en cours, l’émergence de variables diverses et l’expérimentation sociale dans les deux systèmes économiques engendrés par le renforcement de la pression des forces socialistes progressistes renforcent notre conviction que le rapprochement est possible précisément sur une base démocratique et socialiste.”

Je citerai un autre fragment du texte des *Réflexions*, que j’ai conservé, lui aussi omis dans les toutes les publications antérieures, fragment très important, car il illustre la démarche scientifique et démocratique avec laquelle Sa-

(12) Roy Medvedev : *Gensek s Loubianki* (le secrétaire général issu de la Loubianka (siège du KGB à Moscou), Nijni Novgorod, 1993, pp. 59 à 61.

kharov aborde les questions économiques, politiques, culturelles, militaires, et les problèmes des relations internationales.

Deuxième fragment :

« Divers auteurs définissent de façon différente la notion "d'approche scientifique". Nous proposons la formulation suivante, en cinq points :

1. Une étude intrépide des faits sous tous leurs aspects et de leurs rapports, l'étude des différents avis et théories.

2. Une discussion ouverte intrépide dans ses conclusions, sans préjugé, publique et sous le contrôle de l'opinion publique, libérée de la pression des autorités et des préjugés.

3. Une cohérence interne du système des représentations créatrices et une totale adéquation avec tous les faits existants. La révision en cas de nécessité de telle ou telle thèse de la théorie lors de l'apparition de faits nouveaux.

4. L'élaboration et la formulation précise, connue du peuple, de la hiérarchie des buts fondamentaux et transitoires et du système des évaluations quantitatives et qualitatives de leur réalisation.

5. L'élaboration publique de la stratégie et de la tactique sous le contrôle des élections et d'autres institutions démocratiques, en utilisant le pronostic scientifique des conséquences proches et lointaines, non seulement locales, mais aussi "globales". »

Dans cette conception, l'approche scientifique est fondamentalement démocratique, mais ne peut se réduire simplement à l'introduction mécanique de spécialistes et de savants dans un mécanisme bureaucratique (bien que ce soit fondamental), avec la transformation de ce mécanisme en un mécanisme technocratique et bureaucratique, il est **incompatible** avec la soumission aux intérêts antipopulaires de l'oligarchie bourgeoise monopoliste (à cet endroit de l'article, Sakharov faisait la remarque suivante : Io Kon explique bien la faillite des illusions technocratiques de l'intelligentsia américaine contemporaine dans *Novy Mir*, n° 1, 1968).

« Cette approche est incompatible avec le communisme de caserne des différents types antiléninistes et avec toutes les formes de l'anarchisme.

L'approche scientifico-démocratique de l'économie, de la politique et de la culture

est entièrement compatible avec le marxisme-léninisme, avec les relations socialistes et communistes, dont l'émergence dans notre pays est liée à la liquidation progressive de la base économique et de la superstructure antidémocratique du pseudosocialisme stalinien. C'est seulement dans cette voie que la supériorité du socialisme peut apparaître. L'approche scientifico-démocratique est en partie compatible avec le système démocratique bourgeois à la condition impérative qu'il évolue dans un sens socialiste (des réformes sociales, la coexistence pacifique, etc., mais aussi une certaine modification de la structure de la propriété. »

Le combat en chemin

Bientôt vinrent la répression, le chômage, une persécution qui dura de nombreuses années, l'exil... Lorsqu'il fut exilé à Gorki (de 1980 à 1986), André Sakharov, soumis à une persécution permanente, continua néanmoins à intervenir sur les problèmes de société. Ses articles sur "le danger de guerre nucléaire", sa lettre à Léonide Brejnev sur l'Afghanistan, son adresse à Mikhaïl Gorbatchev sur la nécessité de libérer tous les prisonniers de conscience... A Gorki, il déclara quatre fois la grève de la faim pour protester contre les mesures arbitraires prises par le KGB à l'encontre de sa famille. Deux fois de suite, le KGB lui vola le manuscrit de ses *Mémoires*, ses travaux scientifiques et son journal intime.

Voici quelques documents de l'époque.

Extraits du procès-verbal de la séance du bureau politique du 17 septembre 1973 :

Intervention de Brejnev : « Comment peut-on apprécier le dernier appel de Sakharov au Sénat des Etats-Unis d'Amérique ? Ce n'est pas seulement un acte antiétatique et antisoviétique, c'est véritablement une action trotskyste. »

La réunion se conclut par l'adoption d'une résolution "sur la question de Sakharov et de Soljenitsyne", qui confiait à une commission spéciale l'élaboration de mesures concrètes contre les deux hommes. Après l'adoption de la résolu-

Avec qui serait-il aujourd'hui ?

La justice pour tous ! Voilà ce dont rêvait et ce que défendait André Sakharov. Que dirait-il aujourd'hui en contemplant l'abîme social qui sépare les enseignants, les médecins, les savants, les retraités, etc., des "nouveaux Russes", qui s'engraissent ? Qu'aurait-il dit devant l'effondrement de l'URSS, devant la fusillade de la Maison Blanche du premier Parlement de Russie et des femmes et des enfants qui s'y trouvaient en octobre 1993, en contemplant les millions de chômeurs, les millions d'affamés, les millions d'êtres sans toit ni moyen d'existence, les millions d'enfants abandonnés, les millions de travailleurs qui ne perçoivent pas leur salaire pendant des mois, les millions d'habitants qui meurent de froid dans leurs appartement en contemplant ce régime effrayant qui a fait passer le pays du Goulag politique au Goulag économique, que le pouvoir est toujours prêt, s'il le désire et au gré des circonstances, à fondre avec une dictature sanglante ?

Viatcheslav Ivanov, lauréat du prix Lénine, m'a déclaré : "Avant même le début des réformes, Sakharov m'a dit qu'il ne comprenait pas l'accumulation de richesses à laquelle se livraient les représentants de l'élite. Avant de mourir, il ne faut pas penser à cela, il ne faut pas se soucier de cela."

Selon Ivanov, quand Sakharov avait élaboré son plan d'organisation de l'Union (soviétique) fondé sur l'égalité de droit des républiques autonomes et des républiques de l'Union (ce qui aurait

(13) Narym : région marécageuse de la taïga, au nord-ouest de la Sibérie.

(14) Raoul Wallenberg : diplomate suédois enlevé à Budapest par la Sécurité d'Etat soviétique, puis abattu à une date indéterminée.

(15) Serge Kovaliov : militant des droits de l'homme depuis l'époque de Brejnev.

(16) Elena Bonner : veuve de Sakharov.

(17) Vadim Bakatine : nommé président du KGB par Gorbatchev de septembre à décembre 1991.

(18) Vladimir Krioutchkov : président du KGB de 1988 à 1991.

tion, Brejnev déclara : "Peut-être cette commission devrait-elle réfléchir à la manière d'isoler Sakharov. Peut-être le déplacer dans la section sibérienne de l'Académie des sciences."

Des voix : "Il faut le déporter à Narym (13), parce qu'en Sibérie, il va encore faire de l'agitation."

En 1970, A. Sakharov participe à la fondation du Comité des droits de l'homme. Il prend la défense des prisonniers de conscience, proteste contre l'exil de Soljenitsyne, cherche dans les camps et les prisons du Goulag la trace du diplomate suédois Raoul Wallenberg (14), demande la libération du poète Pablo Neruda des geôles chiliennes, proteste contre l'arrestation et l'internement de Serge Kovaliov (15).

Extrait d'une lettre d'E. Bonner (16) à l'auteur de cet article (en date du 15 juin 1995) :

"En réalité, d'après l'attestation que j'ai reçue de Bakatine (17), entre le 17 octobre 1986 et le 6 septembre 1989, on a détruit 583 volumes de documents de notre double affaire : 200 volumes sur l'affaire de Sakharov (double nom de code "l'Ascète" et "Askold") et 383 sur Elena Bonner (nom de code "le Renard").

Ce qui est frappant ici, ce n'est pas seulement le nombre de volumes détruits, mais l'époque où ils ont été détruits. Sakharov s'était adressé à Krioutchkov (18) et personnellement à Gorbatchev en leur demandant de lui retourner ses manuscrits confisqués (ils se trouvaient dans ces volumes), et on lui répondit que le KGB n'avait rien à y voir et que ses manuscrits avaient été dérobés par de banals cambrioleurs !"

Extrait du Comité du prix Nobel :

"Sakharov s'est battu sans compromis et avec efficacité non seulement contre les abus de pouvoir commis par les autorités sous toutes leurs formes, mais avec la même énergie il a défendu l'idéal d'un Etat fondé sur le principe de la justice pour tous."

pu aider à interdire de nombreux conflits intertechniques), son texte fut réécrit par le Groupe interrégional (19) au point de devenir méconnaissable.

“Lors de la réunion suivante du groupe, se souvient Ivanov, j’intervins sur cette question et Sakharov m’apporta son soutien, mais la discussion s’arrêta là. Après la mort de Sakharov, le mouvement commença à se morceler. Et la dernière réunion, à laquelle j’assistai, au début de 1990, fut marquée par l’apparition de nombreux désaccords, tant politiques que nationaux.”

Les autorités de l’Etat ignoraient le pluralisme de Sakharov et sa vision d’une société dirigée de façon scientifique. Elle rejetèrent le projet de Constitution de l’Union des Républiques socialistes d’Europe et d’Asie, qu’il rédigea quatre semaines avant sa mort. A l’opposé de la Constitution eltsinienne, André Sakharov proposait que le pouvoir suprême soit exercé non par le président, mais par le Congrès des députés du peuple de l’Union, qui devait disposer du pouvoir législatif suprême, élire le gouvernement, contrôler l’activité de la banque centrale, etc.

Autrement dit, le projet de Constitution de Sakharov exigeait des garanties de démocratie dans les intérêts du peuple. Aujourd’hui, l’amie, la compagne de combat et la femme de Sakharov, Elena Bonner, se lamente amèrement de voir “le système parlementaire de la Russie” peu à peu détruit.

Et pourtant, le combat

Je veux conclure en citant un dernier épisode du passé. Deux ou trois jours après la “dernière version” des *Réflexions*, André Sakharov m’envoya une série de compléments et d’amendements. La première variante de l’article portait en épigraphe deux vers de la deuxième partie du *Faust* de Goethe :

“Celui qui chaque jour part pour elles au combat

Est seul digne de la vie et de la liberté.”

Le nouveau texte des *Réflexions* portait une autre épigraphe, un vers de Schiller :

“Seule la plénitude mène à la clarté.”

J’introduisis honnêtement tous les amendements dans le texte. Mais au moment de changer l’épigraphe, je réfléchis longuement. Le texte de Goethe appelait clairement au combat avec passion, désespoir, douleur et colère, la phrase de Schiller avait plutôt l’air de la sentence paisible d’un savant.

Que faire ? Je surmontai mes hésitations et laissai la première épigraphe. Vingt-deux ans plus tard, la revue *Iounost*, dans son numéro de mars 1990, publiait le texte avec la même épigraphe et une préface de Sakharov...

Trente ans après la rédaction des *Réflexions*, lors d’une conférence tenue à Moscou, les 19 et 20 mai 1998, au Musée du centre Sakharov, la responsable du centre, la fille de Sakharov, Lioubov Andreievna Vernaia, transmit un nouveau manuscrit inédit d’André Sakharov, *Réflexions sur la paix*, qui date de 1970 et constitue en fait la suite des *Réflexions*, et dont j’ai pu lire le texte intégral. Sakharov y écrit :

« Aujourd’hui comme il y a deux ans, je me prononce pour la démocratie socialiste (synonymes : socialisme démocratique, liberté intellectuelle), pour l’ouverture la plus large des sources d’information, pour une lutte libre, honnête et ouverte des idées, contre les “brouillages” aux sens direct et indirect. Je crois à la vitalité des idées du socialisme, à l’existence, dans notre pays, dans le PCUS, dans sa direction, de forces saines, capables de surmonter la crise de dévaluation des idées du socialisme, de surmonter les tendances du néostalinisme, les aspirations petites-bourgeoises et nationalistes à “une poigne de fer”, qui libère de la nécessité de penser et garantit provisoirement à certains des privilèges sociaux et nationaux, mais qui, ce faisant, transforme le socialisme en son contraire répugnant. »

Sakharov s’affirme certain que l’on peut réaliser l’unité des forces socia-

(19) Groupe de députés opposants dits “démocrates” au Congrès des députés du peuple, de 1988 à 1990, auquel appartenaient Sakharov, Eltsine, etc.

listes, progressistes, culturelles et humanistes, qui devraient écarter les dangers "d'un Moscou 1937 et d'un Budapest 1956".

Il se prononce à nouveau pour la liquidation de la tension internationale et des points chauds sur notre planète, et il écrit : la lutte anti-impérialiste "ne doit jamais être un but en soi", le seul but en soi doit être "le progrès social, scientifico-technique et culturel", et la liquidation de tout ce qui "empêche les hommes d'être libres, humains et heureux". Sakharov considère que "la forme la plus naturelle du progrès social se situe dans les cadres du socialisme" et "dans l'absence du principe inepte de la propriété privée des instruments et des moyens de production".

André Sakharov se maintient fermement sur ces positions pendant près de vingt ans en défendant les intérêts du peuple travailleur. Dans l'article "La nécessité de la perestroïka" (25 mars 1988), il affirmait :

"La bureaucratie est loin d'être désintéressée. Se couvrant du manteau d'une phraséologie démagogique, elle foule aux pieds la justice sociale dans toutes les sphères de la vie matérielle : logement, qualité de la santé (une grande partie de la population, par exemple, est privée de la possibilité d'acquérir des médicaments contemporains), qualité de la formation et autres. Le salaire d'une bonne partie des travailleurs est artificiellement abaissé, ce qui constitue un impôt déguisé, dont le poids essentiel repose sur les épaules de gens qui ont les revenus les plus bas. Le salaire des professions intellectuelles de masse est tout particulièrement abaissé. La retraite de l'écrasante majorité des retraités est honteusement réduite. En même temps, des groupes élitaires de la population disposent de privilèges énormes et socialement injustifiés."

Dans cet article, il souligne que "le développement colossal de diverses formes de corruption", l'apparition de "structures purement mafieuses", qui fusionnent avec l'appareil local du parti et de l'Etat jusqu'aux sommets mêmes du pouvoir, avec la milice, le parquet, les tribunaux.

Il sonne de plus en plus l'alarme en appelant au combat contre la "nouvelle classe", qu'il appelle "la troisième clas-

se". On discutera longtemps encore autour de sa pensée, mais voici ce qu'il écrivait peu avant sa mort (il est mort le 14 décembre 1989) :

"Nous voyons aujourd'hui la troisième classe de la bureaucratie du parti et de l'Etat, apparue sous Staline, se battre furieusement contre la perestroïka. Elle la caricature, lui met les bâtons dans les roues à chaque étape. Cet appareil bureaucratique, ingurgitant les décisions fondamentales de la perestroïka, y place des bombes à retardement, capables de la faire sauter... Les exemples de cette opposition sont innombrables... Le signe générique de ces opposants cachés de la perestroïka, c'est la haine de la presse libre, de la publicité, et nous le voyons à chaque pas."

"Qu'est-ce qui est, à mon avis, nécessaire ? C'est l'union du pluralisme politique, économique et idéologique. Ce sera notre mouvement en direction de la convergence. En URSS, ce mouvement ne s'est pas encore produit" (la revue Le XX^e siècle et la paix, 1989, n° 1).

Ce que Sakharov appelait "la troisième classe", dont l'ossature était la nomenklatura du parti et de l'Etat, comprenait au début des années 1990 quatre vingt mille millionnaires. Elle édifia et réalisa ses plans impudents, répugnants, rusés, antihumains. Elle parvint à engager la perestroïka sur les rails de la corruption et de l'arbitraire.

Le manuscrit des *Réflexions* sur la paix s'ouvre sur une dédicace : "A la mémoire des victimes des guerres et de la terreur", et sur une épigraphe de Lermontov :

*"Si vous ne vous dressez pas
Une grande tempête se soulèvera."*

Les articles écrits par Sakharov il y a vingt ou trente ans portent la marque de leur époque et de l'état d'esprit de leur auteur au moment de leur rédaction, mais ils sont toujours actuels si l'on considère la situation des peuples de la Fédération de Russie et de l'ancienne URSS, les menaces qui pèsent sur la paix sur Terre, la crise des Balkans, les affrontements en Tchétchénie, la nostalgie d'une poigne de fer qui hante une partie de la société et les tentatives de ressusciter le stalinisme.

André Sakharov s'est toujours battu contre le despotisme et l'arbitraire,

contre les guerres et la terreur. Il a constamment appelé à préserver *“le principe du bien actif, qui est ce qu’il y a de plus humain dans l’homme”*, et c’est bien le grand testament de ce grand humaniste du XX^e siècle.

Léonide Petrovski,
collaborateur scientifique
de l’Institut de slavistique
de l’Académie des sciences de Russie,
membre de l’Union des journalistes
de l’URSS et de la Fédération de Russie



André Sakharov (1921-1989).

Léonide Petrovski remercie vivement la fille d’André Sakharov, Lioubov Vernaïa, qui lui a donné cette photographie.

**Ilia Boudraïtskis :
les dissidents
de gauche
en Union
soviétique**

Ilia Boudraïtskis, étudiant à l'Université d'histoire et d'archives de Russie, est un membre actif du mouvement des jeunes et des ouvriers de gauche. Il habite à Moscou.

Il s'attache ici à étudier les groupes dissidents, de la fin des années 1950 au début des années 1980, qui se réclamaient du socialisme et dont l'histoire est aujourd'hui occultée ou déformée, dans une tentative de présenter, au mépris de la vérité, l'ensemble du mouvement dissident comme partisan de la restauration de la propriété privée... ce qui n'était même pas la position d'André Sakharov, bien qu'il fût favorable à la *"convergence entre le capitalisme et le socialisme"*...

Du XX^e Congrès du PCUS jusqu'à la pérestroïka

A PRÈS de longues années de silence, l'histoire des mouvements d'opposition dans l'URSS d'après-guerre, ou des prétendus "dissidents", a été l'objet de gigantesques falsifications dans la nouvelle historiographie libérale, au début des années 1990. Lors des débats sur l'histoire des non-conformistes en Union soviétique, on met délibérément en lumière une partie bien définie des dissidents, les dits "défenseurs de droit", essentiellement les militants du groupe d'Helsinki et du département moscovite d'Amnesty International, ainsi que les éditeurs de la *"Chronique de l'actualité"*. A la fin des années 1970, ces groupes et organisations, avec le soutien inconditionnel des gouvernements et de l'opinion publique des pays occidentaux, sont devenus les plus importants et peut-être les seuls représentants de la résistance "antisoviétique". La plupart des investigateurs russes libéraux d'aujourd'hui poursuivent cette tradition et cherchent en général à éviter de parler de l'apparition du mouvement dissident et de sa première étape de développement pendant l'époque du dégel khrouchtchévien. Ils mettent en exergue l'activité ultérieure d'A. Sakharov, d'A. Tverdokhlebov et de V. Tourtchine, soit sur l'époque où les idées de "convergence" étaient clairement formulées et sur l'aile

libérale et procapitaliste des non-conformistes en Union soviétique.

La complexité du problème a été largement dissimulée par la création de nombreux mythes. En fait, dans l'histoire contemporaine du mouvement dissident soviétique, on peut, à mon avis, distinguer deux grandes thèses mensongères.

La première thèse présente le non-conformisme en URSS comme un phénomène purement "intellectuel", comme une certaine "opposition morale", qui n'est pas sortie des limites des écoles supérieures de la capitale et des instituts de recherche des grandes villes. C'est cette position qui s'exprime très expressément dans le livre récemment publié du directeur de l'Institut de l'histoire et des archives du PGGOU (Université d'Etat des sciences humaines de Russie) d'A. Bezborodov, *"Phénomène de la dissidence universitaire en URSS"*.

Selon la deuxième thèse, depuis la fin des années 1950, le mouvement dissident, en raison de sa jeunesse et de son manque d'expérience, aurait fait ses premiers pas, bercé par l'illusion temporaire et injustifiée d'un socialisme débarrassé de ses déviations staliniennes. Puis, vers la deuxième moitié des années 1960, soit à l'époque de la création du "Mouvement démocratique", sous l'effet écrasant de la puissance répressive de l'Etat

soviétique, les non-conformistes soviétiques en seraient arrivés à conclure à juste titre que l'idéologie socialiste est organiquement incompatible avec la liberté et les droits de l'homme ; ils se seraient écartés de leurs expériences de jeunesse baignées de rhétorique marxiste pour adhérer aux idées mûres des "valeurs universelles".

Dissiper ces mythes, dévoiler l'histoire clandestine du non-conformisme en URSS, qui renferme de nombreuses pages héroïques du mouvement ouvrier de gauche, telle est l'une des plus grandes missions des marxistes de Russie qui se consacrent à la recherche historique. Dans cet article, je tenterai d'indiquer comment réfuter ces thèses et de mettre à jour une autre version des faits.

Les premiers groupes dissidents clandestins, comme on le sait, ont fait leur apparition dans la deuxième moitié des années 1950, soit bien avant la formation de l'aile droite libérale de l'intelligentsia soviétique de la capitale. Naturellement, ce phénomène était lié aux événements de 1956, notamment la révolution hongroise et le XX^e Congrès du PCUS. Ainsi, A. Ivanov, qui a été par la suite un "maïakoviste" (1) actif, puis idéologue national-patriotique, a été exclu de l'Université d'Etat de Moscou pour des raisons politiques en 1958, suite à l'organisation d'un groupe anarcho-syndicaliste ; il se souvenait que l'idée de ne pas prendre en considération le stalinisme au niveau idéologique leur est précisément venue à l'esprit, à lui et aux membres de son groupe, après les événements de Hongrie.

L'ouvrage monumental de L. Alexeïeva, *L'Histoire du non-conformisme en URSS*, rappelle l'existence de 16 associations clandestines de jeunes de gauche de cette époque, la plupart ayant été créées précisément en 1959-1960. L'un des cas les plus connus est sans doute le groupe marxiste de L. Krasnopevtsev. Ce groupe, constitué autour de cet étudiant de 3^e cycle de la chaire de marxisme-léninisme de l'université de Moscou, s'attachait principalement à élaborer des théories dans l'esprit du "léninisme pur". La destruction du groupe

s'est accompagnée d'une véritable chasse aux sorcières dans toute l'université de Moscou. Des étudiants des premières années de la faculté d'histoire, les anarcho-syndicalistes V. Ossipov et A. Ivanov, déjà cité, ont alors été renvoyés. Par ailleurs, les "affaires de Molostvov", Pimienov-Weil, et autres, étaient empreintes d'une nette orientation de gauche.

Cependant, les groupes de jeunes radicaux de gauche ont connu un véritable essor avec le début des célèbres lectures sur la place Maïakovski, à Moscou. C'est pratiquement tout de suite après l'inauguration du monument à l'écrivain soviétique qu'ont commencé devant lui des lectures poétiques publiques, qui ont rapidement rassemblé autour d'elles un nombre considérable de jeunes Moscovites existentialistes d'opposition. A partir de 1959, un groupe politique, nettement de gauche, s'y est constitué. I. Galanskov, A. Ivanov, V. Ossipov et E. Kouznetsov en formaient l'ossature. D'après les souvenirs d'un participant actif d'alors, le jeune homme de lettres apolitique N. Kotrélev, les membres du groupe avaient clairement pour but de "*changer le socialisme pour l'orienter dans une meilleure direction*". Ivanov a ainsi été l'auteur de l'ouvrage théorique autopublié, *L'Opposition ouvrière et la dictature du prolétariat*, dans lequel il critiquait la réalité soviétique de son époque, en s'appuyant sur les plates-formes de Bakounine et de Chliapnikov. Il se rappelait lui-même, par la suite, que la principale thèse de l'ouvrage, dont il donnait la lecture à ses amis, était une critique de l'"autoritarisme" du marxisme qui s'appuyait sur Bakounine.

On sait que le groupe a spécialement envoyé des "éclaireurs" à Mourom et à Aleksandrov, où des ouvriers locaux, en 1960, avaient attaqué la milice et des organes soviétiques. Vers le début des années 1960, le groupe et tous les amateurs des lectures de la place Maïakovski ont été écrasés par le KGB. On avait pris pour prétexte la discussion de la possibi-

(1) Membre du groupe protestataire fondé en 1959 par des étudiants qui se rassemblaient autour de la statue de Maïakovski (NDLR).

lité d'un attentat contre Khrouchtchev par les membres du groupe Ossipov et Galanskov. Après le célèbre procès d'Ossipov, de Bokchtein et de Kouznetsov, tous les membres plus ou moins actifs du groupe ont été condamnés à d'importantes peines de camps, accusés d'avoir préparé l'attentat contre le chef du parti et d'avoir créé "une organisation clandestine antisoviétique anarcho-syndicaliste".

Que l'on partage ou non les points de vue des "maïakovtsy", il n'en reste pas moins que c'était en grande partie un hommage à l'état d'esprit de la société de l'époque et, encore plus, une façon d'exprimer alors le non-conformisme. Après le départ de Khrouchtchev et le ralentissement progressif de la déstalinisation, les points de vue des "maïakovtsy" ont radicalement évolué vers la droite. A. Ivanov et V. Ossipov ont opté pour des positions nationalistes et sont devenus, au début des années 1970, les co-éditeurs du premier journal orthodoxomonarchique autopublié, *Vietché*. Kouznetsov est devenu sioniste et a émigré en Israël après de longs tourments. Galanskov est entré au Conseil scientifique et technique.

Ce qui caractérise de nombreux historiens libéraux, c'est qu'ils sont généralement enclins à reporter le début du non-conformisme soviétique d'après-guerre à la réaction de la société lors de la célèbre affaire Daniel-Siniavski (2) : l'establishment post-stalinien (comme I. Ehrenbourg) a adressé des lettres collectives à la direction soviétique d'alors, ce qui correspond à l'époque de la fin de l'épopée des "maïakovtsy".

Une aile antistalinienne, mais nullement anticommuniste, du mouvement dissident a continué à agir activement par la suite. A la fin des années 1960 et au début des années 1970, commencent à se former des groupes et des organisations d'orientation déjà clairement radicale de gauche. En 1970-1971, le "Parti révolutionnaire des intellectuels de l'Union soviétique" (V. Spinenko, G. Davidenko), fondé sur les idées du néomarxisme, menait ses activités à Sverdlovsk. Mentionnons également le

Parti néocommuniste (A. Tarassov, alors célèbre publiciste de la "nouvelle gauche", I. Doukhanov), dans les années 1972-1975 ; l'"Union des communards révolutionnaires" (A. Stassievitch, V. Mikhaïlov), qui se considéraient comme les successeurs du "Mai rouge" parisien, à Léninegrad, en 1975-1979 ; la "Jeunesse pour le communisme" (D. Péetrov), dont les membres se qualifiaient eux-mêmes de "marxistes révolutionnaires" et s'inspiraient de Che Guevara, en 1979-1981. En 1976-1978, le groupe "Opposition de gauche" (A. Skobov, A. Tsourkov) s'était constitué à Léninegrad ; il publiait, dans son journal auto-édité *Perspectives*, des extraits des travaux de Léon Trotsky parus en URSS au début des années 1920, ainsi que de P. Kropotkine et de M. Bakounine.

Les dissidents de gauche en URSS se caractérisaient malheureusement par leur éclectisme idéologique extrême, dû avant tout au manque total d'information sur l'histoire clandestine non falsifiée de la pensée socialiste et du mouvement socialiste après octobre 1917. Il n'est dès lors pas contradictoire qu'ils aient été contraints, pour enrichir leur pensée, de chercher les matériaux, dans le meilleur des cas, dans les journaux des années 1920 ou dans les publications soviétiques officielles consacrées à la lutte interne du PC de l'Union (bolchevique). C'est ainsi que l'opposition de gauche a essentiellement puisé ses idées dans les chapitres consacrés à la lutte interne du parti "contre le trotskysme et l'opportunisme de droite", tirés du manuel volumineux *Histoire du PCUS*, publié sous la rédaction de Ponomarev, ainsi que dans le livre malheureusement célèbre d'A. Basmanov, *Le Trotskysme dans le convoi de la réaction : années 1930-1970*, qui a fait l'objet d'un tirage spécial destiné aux cadres idéologiques du PCUS. Ce livre contenait des citations choisies de façon tendancieuse parmi divers travaux et interventions de Trotsky, et même des références à Mandel, Posa-

(2) Procès des deux écrivains André Siniavski et Iouli Daniel, en 1965, condamnés respectivement à 5 et 7 ans de camp pour publication de leurs œuvres littéraires à l'étranger (NDLR).

das, Pablo et d'autres militants de la IV^e Internationale. Les "nouveaux hommes de gauche" soviétiques utilisaient comme points de repère des livres de propagande soviétiques avec une critique de la Fraction Armée rouge, des "Brigades rouges" et, naturellement, le célèbre roman de R. Merle, *Sous la vitre*.

On peut trouver des exemples encore plus curieux. C'est ainsi qu'en 1985, le KGB a liquidé le groupe social-démocrate clandestin de V. Démine, qui avait envoyé une lettre à l'Internationale socialiste pour demander de le reconnaître en tant que section soviétique. Les membres du groupe se considéraient comme les successeurs de K. Kautsky, dont ils connaissaient les points de vue exclusivement à partir des articles critiques de Lénine. Cela concerne aussi le groupe "Opposition ouvrière" d'O. Doubrovski, à Dniepropetrovsk (d'ailleurs presque totalement composé d'ouvriers), qui avait appris à fond les matériaux du X^e Congrès du PCR et en était venu à adhérer totalement aux idées d'A. Chliapnikov. Les chercheurs russes contemporains ont tendance à reconnaître que ces recherches d'idées traduisent un certain "libéralisme soviétique" amorphe et constituent des tentatives immatures et vouées à l'échec pour rénover le système idéologique en place. Cependant, il ne fait pas de doute qu'il s'agissait d'une recherche d'alternative sociale tant au régime "soviétique" post-stalinien qu'au capitalisme occidental, recherche douloureuse, mais de loin plus aboutie que les travaux de Sakharov.

L'un des groupes dissidents de gauche les plus connus dans la période soviétique la plus récente a été sans conteste le groupe "prolétarien" de l'ingénieur Alekseï Razlatski, de Samara, créé à la fin des années 1970. Dans ses programmes, apparemment influencés par la propagande chinoise alors radio-diffusée, "*Le deuxième manifeste communiste*" et "*Ce que ne souhaite pas connaître notre intelligentsia*", Razlatski en est venu à caractériser le régime soviétique comme un régime féodal, dans lequel la principale classe exploiteuse est l'intelligentsia. Cette dernière constitue la bureaucratie, qui a éloigné les tra-

vailleurs de la politique et du pouvoir économique depuis la fin des années 1930. A l'exception de son idéologue, le groupe était principalement constitué d'ouvriers de ZIM, l'un des plus gros géants de l'industrie de la défense de Samara. Après avoir organisé quelques grèves, le groupe a été liquidé, et Razlatski et son principal compagnon de lutte, le leader des grèves de ZIM, Grigorii Issaïev, ont été condamnés à quelques années de camps.

Il faut également souligner qu'en l'absence d'association libérale de défense des droits dans la capitale, ces groupes clandestins de dissidents de gauche en URSS n'avaient pas de liens bien établis avec l'Occident. A la différence des "nationalistes d'Etat" regroupés autour de la rédaction du journal *La Jeune Garde*, ils n'ont pas profité de la protection secrète de certains membres de la direction du parti et de l'Etat. C'est pourquoi ils ont particulièrement souffert de la répression par les "organes". Ils ont été rejetés dans les oubliettes de la vie politique soviétique qu'étaient les centres régionaux et industriels, où se concentraient principalement les hommes de gauche soviétiques non officiels (Samara, Kirov, Toula, Perm, Sverdlovsk, etc.). C'est précisément là, dans le milieu ouvrier, que la gauche soviétique, encore instable et hétérogène, a essayé de se consolider.

Parmi les cas curieux, on peut classer les "purs" staliniens à part parmi les dissidents. C'est le cas du groupe d'A. Fétissoff à la fin des années 1950 et au début des années 1960. Ses membres ont quitté le parti après le XXII^e Congrès en signe de protestation contre le "*manque de respect envers la mémoire du guide*" et la rupture des relations avec la Chine et l'Albanie.

Dans les années 1960 jusqu'au début des années 1980, des mouvements de gauche avaient une orientation originale du fait de leur assez grand degré de loyauté envers le système soviétique. Le mouvement pédagogique "des communards", qui unissait majoritairement des étudiants et des jeunes enseignants partisans des idées pédagogiques novatrices

de F. Chapiro, d'I. Ivanov et de S. Solovieïtchik, se donnait pour mission d'éduquer l'"homme du futur" sur la base du collectivisme et de la liberté de création. N'étant pas à l'origine un mouvement politique, mais dans une grande mesure un mouvement culturel et esthétique, les communards avaient aussi la possibilité, assez librement pendant un certain temps à la fin des années 1970, de propager leurs idées dans la *Komsomolskaïa Pravda*. Un rôle semblable a été joué à la charnière des années 1970 et des années 1980 par le mouvement des détachements étudiants volontaires, qui s'est particulièrement déployé dans les villes universitaires sibériennes. En son sein, les idées politiques des radicaux de gauche se sont répandues, par le biais de journaux manuscrits autoédités. Déjà, pendant la perestroïka, les membres de ces détachements sibériens ont joué un rôle important dans la création de syndicats professionnels, qui ont constitué par la suite le syndicat "Défense".

Une tendance originale des idées de gauche s'est exprimée dans les "clubs d'amitié internationale" de jeunes avec des pays du tiers monde, qui avaient élu officiellement domicile dans les palais de pionniers. Ainsi s'est formée en 1984 la "Brigade internationale Che Guevara", et peu après les "Jeunes communards internationalistes", à Moscou. Ces groupes informels s'occupaient principalement de correspondre avec les mouvements partisans d'Amérique latine (les sandinistes, le MIR au Pérou, etc.) et de faire des collectes pour eux.

Cette tendance n'a pas été l'objet d'une dure répression du fait de sa loyauté idéologique relative. Il n'en reste pas moins vrai qu'elle a subi un contrôle vigilant et que les militants qui s'écartaient de la pensée officielle étaient constamment convoqués pour des "entretiens" au KGB.

Dans l'ensemble, il faut reconnaître qu'en raison de l'herméticité idéologique du régime post-stalinien en URSS

et de l'impossibilité de discuter ouvertement et de repenser en profondeur le socialisme mondial, les hommes de gauche soviétiques se sont retrouvés sur l'arène politique de la perestroïka, à la fin des années 1980, objectivement démunis et incapables de constituer une réelle alternative aux forces de la restauration capitaliste, d'une part, et aux stalinistes, d'autre part. Les appels à l'amélioration du socialisme, populaires dans les premières années de la perestroïka, ont été par la suite étouffés par une puissante propagande anticommuniste. L'une des principales causes en est l'absence de liens assez solides de la gauche soviétique avec les mouvements ouvriers internationaux et nationaux, surtout le fait que la classe ouvrière elle-même ne sait plus s'organiser pour mener la lutte après toutes ces années de stalinisme. Néanmoins, il est incontestable que, dans la conscience de nombreuses personnes en URSS dans la période après-guerre, l'idée du socialisme n'a pas du tout été associée avec le système politique et social stalinien. Le mouvement de gauche clandestin et légal, qui s'est opposé à l'idéologie officielle du PCUS et a rejeté le retour à la démocratie bourgeoise, s'est constitué en toute indépendance, même sans le soutien des larges groupes de la gauche en Occident. La chance historique de ce mouvement est à saisir.

Bibliographie :

L. A. Alexeïeva, *Histoire du non-conformisme en URSS. Période récente*. Vilnius-Moscou, 1992.

A. B. Bezborodov, *Phénomène de la dissidence universitaire en URSS*. Moscou, 2000.

V. Graïevski, *La Clandestinité révolutionnaire à Leningrad dans les années 1970*. "Enfance droite", Moscou, n° 5.

L. Politkovskaïa, *Nous sommes le presentiment, les précurseurs...* (place Maïakovski) Moscou, 1999.

A. B. Razlatski, T. V. Chevchoukova, *La Gauche en Russie : des modérés aux extrémistes*, Moscou, 1997.

**Ivan Maïski
(comité central
du Parti menchevique) :
la lutte
antibolchevique**

Ivan Maïski (1884-1975) est connu des historiens comme ambassadeur (ou plus exactement plénipotentiaire) de l'Union soviétique en Angleterre avant et pendant la guerre. Membre, à cette époque, du comité central du Parti communiste russe, il en fut chassé en 1946, au moment où il prit sa retraite, qui se serait écoulée paisiblement s'il n'avait été arrêté au milieu de février 1953 et soumis à des interrogatoires sévères pour lui faire avouer qu'il était un espion anglais, ce qu'il fit sans tarder un instant pour éviter les coups et la torture.

La mort de Staline ne marqua pas la fin de ses épreuves. En juin 1955, le collègue militaire de la Cour suprême condamna l'ancien ambassadeur soviétique à Londres à... six ans d'exil pour son appartenance passée au Parti menchevique ! Cette décision ahurissante fut cassée le mois suivant par le présidium du Soviet suprême. Maïski s'installa à Moscou, écrivit ses souvenirs et mourut paisiblement sous Brejnev.

Avant sa carrière de diplomate soviétique sous Staline et son appartenance au comité central du Parti communiste soviétique à l'époque de Staline, Ivan Maïski fut membre du comité central... du Parti menchevique en 1917, et s'y distingua en étant l'un des plus farouches adversaires des bolcheviks.

Lorsque les socialistes-révolutionnaires de droite constituèrent à Samara, en juillet 1918, un gouvernement provisoire antibolchevique, intitulé le Komoutch (comité des membres de l'Assemblée constituante), il accepta le poste de ministre du Travail dans ce gouvernement. La position de la majorité du comité central menchevique étant la neutralité entre les parties en lutte, Ivan Maïski fut démis de sa qualité de membre du comité central.

Apprenant cette décision, dont il contesta la légalité statutaire, Ivan Maïski adressa au comité central de son parti, le 7 novembre 1918, une lettre dans laquelle il exposa la nécessité, à ses yeux, de mener une lutte décidée "*contre le bolchevisme*" et "*contre le pouvoir soviétique*".

C'est sans doute là l'une des raisons de la faveur dont il jouit longtemps sous Staline.

Non seulement le comité central menchevique ne le rétablit pas dans ses rangs, mais la conférence nationale menchevique de décembre 1918 l'exclut des rangs du parti.

Plus tard, Maïski transformera cette exclusion en rupture volontaire — mais imaginaire — avec les mencheviks. En octobre 1920, il adhéra au Parti bolchevique et sa lettre fut publiée dans la *Pravda*. Dans la lutte entre la fraction stalinienne et l'Opposition de gauche, puis unifiée, il se rangea immédiatement derrière Staline.

“Préparer et organiser des insurrections populaires contre le pouvoir soviétique”

Maïski s’attache d’abord à démontrer l’illégalité de la mesure de suspension de son appartenance au comité central du Parti menchevique, puis dénonce la politique de neutralité entre les deux camps en lutte adoptée par le comité central :

POUR un grand parti politique, la position de neutralité apparaît bien douteuse dans toutes les situations. Mais elle devient parfaitement impensable — car elle contredit la nature humaine elle-même — dans une situation où, partout, bouillonne la guerre civile. C’est pourquoi le parti doit occuper une position tout à fait claire et nette dans la lutte qui se déploie, mais laquelle précisément ?

Le choix, à mon avis, n’est pas bien difficile. Dès le début de la révolution, nous avons considéré que notre révolution n’était pas une révolution socialiste, car presque toutes les préconditions objectives de cette dernière manquent, mais une révolution démocratique bourgeoise (incluant, bien entendu, le transfert des terres des grands propriétaires à la paysannerie et un large programme de réformes sociales pour la défense du prolétariat). Elle devrait conserver cette nature, même si, dans certains pays d’Europe occidentale, a éclaté une révolution qui s’approche de la révolution sociale. Car le caractère de la révolution dans chaque pays donné est finalement défini par le niveau de son développement économique, et ce qui est possible et pensable,

disons en Allemagne ou en Angleterre, s’avérera manifestement impensable et impossible en Russie.

C’est précisément à partir de ces considérations que, dès le premier jour, nous nous sommes placés sur la plateforme de la démocratie et non de la “dictature du prolétariat”, en affirmant qu’une bonne démocratie, c’était le maximum de ce sur quoi pouvait compter la Russie à l’étape actuelle de son développement historique. N’est-il pas clair que, maintenant, lorsque s’est posé devant nous le choix entre la dictature du prolétariat et la démocratie, entre le pouvoir soviétique et l’Assemblée constituante, notre place était du côté de la démocratie et de l’Assemblée constituante ? Cela me semblait tout à fait indiscutable.

En vérité, certaines masses du prolétariat, se trouvant hypnotisées par le bolchevisme, ont soutenu le pouvoir soviétique contre l’Assemblée constituante. Cependant, pour utiliser les mots de Bebel, *“les chefs ne doivent pas suivre servilement toutes les aspirations et les caprices de la masse, mais étudier soigneusement la situation... et seulement ensuite régler la question : faut-il ou non prendre ou non telle ou telle décision”*.

La social-démocratie est le guide du prolétariat, elle exprime **ses intérêts conscients et à long terme comme classe** ; et dès lors, une divergence provisoire entre le parti et les larges masses des ouvriers est pensable aux moments où ces masses, entraînées par les avantages immédiats du moment, s'écartent de la route directe qui mène au socialisme. Alors, le devoir de la social-démocratie est, même en mettant en péril sa popularité, de défendre les lendemains du prolétariat contre son présent. Plus tard, cela nous sera rendu au centuple. Nous nous trouvons aujourd'hui dans une telle situation. Que les masses ouvrières, dans leur étrange aveuglement, répandent de l'encens devant les autels du pouvoir soviétique, la social-démocratie doit avoir le courage d'aller contre le courant et, en réglant la question de sa politique, elle doit se diriger uniquement sur les seuls intérêts généraux du prolétariat en tant que classe.

En quoi consistent les intérêts à long terme du prolétariat ?

C'est d'abord la création d'une **Russie indépendante unique et démocratique**. Seule une telle Russie peut constituer la condition fondamentale préalable du développement de la lutte des classes et d'une garantie minimale des droits du prolétariat. Ce n'est que dans une telle Russie que peut s'épanouir un mouvement ouvrier européen sain, puissant, développé. Pas autrement.

S'il en est ainsi, la ligne de conduite du parti dans le moment présent est claire : **le parti doit jeter toutes ses forces et toute son énergie dans la balance de la démocratie, il doit de façon nette se placer du côté du mouvement antisoviétique** et doit en déduire toutes les conclusions logiques. Il est vrai que, dans les rangs de ce mouvement, il y a des éléments très divers, entre autres des forces tout à fait réactionnaires, mais en politique il ne faut pas être trop intuitivement délicat. Mirabeau disait déjà que l'on ne peut pas faire la révolution avec de la lavande. Si désagréable pour nous que soit la présence dans le camp antisoviétique de groupements politiques douteux, nous ne pouvons pour cette seule

raison refuser de mener la lutte contre la "dictature communiste", lutte que nous considérons fondamentalement comme juste et indispensable. Nous devons seulement prendre toutes les mesures dépendant de nous pour paralyser le danger de droite, dans la mesure des possibilités. Et il est plus facile d'atteindre ce but non par la "neutralité" du parti, non par l'abandon du champ de bataille par le parti, mais au contraire par sa participation la plus active à cette lutte. **Plus le rôle du parti sera grand dans le camp antisoviétique, plus seront grandes les chances qu'à la place de la "dictature communiste" s'instaure la domination de la démocratie et non la domination des Centuries noires** (1). Lors de la liquidation du bolchevisme, les forces de la réaction peuvent s'avérer plus puissantes que les forces de la démocratie et parvenir, en passant sur le corps de ces dernières, à instaurer leur domination politique. Ce danger existe indubitablement, mais que faire ? Qui ne risque rien n'a rien. Et l'histoire nous a placés dans une telle situation qu'il n'y a pour nous pas d'autre solution que de risquer. Mieux vaut risquer dans la lutte dont l'issue est encore loin d'être décidée que de pourrir lentement dans une inactivité peureuse.

De là découlent des conclusions claires et pratiques : mener une lutte décidée contre le bolchevisme, préparer et organiser des insurrections populaires contre le pouvoir soviétique, soutenir activement les Tchécoslovaques (2) et le comité des membres de l'Assemblée constituante, participer à la construction d'un Etat démocratique.

Notes de la rédaction :

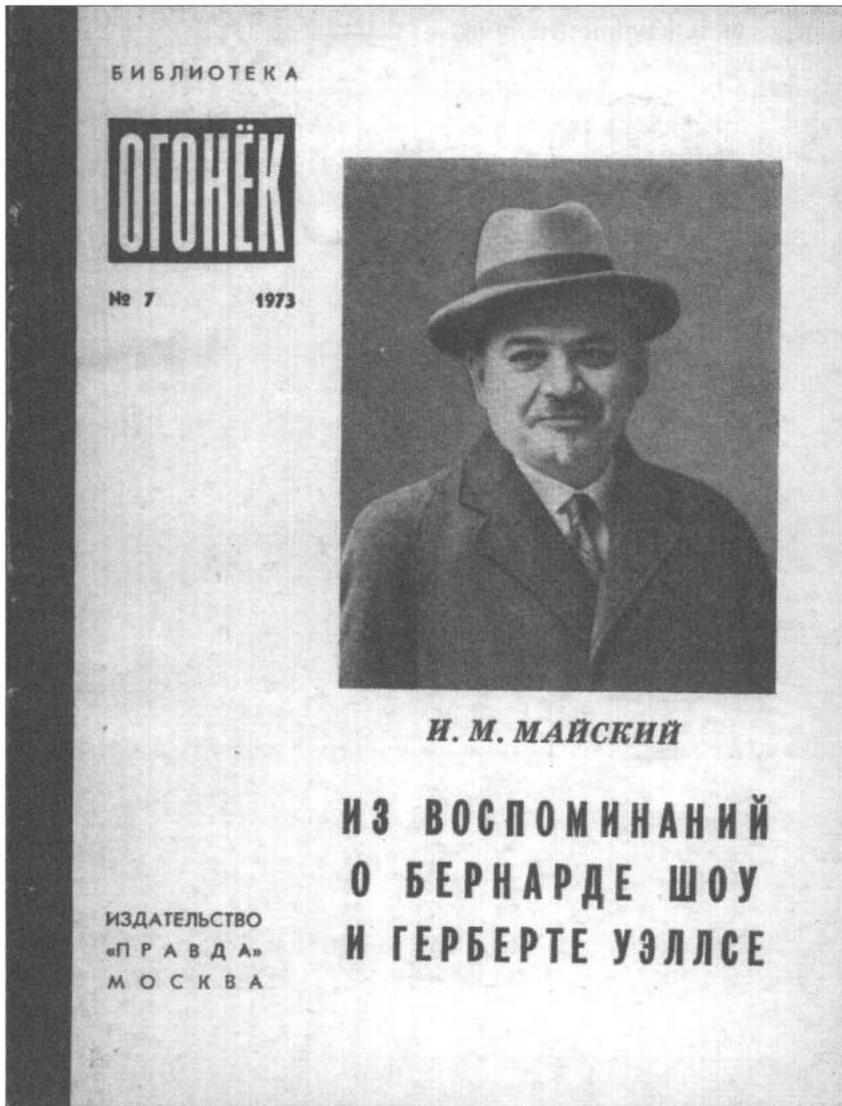
(1) Centuries noires ou Cent Noirs : organisations ultraréactionnaires, antisémites, organisatrices de pogromes, constituées en Russie au début du XX^e siècle avec le soutien de la monarchie.

(2) A la fin mai, les prisonniers de guerre tchécoslovaques de l'armée autrichienne en route vers Vladivostok se soulevèrent en réponse à l'ordre donné par Trotsky de rendre leurs armes à la suite d'un conflit avec le soviétique de Tcheliabinsk. Les opposants aux bolcheviks soutinrent et utilisèrent leur soulèvement.

cratique, continuer la guerre avec l'Allemagne en contact étroit avec les Alliés au nom du rétablissement d'une Russie unique et indépendante, telles devraient être les directives du comité central dirigées à l'adresse des organisations locales. Si pénible qu'il soit à un parti du prolétariat d'aller contre une partie de ce prolétariat tombé sous la

coupe du bolchevisme, il faut le faire de façon ferme et décidée, au nom de l'avenir de la classe ouvrière, au nom du socialisme.

**(archives du FSB [ancien KGB],
fonds n° 2, inventaire 21,
dossier 611)**



Ivan Maïski (1884-1975).

**Documents
sur la grève
des ouvriers
de Berlin-Est et de RDA
(16-17 juin 1953)**

(deuxième partie)

Le n° 13 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié la première partie du document *Juniaufstand*, qui donne une liste des grèves qui ont commencé à éclater en Allemagne de l'Est (RDA) dès le 13 mai 1953, en réaction aux réductions de salaires engendrées par l'application de nouvelles normes de production plus élevées, décidée par le gouvernement de RDA (président du Conseil : Otto Grotewohl ; secrétaire général du parti : Walter Ulbricht). Ces grèves culminent en une grève quasiment générale les 16 et 17 juin.

Le n° 13 a donné une description précise des grèves à Berlin-Est. La deuxième partie du document illustre l'ampleur du mouvement en énumérant les grèves qui se sont produites dans de nombreuses villes de RDA. Cette ampleur est soulignée à la fois par le nombre d'ouvriers qui y prennent part, le ralliement, ici ou là, de policiers et l'attitude souvent hésitante des soldats soviétiques.

Rappelons à ce propos que le n° 5 des *Cahiers du mouvement ouvrier* (1) a publié une information émanant du journal russe *Literaturnaia Gazeta* sur l'exécution, en juin 1953, d'une quarantaine de soldats et d'officiers soviétiques, fusillés pour avoir refusé de tirer sur les ouvriers allemands en grève.

(1) *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 5, p. 63.

“La police tire sur des ouvriers allemands ! A bas le gouvernement !”

Le soulèvement populaire dans la zone soviétique

LES événements des 16 et 17 juin ont aussi déclenché la résistance de la population dans la zone d'occupation soviétique. Il y a abondance de témoignages oculaires, dont seuls quelques-uns peuvent être cités ici. Partout, les manifestations dirigées contre l'augmentation des normes se sont transformées en soulèvements politiques, qui embrassèrent tous les milieux.

Pour des raisons compréhensibles, aucun nom n'est cité dans les témoignages oculaires qui suivent.

Rostock :

Sur le chantier Neptune, les dockers ont cessé le travail à 9 heures. Les affiches et l'étoile soviétique ont été arrachées. Il n'y a pas eu de marche vers la ville et vers l'usine Diesel parce que, dès 11 heures, les troupes soviétiques ont occupé le chantier. La grève continuait encore le 18 juin. Les 20 et 22 juin, la Sécurité (SSD) a arrêté au total 25 ouvriers.

Rathenow :

Le mouvement de grève à Rathenow est parti des usines Optiques — environ 3 000 personnes.

Les personnels ont quitté l'entreprise vers 8 h 30, avec de fort groupes de jeunes en tête. Les manifestants scandaient des mots d'ordre.

Au cours de leur marche à travers les rues, des centaines de femmes, des travailleurs de petites entreprises, des commerçants, des employés de magasins se sont joints au cortège. Les gens sortaient en foule des maisons, occupaient les trottoirs, admiraient les manifestants et les encourageaient à faire enfin valoir leurs légitimes revendications.

A perte de vue, les colonnes de manifestants parcouraient les rues de Rathenow en direction de la rue principale.

Un ouvrier des usines Optiques exhortait les manifestants à garder leur sang-froid.

Le soir, vers 22 heures, la Sécurité a commencé à procéder à des arrestations.

Kirchmöser :

La police de l'usine et le service d'ordre de l'usine, qui essaient de s'opposer aux mesures des grévistes, ont été refoulés par les grévistes dans le bâtiment administratif, roués de coups et désarmés. Les armes ont été transportées hors de l'usine par certains ouvriers.

Le 18 juin 1953, l'usine a été occupée par d'importants contingents de la puissance occupante. Les ouvriers, dont une grande partie était retournée dans l'entreprise, se réunirent devant les halls 50 et 47. Pendant une allocution, les ouvriers furent encerclés par des soldats de l'occupant et menacés avec des mitrailleuses.

Vers 11 heures, un officier des troupes d'occupation prit la parole et s'adressa aux ouvriers. Il les appela à reprendre immédiatement le travail, il s'efforcera de faire libérer leurs deux collègues arrêtés et d'obtenir qu'il n'y ait aucune représaille contre les autres (des cris retentirent : "*Des garanties, des garanties !*").

Comme les ouvriers ne faisaient pas mine de retourner à leurs postes de travail, ils furent refoulés par les soldats l'arme à la main jusque dans les halls de travail.

Brandenburg-Havel :

Les ouvriers de l'entreprise du peuple (VEB) Patent-Lineol ont cessé le travail le 17 juin 1953 à 9 heures, après que des grévistes de l'entreprise VEB Stahlbau Brandenburg (construction mécanique) eurent chassé de leur entreprise les responsables du parti SED.

Les grévistes des deux usines sont alors partis en cortège devant le chantier Thälmann, l'usine de tracteurs, puis ils sont allés à la gare et ont appelé les cheminots à se joindre à la grève, entraînant toutes les petites entreprises et une grande partie de la population. Ils sont allés devant la préfecture de police, sur la place Pouchkine. Une partie des manifes-

tants a essayé de prendre d'assaut la préfecture de police, tandis qu'une autre partie allait devant le tribunal de première instance, dans la Steinstrasse. Il a été pris d'assaut et tous les détenus politiques (environ 40) ont été libérés. Parmi les détenus, il y avait des enfants de 3, 6, 9 et jusqu'à 12 ans. Les policiers qui s'opposaient à cette libération ont été assommés. Un charpentier, de nom inconnu, a reçu dans le ventre une balle tirée par un policier.

Les grévistes sont allés ensuite chercher à la prison le juge d'instruction Benkendorf, de triste réputation, ils lui ont mis les menottes et l'ont emmené.

Le procureur Bechtle a lui aussi été sorti des bureaux et on lui a mis les menottes.

Au moment de quitter le tribunal, environ 200 manifestants se sont trouvés enfermés, mais ils ont pu s'échapper. Les troupes d'occupation ont rassemblé des unités d'artillerie dans le bois de Bodenland et les ont mises en état de marche et de tir en direction de la ville de Brandenburg.

Le 19 juin, les premières arrestations importantes ont commencé. Jusqu'au vendredi soir, environ 120 grévistes avaient été arrêtés.

Dans la nuit du 19 au 20 juin, l'occupant a procédé à une nouvelle grande opération d'arrestations, a cerné beaucoup de maisons de grévistes et essayé de mettre en détention des dirigeants de la grève.

Un autre témoin raconte : « *La maison du FDGB (la centrale syndicale officielle) a été prise d'assaut, la maison de l'amitié germano-soviétique et une série de bibliothèques ont été envahies et on a jeté dans la rue et brûlé des tas de publications stalinienne. Des chargements entiers de dossiers ont été simplement jetés dans la Havel. Une direction de grève, constituée provisoirement près du tribunal, était en relation constante avec les différents cortèges de manifestants qui avaient pris d'assaut les bâtiments ci-dessus mentionnés. Jusque-là, les troupes russes n'étaient pas intervenues. Une unité de la police populaire se refusa également à intervenir. Plus tard, le*

tribunal aussi fut pris d'assaut ; les policiers qui en assuraient la protection détachèrent leur ceinturon et n'offrirent aucune résistance. J'estime que nous étions 20 000. Devant la prison, les femmes ont crié : "Libérez les femmes !" Nous voulions aussi aller à la centrale, mais l'accès en était barré.

Les voitures de police envoyées par la police du district ont été renversées par la foule. Plusieurs policiers reconnus comme communistes ont été frappés par la foule. La plupart des policiers ont défait leurs ceinturons et ont fraternisé avec la masse.

Comme la garnison soviétique de Brandenburg se trouvait pour l'essentiel stationnée à Altengrabow, les forces soviétiques présentes mises en ligne la nuit même étaient faibles. Cinq soldats russes furent désarmés par la foule et sévèrement battus. Les Russes ont tiré seulement en l'air. Les soldats soviétiques étaient complètement désemparés devant les événements.

D'après les constatations faites jusqu'ici, il y a eu à Brandenburg deux morts et environ vingt-cinq blessés. Ces pertes sont dues majoritairement aux tirs de la police populaire. »

Magdeburg :

Un témoin oculaire raconte : « La grève, dont la cause première était l'augmentation des normes, s'est entièrement transformée en une grève politique. Toutes les couches de la population, y compris les femmes au foyer, y ont participé. Les rues étaient noires de centaines de milliers de gens.

Un des cortèges de manifestants a fouillé tous les trains arrivant à la gare centrale à la recherche de cadres du SED et de policiers. Les policiers furent sortis des trains et on leur ôta leur uniforme.

Un wagon-prison accroché à un train-omnibus qui arrivait de Halbersadt a été décroché et la garde a été maîtrisée et désarmée. Après avoir vérifié les documents et constaté qu'il ne

s'agissait pas de criminels, 24 détenus ont été libérés. Parmi eux, il y avait un paysan de 74 ans de la région de Klötze. La libération se fit sous les acclamations de la population. Les cortèges de manifestants et la grève se sont produits spontanément, sans qu'existe une direction centrale de grève. L'ensemble de la population a pris part à cette explosion de la véritable opinion populaire.

Tous les portraits des sommités du SED ont été enlevés, aux acclamations de la population ; certains jetaient des fleurs aux manifestants.

Toute la population est indignée de la propagande de l'Est selon laquelle les troubles auraient été déclenchés par des "provocateurs de l'Ouest".

L'après-midi du 17 juin 1953, des tracts ont fait connaître que l'état d'exception était proclamé. Pourtant, dans la nuit du 17 au 18 juin, on n'a pas cessé d'entendre des tirs dans la ville.

A la tombée de la nuit, le 17 au soir, les arrestations ont commencé, menées en commun par la police populaire et les troupes soviétiques. Jusqu'au vendredi soir, il y a eu environ 400 arrestations à Magdeburg. Toute la journée de vendredi, des chars parcouraient encore les rues de Magdeburg ; même le samedi, entre 5 et 6 heures du matin, le témoin a encore vu dans la Grande Rue des chars et des voitures de police.

Le vendredi soir, on racontait à Magdeburg qu'il y avait eu 8 morts, dont un enfant, deux civils et 4 policiers, et 32 blessés. »

Un autre témoin relate : « Le 17 juin 1953, je suis arrivé à 6 h 30 sur mon lieu de travail aux usines Ernst-Thälmann — construction de grues. Après une brève délibération, nous sommes tombés d'accord pour faire une banderole avec l'inscription : "Magdeburg suit Berlin." A l'heure fixée, nous sommes allés avec la banderole dans la cour de l'usine. Au début, nous étions environ 80, quand nous avons quitté l'usine, nous étions déjà 3 000. De notre usine, nous sommes allés ensemble à l'usine Grube-Gruson, et de là à R. Wolff-Buckau. Après notre passage à ces deux usines, notre cortège, qui ne cessait de grossir, est allé aux

usines Schäffer-Buddenberg et au centre de la ville. A 9 h 15, nous nous sommes rendus à la maison des syndicats — FDGB — et en avons enlevé toute la propagande du SED, y compris les drapeaux. Sur la place Allemande, le cortège de Neustadt est venu à notre rencontre et s'est joint à nous. Ensemble, nous nous sommes dirigés vers le bâtiment de la direction régionale de la FDJ (Jeunesse allemande libre) dans la rue Otto-von-Guericke. A 9 h 45, nous étions devant le bâtiment de la Sécurité d'Etat — SSD —, sur la place Damaschke. Ce bâtiment aussi — comme tous les autres avant — a été occupé par les manifestants et on s'est efforcé de détruire le plus possible les dossiers qui s'y trouvaient. Dès que nous trouvions des pancartes de publicité du SED, nous les arrachions et les piétinions. Ensuite, le cortège s'est rendu à la préfecture de la Police populaire, au siège du tribunal et à la prison qui la jouxte. Quand la manifestation était au plus fort, des unités soviétiques ont finalement commencé à avancer.

Les jours suivants, presque tous les manifestants qui s'étaient fait remarquer en portant des pancartes, en criant des mots d'ordre, etc., ont été arrêtés. »

Un détenu libéré rapporte : « Nous étions 6 hommes dans une cellule ; vers 14 heures, des coups violents ont été frappés à la porte de la cellule. D'abord, j'ai cru que c'était un prisonnier dont la peine était particulièrement lourde qui avait une petite crise. Ce n'était pas le cas, car nous avons entendu aussi les cris de "Liberté !" et d'autres du même genre. Alors, nous avons commencé peu à peu à nous exciter. Maintenant, les cris arrivaient aussi du mur en face de notre cellule, on criait "Gerhard", le nom d'un des prisonniers. Maintenant, les coups se renforçaient, des exclamations de joie, un "Hourra !", ils étaient maintenant dans la cour. Maintenant, nos libérateurs arrivaient dans les couloirs, puis devant nos portes. Mais ils n'avaient pas les clefs et nos gardiens n'étaient pas là, ils avaient dû se cacher. On a réussi à faire sauter les verrous de l'extérieur, nous les avons aidés de l'intérieur, avec des radiateurs, à enfoncer les portes. En

un rien de temps, nous étions dehors, dans la cour. Nous leur avons demandé : "Qu'est-ce qui se passe donc dehors ?" On nous a répondu : "Nous voulons renverser le gouvernement." Nous sommes allés récupérer nos affaires, nos papiers, nos montres, etc., là où ils étaient gardés. Les sergents de police chargés de nos affaires étaient présents, ils ont été très prévenants et nous ont rendu nos affaires. Alors, nous sommes allés dans la rue, la manifestation proprement dite était finie. Il paraît que les ouvriers de toutes les usines, comme Krupp-Gruson, Buckau-Wolff, Mackensen, ont manifesté. »

Bitterfeld :

Les premiers cortèges de manifestants se sont formés le 17 juin 1953 vers 10 heures du matin. A midi, tous les cortèges devaient se rassembler sur la "place de la Jeunesse" en une grande manifestation. Présents : environ 35 000 personnes. Avant le début des prises de parole, la voiture du chef de la police de Bitterfeld, Nossek, a été renversée.

En route vers le lieu de rassemblement, toutes les affiches et les portraits de Pieck et Ulbricht ont été arrachés (par exemple, devant la maison de la Jeunesse allemande libre — FDJ, dans la rue des Tilleuls). Le chef du personnel de la centrale de consommation, Rüger, responsable SED, a été battu à mort au cours d'une altercation avec des ouvriers dans la rue Karl-Marx.

Köthen :

Les ouvriers, dans les entreprises, ont posé les mêmes revendications que les ouvriers berlinois. Chez nous, l'état d'exception a été proclamé de 20 heures à 6 heures du matin. L'entreprise Abus-extraction a été occupée par les Russes au matin du 18. Aussitôt, les ouvriers ont cessé le travail et ne l'ont pas repris avant que les Russes soient partis.

Les entreprises moyennes de Köthen ont fait des grèves partielles. Une délégation de 8 personnes, devant apporter les revendications à la Kommandantur. Les 8 personnes ont été incarcérées. Les ouvriers de l'entreprise ont menacé de faire grève, aussitôt les 8 ont été relâchés.

Les 17 et 18 juin, il y a eu beaucoup d'arrestations à Köthen, dont celles d'enfants de 12 ans. Un certain Schiermann conduisait les arrestations.

Halle (Saale) :

Le mercredi 17 juin 1953, les ouvriers des entreprises de Halle se rendirent sur leurs lieux de travail à l'heure habituelle (6 heures du matin). Mais ceux de la fabrique de wagons Ammendorf ne se mirent pas au travail.

Avec des pancartes improvisées, ils se rendirent, y compris avec les employés, qui, entre-temps, étaient arrivés, au tribunal de district. Des femmes au foyer, des écoliers, des artisans et des commerçants se rallièrent au cortège en cours de route. Dans les entreprises privées aussi, les ouvriers et les employés quittèrent le travail et se joignirent au fur et à mesure au défilé.

Dans toutes la ville, les banderoles avec les mots d'ordre habituels du SED furent arrachées et détruites. Les portraits de Karl Marx restèrent en place.

Plusieurs patrouilles de police (de 1 à 3 hommes) rencontrées en route par le cortège furent désarmées sans opposer de résistance.

A partir de 11 heures, plus aucun tramway ne circulait dans Halle. Les entreprises privées, les magasins d'Etat, les boutiques fermèrent à partir de 11 h 30.

Vers 10 h 30, une foule de manifestants à perte de vue arriva devant le tribunal de district, sur le boulevard circulaire de la Hanse. Alors qu'environ 20 ouvriers avaient pénétré dans le bâtiment du tribunal pour déposer auprès du procureur leur demande de libération des prisonniers politiques, des officiers de justice armés de pistolets refermèrent

derrière eux les grilles de l'entrée et essayèrent, sous la menace de leurs pistolets, d'enfermer ces 20 ouvriers dans une salle de réunion. La foule indignée a alors enfoncé les grilles. Les officiers de justice ont été maîtrisés et désarmés. Dans la mêlée, un menuisier de 50 ans de la fabrique de wagons Ammendorf fut abattu et blessé mortellement par un officier de justice.

Alors la foule a afflué vers la maison d'arrêt de la Sûreté d'Etat, proche de là. On a désarmé les policiers présents au poste, qui maintenant tiraient sur les envahisseurs. Tous les dossiers qu'on a pu trouver dans le bâtiment du tribunal de district ont été détruits (déchirés et brûlés).

Seule une partie des prisonniers politiques a pu être libérée (40), parce qu'entre-temps une vingtaine de policiers, arrivés en renfort, ont par la force des armes fait évacuer le tribunal et la maison d'arrêt par les manifestants.

Plusieurs manifestants ont été blessés, certains grièvement, l'un mortellement, par les tirs des policiers. L'assaut de la prison a mieux réussi. Les malheureux prisonniers ont été tirés des cellules. Parmi eux, il avait des femmes avec leurs enfants nés en prison. C'était un spectacle affreux qui s'offrait à nous.

Puis les premiers chars ont roulé dans les rues, passant devant des portraits de Staline lacérés. Des avions de reconnaissance les guidaient du haut des airs. Quatre chars soviétiques ont foncé dans la foule. La population esquivaient et se refermait derrière eux. Ce n'était qu'une seule marée humaine encerclant les chars. Maintenant, on chantait aussi l'hymne allemand. Au marché couvert et dans les rues adjacentes, se pressèrent environ 60 000 personnes.

Merseburg :

Le mercredi 17 juin, vers 10 h 30, de 80 à 100 prisonniers ont été libérés de la prison de la Sûreté d'Etat (SSD), dans la rue de la poste, par les ouvriers des usines Buna. Le cortège de 28 000 à

30 000 personnes remplissait les rues de Merseburg. En dehors des gars de Buna, il y avait aussi les ouvriers de Leuna et des mines de charbon de Groß-Kayna, Neumark, Michel, et de toute la vallée de la Geisel, qui participaient aux manifestations. La police a été désarmée par les manifestants à Merseburg. Puis, vers 1 heure et demie, les Russes sont arrivés de la direction de Naumburg et Weissenfels avec des chars, des voitures de reconnaissance et de petits canons, et ils ont dispersé la foule, mais seulement en tirant en l'air. Les Russes ont aussi commencé immédiatement à arrêter des manifestants, mais ils n'ont pas pu garder les détenus parce que la population ne cessait de les presser et de leur arracher les détenus.

Usines Buna :

Vers 8 heures, une partie des personnels (environ 17 000) s'est mise d'accord pour cesser le travail. Mais le travail de maintenance devait être assuré. En commun avec les usines Leuna, ils sont partis en cortège vers Merseburg.

Vers 12 heures, ils ont atteint la place Uhland (une foule à perte de vue, toute la ville était bourrée de cortèges de manifestants). Pendant la manifestation sur la place Uhland, la masse de la population a donné l'assaut à la prison du tribunal et libéré tous les prisonniers. Le poste de police du district a été pris d'assaut et les dossiers ont été jetés dans la rue.

Le bâtiment de la Sûreté d'Etat a été également pris d'assaut, complètement démoli, et les grévistes se sont emparés des listes de mouchards qu'ils y ont trouvées. L'après-midi, vers 15 heures, les usines Buna ont été occupées par des troupes russes. Ils avaient avec eux un grand nombre de chars et de pièces d'artillerie. L'équipe de l'après-midi ne s'est pas non plus mise au travail.

Vers 17 heures, ils ont appris que les dirigeants de la grève avaient été arrêtés par la Sûreté d'Etat en pléines négociations. Le 18 juin, les personnels sont venus à l'usine, ils se sont rendus à leurs

postes de travail, mais sans se mettre au travail, exigeant la libération immédiate des dirigeants de la grève arrêtés. Dans la nuit de jeudi à vendredi, un transformateur est tombé en panne, il aurait été détérioré en plusieurs endroits.

Au matin du vendredi 19 juin, la grève s'était renforcée. Vers 10 heures de la matinée, les grévistes réclamèrent la libération des dirigeants de la grève et le retrait des troupes d'occupation de l'usine. Les troupes ont évacué l'usine à 14 heures et se sont retirées en direction de Merseburg. D'après des informations communiquées par des membres de la police, à Merseburg, 150 à 200 ouvriers grévistes auraient été arrêtés.

Usines Leuna :

« Jusqu'au petit déjeuner, ils étaient calmes, à Leuna. Puis ça a démarré dans la cour sud, les ouvriers se sont mutinés. Par des ouvriers qui circulaient dans l'usine, nous avons appris ce qui se passait. Tout le personnel de l'usine a été convoqué au bâtiment de l'administration. Et alors, l'affaire s'est mise en branle. Quand nous sommes arrivés devant le bâtiment de l'administration, il y avait au moins 20 000 personnes rassemblées. 28 000 personnes travaillent aux usines Leuna. Il y avait là quelqu'un qui avait passé de longues années à Buchenwald. On a d'abord demandé qu'il soit mis fin à cette pression sur les salaires. On a demandé que la police d'usine soit immédiatement désarmée — ce à quoi les ouvriers ont effectivement procédé — et que l'usine ne porte plus le nom infamant — comme on disait — de Walter Ulbricht. Le résultat a été que les ouvriers en révolte sont allés déboulonner la statue avec la tête de Walter Ulbricht. La mesure suivante a été d'occuper la radio de l'usine et également les voitures radio. Entre-temps, nous avons appris que Buna et la fabrique de wagons Ammendorf étaient déjà en grève, que les travailleurs de la fabrique de wagons étaient déjà à Halle et ceux de Buna en marche vers Merseburg, alors nous nous sommes mis en marche pour

Merseburg. On a entonné l'hymne allemand et la population était aux fenêtres et nous acclamait. Partout, nous arrachions les banderoles, puis nous sommes passés devant le foyer de la Jeunesse allemande libre. Là, on a ôté des murs tous les portraits des Grotewohl, Pieck et Reimann, etc. — j'y étais moi-même —, et on les a jetés par la fenêtre, en les conspuant et en poussant des cris de joie. Deux policiers sont arrivés, nous avons voulu les désarmer, mais ils n'avaient pas d'armes. "On est avec vous", ont-ils dit, et ils ont défait leurs ceinturons et ont commencé à marcher avec nous. Puis nous sommes arrivés à Merseburg et nous avons appris que la prison avait déjà été prise d'assaut. Il paraît qu'il y avait dedans des enfants de quatorze ans et que les gens étaient dans un état épouvantable. Quand nous sommes arrivés, tout avait été fracturé, les dossiers étaient dans la cour en train de brûler, et les gens étaient tous libres. »

Leipzig :

Le bruit s'était répandu que les entreprises de Leipzig voulaient manifester en ville. Alors, les ouvriers ont quitté les usines. Ils ont afflué dans la Ritterstrasse et ont assailli le foyer de la FDJ. Tous les portraits, sauf celui de Marx, ont été arrachés et brûlés. Les fusils des FDJ ont été cassés par terre. Vers 14 heures, une voiture radio de la police populaire s'est présentée. La foule l'a renversée et a roué de coups les policiers. Les ouvriers ont continué vers la rue Beethoven et la rue Waechter, où se trouve la prison de la police. Les policiers étaient derrière des grilles. L'excitation des ouvriers a augmenté quand la police a arrêté trois manifestants et les a emmenés dans la prison de la police. Au bout d'un quart d'heure, le portail a été enfoncé à coups de marteaux. La foule s'est répandue dans la cour de la prison. La police s'est retranchée au quatrième étage. De là, elle a ouvert le feu sur les ouvriers, qui ont

été forcés de reculer. Aux étages inférieurs, quelques policiers ont pu être désarmés.

Neuf camions de soldats soviétiques sont arrivés devant la prison. Les soviets sont repartis. Peu après est apparue la police casernée et elle a ouvert le feu. Vingt-sept ouvriers auraient été blessés. Les ouvriers ont évacué la prison sans avoir libéré les prisonniers.

Les 18 et 19 juin 1953, la grève à l'usine II s'est poursuivie. L'administration a promis qu'à la reprise du travail, il y aurait une distribution exceptionnelle de margarine. Ce n'est que le 19 juin que les Soviétiques ont occupé l'usine. Un char est entré dans l'usine, quatre chars se sont postés à l'entrée. Le samedi, le travail a repris. Les jours suivants, la Sûreté d'Etat a arrêté 13 ouvriers. Le 20 juin a eu lieu l'enterrement des victimes du 17 juin à Leipzig. Seuls les plus proches parents ont été autorisés à y assister.

Plus de 30 000 personnes se sont rassemblées à Leipzig, ont pris d'assaut le bâtiment de la radio, la direction régionale de la FDJ ; le Pavillon de l'amitié germano-soviétique a brûlé. Dans la Ritterstrasse, trois fourgons de policiers sont arrivés, deux d'entre eux ont été renversés, les policiers ont été désarmés et déshabillés, les armes brisées dans le caniveau. Le troisième fourgon a pris la fuite quand on a crié : *"Des Allemands ne tirent pas sur leurs frères."* Au tribunal, la police était derrière les grilles, prête à tirer. Un portail donnant sur la cour intérieure a été enfoncé, les premiers coups de feu sont partis, sept camions remplis de soldats soviétiques sont apparus. Les Russes tenaient leurs fusils verticaux et tiraient en l'air, puis ils sont repartis sous les applaudissements de la foule. Les policiers ont tiré dans la foule.

Vers 19 heures, l'état d'urgence a été proclamé. Sur un tramway, on avait écrit à la craie : *"La police tire sur des ouvriers allemands, à bas le gouvernement !"* Une flaque de sang, dans la rue, était entourée de fleurs.



La présence "fraternelle" des chars du Kremlin à Berlin-Est.

**Le Jubilé
de l'an 2000,
ou l'Eglise romaine
et les anniversaires**

(François Cadoreau)

Quel rapport y a-t-il entre le mouvement ouvrier et le contenu de cet article, consacré à certains aspects de la politique de l'Eglise catholique ? S'il n'est pas immédiatement évident, il est pourtant simple. Le Vatican est une puissance politique d'envergure mondiale, même si ses forces sont essentiellement concentrées en Europe et en Amérique. Le Vatican et l'Eglise polonaise (doublement incarnés par Karol Wojtyla, l'actuel Jean-Paul II) ont fait tout leur possible dans les années 1980 pour domestiquer Solidarnosc, le syndicat qui rassemblait dix millions de travailleurs polonais, le détruire comme syndicat indépendant, le transformer en force politique d'appoint de l'appareil de l'Eglise, le dénaturer et le faire exploser.

L'acharnement à dénaturer les organisations du mouvement ouvrier est une constante du Vatican, qui découle de sa volonté acharnée de nier la lutte des classes et — comme elle existe malgré ses homélies — de l'entraver. Les béatifications massives auxquelles a procédé le pape Jean-Paul II en 2 000 répondent à des fins très politiques, en particulier celles des missionnaires tués en Chine au début du XIX^e siècle par les boxers en tant que représentants des puissances coloniales qui voulaient dépecer la Chine.

Leur béatification, à l'époque de l'ouverture du marché chinois aux capitaux américains par le canal du traité avec l'Organisation mondiale du commerce — dont Truman disait dès 1947 qu'elle avait comme fin d'interdire aux gouvernements de prendre des mesures régulant le commerce dans leur propre pays —, n'a rien d'un hasard ni d'une entreprise spirituelle. Elle couvre la pénétration de marchandises et les marchandages d'un vêtement spirituel. C'est une tradition à laquelle Jean-Paul II redonne toute sa force. L'analyse de François Cadoreau l'illustre avec une grande clarté.

“Malgré les divisions entre chrétiens, l’Eglise du Christ continue à exister en plénitude, dans la seule catholique”

A la fin de l’année 2000, le pape a refermé la porte du Jubilé, marquant ainsi le terme d’une année de festivités, riche en commémorations. Ce faisant, l’Eglise dit reprendre une tradition hébraïque. Dans l’Ancien Testament, il est écrit au chapitre XXV-10 du “Lévitique” : *“Vous sanctifierez la cinquantième année, et vous publierez la liberté générale des habitants du pays, parce que c’est l’année du Jubilé.”* Le verbe latin “jubilaré” (dont l’origine hébraïque est à démontrer) exprime également une manifestation de joie en l’honneur de Dieu. C’est lui qui est employé dans la Vulgate pour le Psaume de David XLVI-I : *“Nations, frappez les mains toutes ensembles, chantez la gloire de Dieu par des cris d’une sainte allégresse.”* Les Romains traditionnels étaient très attentifs aux anniversaires, ce qui leur permettait de considérer les jours fastes et les jours néfastes selon les événements survenus. La tenue des registres était une fonction religieuse assurée par le collège des pontifes. Sous l’Empire, chaque nouveau siècle de Rome était célébré, et le millénaire le fut tout particulièrement en 247, sous le règne de Philippe l’Arabe.

La religion catholique a attendu le début du XIV^e siècle pour reprendre cette tradition à son compte. Le premier Jubilé chrétien fut décidé pour l’année

1300 par le pape Boniface VIII, surtout célèbre pour avoir été souffleté par Guillaume de Nogaret, envoyé par le roi de France Philippe le Bel en août 1303 (cet anniversaire devrait d’ailleurs être commémoré en août 2003, mais vraisemblablement sans le concours du Vatican).

Le Christ étant le fils de Dieu et Dieu lui-même par le Saint Mystère de la Sainte Trinité, c’est, bien entendu, l’anniversaire de sa naissance qui est commémoré, chaque demi-siècle et chaque siècle. Contrairement à nos médias, l’Eglise sait compter jusqu’à dix, cent, et mille. Par conséquent, elle ne confond pas l’entrée dans la centième ou la millième année qui termine un siècle ou un millénaire avec l’entrée dans le siècle ou le millénaire suivant. Néanmoins, cette précision arithmétique ne doit pas faire oublier que sa donnée de base est viciée. En effet, le moine Denys-le-petit, qui fit le calcul d’équivalence au début du VI^e siècle pour remplacer les décomptes traditionnels depuis la fondation de Rome ou en Olympiade (le décompte se fait par année dans un cycle de quatre ans qui est comptabilisé) s’est tout simplement trompé de quatre ans (comme il était grec, on peut penser que l’erreur de décompte de quatre ans correspond au cycle d’une Olympiade). La lecture des Evangiles est sans ambiguïté, le Christ

est né l'année de la mort du roi Hérode le Grand. Or celui-ci est mort quatre ans avant l'ère chrétienne. De même, Pilate n'était plus gouverneur de Judée depuis trois ans en l'an 33 de l'ère chrétienne, année théorique de la mort du Christ.

L'Eglise romaine et le Jubilé

On ne va pas ici se lancer dans une discussion sur l'interprétation de la phrase (16/18) de l'Évangile selon saint Matthieu qui fonde les prétentions de l'évêque de Rome à une primauté sur le monde chrétien. Tout au plus peut-on rappeler les doutes des Eglises d'Orient, qui reconnaissent tout au plus en Pierre le "vicaire du Christ", plus que le fondateur mythique de l'évêché de Rome. Selon une remarque humoristique, les premiers successeurs de Pierre dont les noms font penser à une comptine d'enfants : Lin, Clet, Anaclet, Clément, etc, seraient des "papes de calendrier", tous saints, tous douteux. L'Eglise romaine n'est pas la seule institution religieuse à s'inventer une antériorité de racines. En Chine, au XVII^e siècle, quand fut imaginée dans la province du Tibet la création de l'institution des dalaï-lamas, pour faciliter la gestion des questions religieuses par la dynastie mandchoue, il fut décidé que le premier dalaï-lama serait le cinquième. Cela permettait de donner de la profondeur au système. Les quatre premiers, rétroactifs en quelque sorte, furent choisis parmi des moines ayant vécu particulièrement vieux, ce qui a permis de remonter trois siècles (autant que les dix suivants jusqu'à nos jours). Mais force est de constater que Bouddha serait quand même resté dix-huit siècles sans se réincarner, alors que nos papes de calendrier permettent à l'Eglise romaine d'afficher une continuité parfaite depuis Pierre.

En réalité, la capitale de l'Empire romain est longtemps restée une ville attachée à la religion traditionnelle ; elle fut donc christianisée tardivement, la der-

nière des grandes villes de l'Empire. Quand des communautés chrétiennes commencent à s'organiser à Rome, leur évêque reste longtemps un évêque parmi les autres. C'est seulement à la fin du IV^e siècle que les prétentions de l'évêque de Rome commencent à s'affirmer, avec Damase (saint, comme l'immense majorité des évêques de l'époque), pour se confirmer, et être confirmées par l'empereur Valentinien III au bénéfice de l'évêque Léon, premier de la série, de ce fait "saint" et "Grand". L'Eglise fait grand cas de la loi du 8 juillet 445, par laquelle l'empereur conférerait un pouvoir arbitral de l'évêque de Rome sur l'ensemble du monde chrétien. En fait, cette loi est une loi de circonstance, qui a pour but de régler une querelle de goupillons, sinon de crosses, en Gaule. Le principal but de cette loi est en fait, pour l'empereur, de désavouer Aetius, le chef de ses armées, qui en faisait un peu trop à son impérial point de vue.

Une année de Jubilé est marquée chez les chrétiens par une indulgence plénière que l'Eglise accorde, invoquant un pouvoir que le Christ lui aurait donné (Matthieu, 16/19 et seconde épître de Paul aux Corinthiens, II-10). Le commerce des indulgences fut au Moyen Age une activité fort lucrative, dont les excès provoquèrent la réaction qui conduisit à la Réforme.

Les années de Jubilé sont également utilisées pour procéder à des canonisations ; c'est naturellement le cas pour l'année jubilaire en cours, qui a permis à Jean-Paul II de se livrer à son exercice favori, la canonisation de masse.

Les "saints" du Jubilé de l'an 2000 : deux papes en tandem

Pour commencer, il a été procédé à la béatification en tandem de deux papes, le comte Jean-Marie Mastai-Ferretti et Ange-Joseph Roncalli, Pie IX et Jean XXIII.

Le premier, titulaire du plus long pontificat de l'histoire, trente-deux longues années de 1846 à 1878, a une solide réputation de réactionnaire, assaisonnée d'une pointe d'antisémitisme. Le rappel de la monstrueuse affaire Mortara, du nom de ce malheureux enfant juif arraché à sa famille, au motif qu'une employée de ses parents l'avait clandestinement baptisé alors qu'il était malade, n'a pas infléchi la position du Vatican. Au contraire, il y a vu une sorte de défi, au moment où il s'agissait d'honorer l'inventeur du dogme de l'infailibilité pontificale, dont on pourrait presque regretter qu'il n'ait pas existé quelques siècles plus tôt, pour donner leur plein effet aux règnes de quelques papes pleins de fantaisies à l'égard du dogme.

Jean XXIII bénéficie en revanche d'une réputation plus flatteuse. Les béatifier en tandem est une façon habile de faire croire aux naïfs que Jean XXIII est là pour faire passer Pie IX.

Une sorte d'opposition entre deux papes à la réputation contrastée est ainsi subtilement accréditée. La vérité est probablement plus subtile. En effet, il n'est pas si sûr que Jean XXIII ait été ce personnage simplement débonnaire que l'on se plaît à décrire. Dans l'histoire de l'Église moderne, l'alternance entre papes libéraux et papes réactionnaires est une vue de l'esprit. Réactionnaires, ils le sont tous. La seule alternance (assez bien vérifiée sur deux siècles) est celle des papes maigres et des papes gros. Or, gros, Pie IX et Jean XXIII le sont tous les deux.

Le concile Vatican II a soulevé bien des espoirs chez des naïfs qui n'ont pas voulu entendre Wojtila siffler avec insistance la fin de la récréation, brutalement confirmée début septembre par Ratzinger (*"Malgré les divisions entre chrétiens, l'Église du Christ continue à exister en plénitude, dans la seule catholique"*), au grand désarroi des gogos de l'*"œcuménisme"*.

Mais Vatican II ne comporte aucune remise en cause de Vatican I et de son absolutisme dogmatique.

Or, si l'on veut bien ne pas rester sur une image savamment entretenue, l'exa-

men du passé de Jean XXIII, quand il était encore Roncalli, est révélateur, notamment pendant cette période où l'Église s'est comportée en allié objectif de l'Italie fasciste pendant la Seconde Guerre mondiale. Les hostilités le trouvent nonce en Turquie et en Grèce. Manifestement, il ne se plaît pas à Athènes et réside fréquemment à Istanbul, où il retrouve pour d'agréables dîners l'ambassadeur allemand, qui, lui, ne se plaît pas à Ankara, cet excellent démocrate-chrétien, marchepied de Hitler, le si charmant et si bien élevé von Pape.

Au début du printemps de 1941, au moment de l'attaque italienne qui échoue piteusement, sa qualité de ressortissant italien lui vaut d'être expulsé de Grèce. Quand, en juin 1941, il revient triomphalement à Athènes dans les fourgons de l'armée italienne, sur les talons du vainqueur allemand, même le chargé d'affaires de Vichy à Athènes est choqué : *"Ce cauteleux prélat, qui tendait à confondre les intérêts de la papauté avec ceux de sa patrie, n'avait jusqu'à l'agression fait ici que des séjours intermittents, quasi clandestins... Il n'aimait pas les Grecs. Il les méprisait, eux et le clergé orthodoxe, et le disait trop volontiers... Ce petit peuple schismatique, qui, dans ses malheurs actuels, n'a que ce qu'il mérite, doit être mis au pas par la grande nation voisine, porte-drapeau de la civilisation et de la chrétienté... On l'a vu — c'est dangereux pour l'avenir — compromettre sa soutane violette dans les voitures militaires sur les boulevards de la capitale, celle du général Geloso, commandant en chef."* Cette citation est un peu longue, mais dit l'essentiel (1).

A la fin de la guerre, une mutation opportune à Paris permit à Roncalli et à ses rondeurs souriantes et hypocrites de faire oublier son prédécesseur Valerio Valeri, qui avait fait en France ce qu'il avait fait en Grèce. Son comportement ne fut néanmoins pas toujours net. Il fit

(1) Rendons hommage au courage du rédacteur de cette dépêche, citée dans le magistral ouvrage de M^{me} Lacroix-Riz, *Le Vatican et le Reich, trente ans de relations diplomatiques*, éditions Armand Colin.

preuve d'une grande sollicitude pour les prisonniers allemands.

Les "martyrs" chinois

La béatification, quelques jours après le tandem de papes, d'un train de cent vingt prétendus martyrs chinois a finalement fait couler moins d'encre en France, mais a heurté le gouvernement de ce grand pays. Depuis le XVI^e siècle, la Chine est un rêve de missionnaire européen. D'un point de vue romanesque, l'épopée des jésuites, introduits d'abord à la cour des empereurs Ming, puis auprès des empereurs mandchous, est passionnante. D'ailleurs, l'histoire se termine mal, d'abord du fait de l'attitude rigide, sinon bornée, de Rome, qui désavoue les jésuites. Les empereurs de Chine n'étaient pas dupes. Le grand Kang-Hsi déclarait avec beaucoup de finesse : *"Les jésuites, je les accepte à ma cour parce qu'ils savent fondre les canons, construire des horloges, avoir des connaissances en astronomie qui me servent en astrologie, mais à la condition qu'ils ne me parlent pas de leur religion."* Son fils, Yong-Shen (1723-1736), par sécurité, va simplement les expulser. Il ne s'agit pas ici de réécrire quatre siècles de tentatives missionnaires en Chine, depuis que les premiers jésuites ont débarqué à Macao au XVI^e siècle, mais quelques points méritent d'être rappelés à propos de ce train de béatifications.

Tout d'abord, cette étrange manie du pape actuel de béatifier à tout va pour proposer à ses fidèles, en vingt ans de pontificat, bientôt autant de saints que ses quelque deux cent quarante prédécesseurs réunis. En l'occurrence, il s'agit de chrétiens effectivement tués au Shaan Xi en 1900, au moment de la révolte des boxers ("boxeurs"), réaction violente d'un peuple pacifique poussé à bout par l'arrogance des Européens en général — et, il faut le rappeler, la présence à Beijing (Pékin) d'un diplomate allemand, von Ketteler, caricature de Guillaume II pour son arrogance, dont le comportement avait poussé à bout une foule qui,

excédée, l'a massacré. On est donc en présence d'un soulèvement nationaliste, d'un épisode de la longue guerre de libération que le peuple chinois a dû conduire.

Les chrétiens n'ont donc pas été tués en tant que chrétiens, mais en tant qu'étrangers ou valets des étrangers, traduisant leur asservissement par une adhésion à la religion du colonisateur. Sur cette affaire, trois remarques dérivées. La première, c'est qu'en biaisant le motif de leur mort — les prétendus martyrs ne sont pas morts en témoignage de leur foi —, le Vatican tente a posteriori de justifier les agressions dont la Chine a été victime de la part des puissances européennes au XIX^e siècle. La deuxième, c'est que les victimes chrétiennes étaient majoritairement protestantes, et le Vatican n'a pas un mot pour les adeptes de cette religion secondaire. Et la troisième, c'est que, dans sa politique systématique et séculaire de gestion des anniversaires, l'Eglise choisit la centième année pour se manifester.

Par une autre fâcheuse fausse coïncidence l'Eglise a choisi le dimanche 1^{er} octobre, jour de la fête nationale chinoise, cinquante et unième anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, pour annoncer ses béatifications. Après protestation du gouvernement chinois, il fut dit que c'était une coïncidence, mais que le 1^{er} octobre est le jour de sainte Thérèse, patronne des missions. C'est jouer adroitement avec les dates. Au cours du mois d'octobre, deux Thérèse figurent sur le calendrier. Le 15 octobre est consacré à Thérèse Sanchez de Cepeda y Rhamada (1515-1582), aristocrate espagnole connue sous le nom de Thérèse d'Avila, réputée par sa capacité de lévitation, tels certains lamas tibétains. Ce n'est pas celle qui nous intéresse. La bonne, qui se fête le 3 octobre, mais pas le 1^{er}, est Thérèse Martin (1873-1892), dite de Lisieux, ville de Normandie d'où elle n'est jamais sortie. Depuis le couvent, où elle s'était enfermée très jeune, elle aurait entretenu des correspondances avec des missionnaires qui suivaient l'armée française partie à la "conquête" de l'Indochine ; une sorte de marraine de guerre, ce qui lui avait valu, sous le très réactionnaire Pie X, d'être

proclamée "*protectrice des missions*". La référence à Thérèse de Lisieux est donc très connotée historiquement, c'est l'alliance de la canonnière et du goupillon !

C'est pourtant par cette approximation de date que l'Église essaie de retomber sur ses pieds et de faire oublier que sa pratique systématique est de polluer les commémorations d'autrui. Elle n'a pas hésité à le faire au détriment de la France en 1996, année où le pape a suscité de vives réactions d'une partie de l'opinion publique en venant commémorer le baptême de Clovis, à Reims, ville du sacre des rois de France, le 20 septembre. Ce jour est en effet l'anniversaire non pas de ce baptême, dont la date n'est pas exactement connue, même si elle est traditionnellement située alentour de Noël, mais de la bataille de Valmy, coup d'arrêt à l'invasion germanique suscitée par la trahison de Louis XVI, en 1792, coup d'arrêt qui sauva la Révolution et permit le lendemain la proclamation de la République. Il faut d'ailleurs dire que le gouvernement français a réagi à cet incursion papale avec une inquiétante mollesse.

L'année d'après, le pape revenait en France sous le prétexte de "Journées mondiales de la jeunesse", au moment exact de l'anniversaire du massacre de la Saint Barthélemy, tentative de massacre généralisé des protestants de France, commandité par le pape Grégoire XIII, et qui fit plusieurs dizaines de milliers de morts, le 24 août 1572.

Enfin, l'an dernier, le Vatican fit célébrer une messe expiatoire dans la cathédrale de Valence, au motif que, deux siècles plus tôt, le pape Pie VI y était décédé alors que la République l'y avait assigné à résidence. Le préfet crut même devoir participer à cette cérémonie, croyant peut-être, avec cette naïveté inculte si caractéristique de certaines élites administratives, qu'il s'agissait d'une simple manifestation folklorique au décorum de laquelle son uniforme ne pouvait qu'utilement contribuer.

L'examen des relations du Vatican avec la Chine au cours du siècle écoulé nous réserve d'autres épisodes peu

connus, mais significatifs. Au moment où le Japon avait commencé à masquer son agression contre la Chine par la création, en septembre 1932, de l'Etat fantoche du Mandchu Guo, cet Etat ne fut pas reconnu par la communauté internationale. Les seuls pays à y avoir une représentation diplomatique furent, outre le Japon, l'Allemagne hitlérienne, l'Italie de Mussolini, le gouvernement "libre" indien de Subhas Chandra Bhowe, la Birmanie, la Thaïlande, le Costa Rica, le Salvador et... le Vatican (2), qui y créa une nonciature !

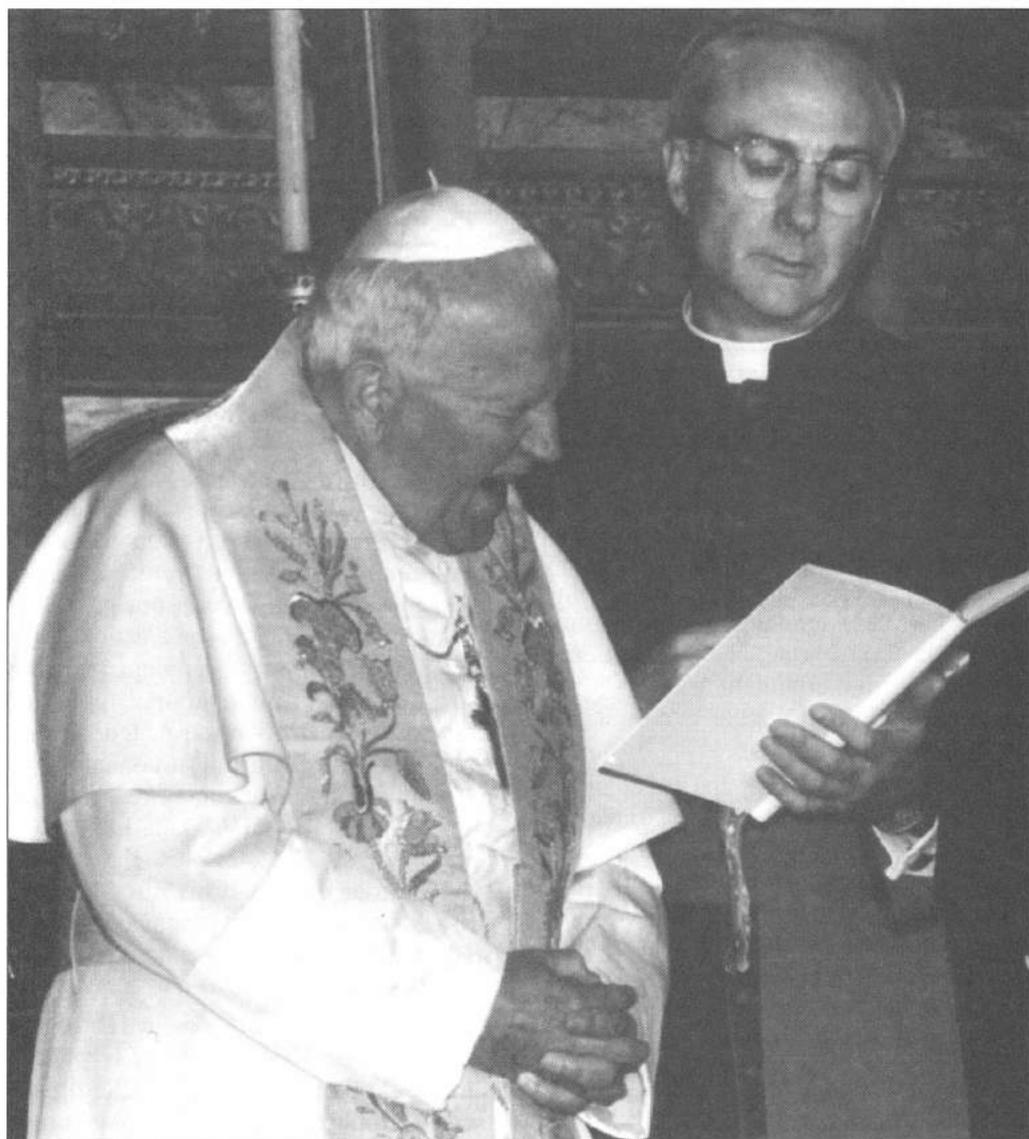
Une autre péripétie à la limite du cocasse concerne la période de quelques mois, où, entre le départ des troupes du Kouo-min-tang et l'arrivée de l'Armée nationale de libération, les autorités locales, c'est-à-dire le dalaï-lama, alors âgé de quinze ans et formé par le waffen SS Harer (3), agirent sans contrôle du gouvernement central chinois et firent massacrer trois missionnaires suisses qui passaient par là. Au lendemain de son élection, Wojtila, alias Jean-Paul II, voulant marquer son intérêt, déjà obsessionnel, pour les missions, fit béatifier nos trois touristes en soutane. Depuis, il a fait la connaissance du commanditaire des meurtres, je veux dire sa Sainteté le XIV^e Dalaï-Lama. Les deux théocrates se sont plus. Il y a donc gros à parier que nos trois missionnaires suisses seront définitivement oubliés au stade de Bienheureux, et n'accéderont jamais à la sainteté.

Finalement, dans ses attributions "païennes" de Grand Pontife, le pape a su faire de l'année 2000 une belle opération de propagande et de manipulation. Il a su également rappeler, par les déclarations de l'avatar contemporain du Grand Inquisiteur, le "préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi", Ratzinger, que l'Église romaine ne cédait ni ne renonçait jamais, et ne faisait rien au hasard.

François Cadoreau

(2) Edward Behr : *Pu Yi, le dernier empereur*.

(3) Voir attentivement le film *Sept ans au Tibet*, de Jean-Jacques Annaud, lequel, comme tout film de propagande, est rempli d'aveux involontaires.



Pages oubliées

Dans son autobiographie, Herbert George Wells (1866-1946) écrit : *“Je suis monté du milieu des pauvres dans un état de révolte incendiaire, blasphématoire.”* C’est sans doute en effet son enfance assez misérable qui poussera H. G. Wells à s’engager plus tard aux côtés du Labour Party et à s’affirmer socialiste. L’un de ses premiers romans, *Quand le dormeur s’éveillera*, pose, dans un récit de science-fiction, le problème de l’oppression de la classe ouvrière, de sa révolte et du dévoiement de la révolution victorieuse. C’est cet engagement auprès du Labour Party qui pousse Wells à écrire une petite brochure de propagande pour le socialisme, *La Misère des souliers*, dont nous extrayons la dernière partie. Sa notoriété mondiale poussera Wells à rendre visite à quelques grands de ce monde. En 1934, il rencontre Staline pendant trois heures au Kremlin. Il en ressort en déclarant : *“Je n’ai jamais rencontré un homme plus candide, plus honnête et plus juste ; c’est à ces qualités et non à rien d’occulte ou de sinistre qu’il doit son ascendant immense et indiscutable sur les peuples de Russie.”*

“L’idée simple et essentielle du socialisme est l’abolition de la propriété privée”

ENTENDONS-NOUS bien sur un point : socialisme signifie révolution, changement dans la trame de la vie quotidienne. Le changement peut être très graduel, mais sera très complet. Vous ne pouvez pas changer le monde, et en même temps ne pas le changer. Vous trouverez des demi-socialistes, ou du moins des gens qui se disent socialistes, qui disent que non, et qui vous jurent que quelque bizarre petit trafic à propos du gaz municipal et de l’eau, c’est le socialisme, et que des arrangements conclus dans les couloirs de la Chambre entre conservateurs et libéraux sont le moyen d’ouvrir l’ère de salut. Autant appeler le lustre à gaz au plafond d’une salle de conférence la gloire de Dieu dans le ciel !

Le socialisme veut changer, non seulement les souliers que les gens ont aux pieds, mais les habits qu’ils portent, les maisons qu’ils habitent, le travail qu’ils font, l’éducation qu’ils reçoivent, leurs places, leurs honneurs et tout ce qu’ils possèdent. Le socialisme veut faire un nouveau monde de l’ancien. Il ne peut être institué que par la résolution déclarée, intelligente et courageuse d’une grande multitude d’hommes et de femmes. Il vous faut voir clairement que le socialisme signifie un changement complet, une rupture avec l’histoire, avec beaucoup de choses pittoresques ;

des classes entières disparaîtront. Le monde sera profondément autre, avec d’autres maisons et d’autres gens. Tous les métiers, toutes les industries seront changées, la médecine sera pratiquée dans d’autres conditions ; les professions de l’ingénieur, du savant, de l’acteur, du prêtre, les écoles, les hôtels auront à subir un changement interne aussi complet que celui d’une chenille qui devient papillon.

Si cela vous fait peur, il vaut mieux que ce soit maintenant que plus tard. Il faut que le système entier soit changé si nous voulons en finir avec ces horribles misères qui rendent notre état présent détestable à tout homme et à toute femme doués d’intelligence. C’est cela, et pas le moins, le but de tous les socialistes sincères, l’établissement d’une organisation sociale nouvelle et meilleure, par l’abolition de la propriété privée du sol, des produits naturels et de leur exploitation, un changement aussi profond que l’abolition de la propriété privée des esclaves l’aurait été pour l’ancienne Rome ou l’ancienne Athènes. Si vous demandez moins que cela, si vous n’êtes pas prêt à lutter pour cela, vous n’êtes pas vraiment socialiste. Si vous avez peur de cela, alors il faut vous décider à accommoder notre vie à une sorte de bonheur personnel et égoïste avec les choses comme elles sont, et conclure avec mon autre

ami qu'il n'y a pas à réfléchir sur les souliers.

Il est bon d'insister sur une idée dominante. Le socialisme est un projet pratique et de sens commun, pour changer notre opinion conventionnelle sur ce qui est ou n'est pas propriété, et pour réorganiser le monde selon ces conceptions révisées. Un certain nombre de gens intelligents, trouvant que c'est trop clair et trop direct, se sont efforcés de l'exposer d'une façon magnifique et obscure ; ils vous diront que la base du socialisme est la philosophie de Hegel, ou qu'il repose sur une théorie de la rente, ou qu'il y a quelque chose à faire avec une espèce de loup-garou qu'on appelle le Surhomme, et toutes sortes de choses brillantes, absurdes, mal plaisantes.

Pour ce qui est du peuple anglais, il semble que la théorie du socialisme soit montée dans les nuages, et sa pratique descendue dans les égouts, et il est bon d'avertir les gens qui s'informent que ni les formules d'en haut, ni la besogne d'en bas ne sont autre chose que des accompagnements accidentels du socialisme. Le socialisme est une très grande entreprise, mais simple, claire, humaine ; ses fins ne seront pas atteintes par le bel esprit ni l'habileté, mais par la résolution claire, l'abnégation, l'enthousiasme et la collaboration loyale de grandes masses de gens.

La grande chose est par conséquent de faire sortir ces grandes masses de la confusion intellectuelle et de l'indécision d'aujourd'hui. Supposons que vous vous sentiez en sympathie avec ce tract, et que, comme mon second ami, vous trouviez que le pénible dénuement, la misère lourde d'une forte part des hommes dans notre monde rendent presque intolérable la vie dans les conditions présentes, et que c'est dans le sens du socialisme qu'est le seul espoir d'un remède sérieux. Qu'avons-nous à faire ? Evidemment, donner le meilleur de nos forces à faire des autres des socialistes ; nous organiser nous-mêmes avec les autres socialistes, sans nous arrêter à des questions de classes ou à de minces détails de doctrine ; nous faire entendre, nous faire voir, comme des socialistes

effectifs, où et quand nous pourrons le faire.

Nous avons à penser au socialisme, à lire, à discuter à son sujet. Nous avons à confesser notre foi ouvertement et fréquemment. Nous devons refuser d'être appelés libéraux ou conservateurs, républicains ou démocrates, ou toute autre de ces appellations ambiguës. Partout, nous devons créer et joindre une organisation socialiste, un club, un groupe, quoi que ce soit, de façon à pouvoir "compter". Pour nous, comme pour les premiers chrétiens, prêcher notre évangile est notre espoir suprême. Jusqu'à ce que les socialistes puissent être comptés, et par millions, il n'y aura pas grand-chose de fait. Quand ils seront là, un monde nouveau sera nôtre.

Avant tout, si j'avais un conseil à donner à un camarade socialiste, je lui dirais : *"Attachez-vous à l'idée simple et essentielle du socialisme, qui est l'abolition de la propriété privée en toute autre chose que ce qu'un homme a gagné ou fabriqué. Ne compliquez pas votre cause par des systèmes. Et gardez présent à votre esprit, si possible, quelque espèce de talisman qui vous ramène à cet évangile essentiel, en dehors du trouble et des luttes que suscitent les discussions quotidiennes."*

Pour ma part, je prends, comme je l'ai dit au début, un intérêt spécial aux chaussures, et voici mon talisman : l'image d'une petite fille de 10 à 11 ans, mal nourrie, mais plutôt jolie, malpropre, et les mains durcies par les ouvrages rudes, son pauvre corps gracieux d'enfant dans de mauvais haillons, et aux pieds de gros souliers usés qui la blessent. Et je pense en particulier à ses pauvres chevilles maigres et à ses pieds qui traînent, et tous ces fantômes de possédants et d'actionnaires dont j'ai parlé accompagnent son martyr, tels que des sangsues attachées à ses pieds.

Je veux voir changer dans le monde quelque chose qui fait cela, et je ne me soucie guère de ce qui me barrera la route. Et vous ?

H. G. Wells

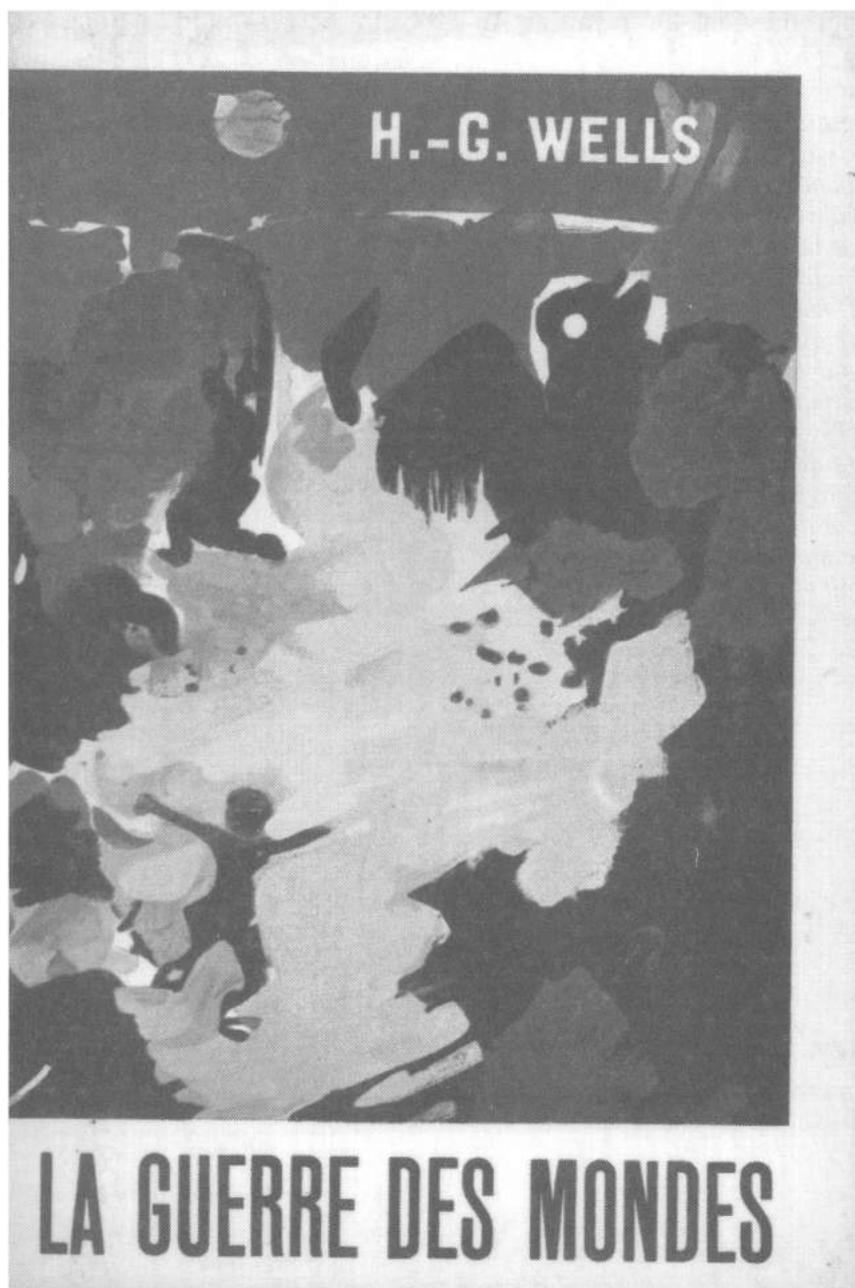
VOICI un petit fait brutal pour illustrer ce que je dis. C'est un extrait d'une lettre d'un ouvrier à mon ami, M. Chiozza Money, un des écrivains les mieux informés des questions du travail en Angleterre :

“Je suis cheminot, et travaille régulièrement à 30 s/ par semaine (36 francs). Je suis l'heureux (?) père de six enfants bien portants. L'année dernière, j'ai acheté vingt paires de souliers. Cette année, jusqu'à ce jour, j'en ai acheté dix paires, pour deux livres (50 francs) ; et pourtant, ma femme et cinq des enfants n'en ont qu'une paire. J'en ai deux paires, qui toutes deux prennent l'eau, mais je ne vois pas à présent l'occasion d'en acheter de neufs. Je dois dire d'ailleurs que ma femme est une excellente ménagère, et que je suis moi-même un homme des plus sobres. Tant et tant, que si le superflu que je dépense en une année était mis de côté, je n'aurais pas de quoi m'acheter une paire de chaussures avec. Mais voici ce que je voulais dire. En

1903, mon salaire était de 25 s/l d. par semaine (30,60 francs), et j'avais alors les six enfants. Mon voisin de palier faisait et raccommodait des chaussures. Il vint à manquer d'ouvrage, et cela dura des mois. Pendant ce temps, bien entendu, les souliers de mes enfants avaient besoin de réparations, et il me fallait faire des raccommodages tels quels. Un jour, je pensai que j'étais en train de raccommoder des chaussures d'un côté du mur, et que mon voisin manquait d'ouvrage de l'autre côté, et aurait eu besoin de l'ouvrage que j'étais contraint de faire moi-même.”

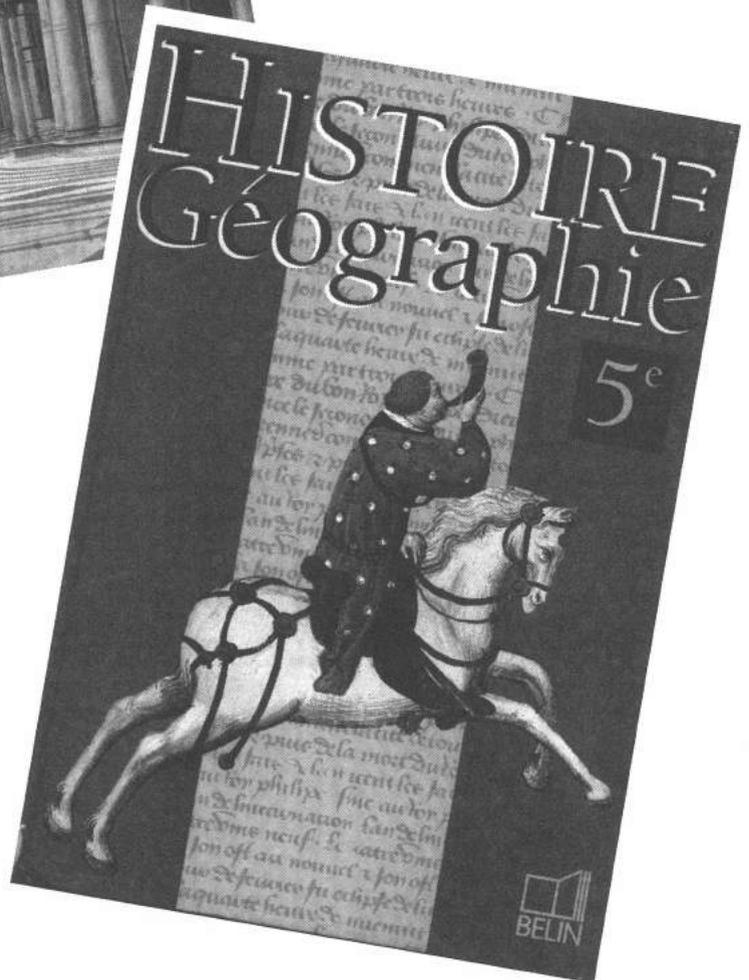
Le mur était une organisation commerciale de la société basée sur la propriété individuelle du sol et des productions naturelles. Ces deux hommes étaient forcés de travailler pour des propriétaires, ou pas du tout. La nourriture d'abord, plus le loyer, et les souliers, si vous pouvez, quand tous les propriétaires sont payés...

H. G. W.



**L'histoire
telle qu'on l'enseigne
à nos élèves (II)**

(Odile Dauphin)



L'histoire dans les nouveaux manuels

La chrétienté au Moyen Âge : une vision idéalisée par les manuels de 5^e

Ils insistent tous, et à juste titre, sur l'importance de la religion et du clergé dans la vie de l'Occident au Moyen Âge, sur *"le blanc manteau d'églises"* romanes, et *"le temps des cathédrales"*, le renouveau monastique et l'*"expansion"* de la chrétienté.

Dans le détail, qu'apprend-on de la place et du rôle du clergé ?

Il reçoit certes un impôt, mais *"en échange, il rend des services à la société (...)* s'occupe de la religion (...), de l'enseignement (dont il a le monopole et qu'il contrôle étroitement, mais cela n'est pas précisé), *tient des hôpitaux (...)* et il cherche à adoucir les mœurs" ; suivent sept lignes sur l'action de l'Eglise pour *"mettre un frein à la violence"*, et c'est comme à regret que Hatier termine cette belle page par : *"Mais le clergé pousse aussi les fidèles à combattre les musulmans et les hérétiques."* Pour Belin, il *"organise..."* (cf. plus haut), sans oublier le droit d'asile... Dans le Hachette, on peut lire que *"l'Eglise paroissiale est un lieu de rencontre (...), les*

chefs de famille y parlent des questions communes, comme par exemple la dîme...", et, plus loin, le clergé est *"très présent dans la vie quotidienne des laïcs et il les aide à assurer leur salut"*.

Vision conforme à celle d'Adalbéron, archevêque de Metz au XI^e siècle : la *"famille du Seigneur"* est divisée en *"trois classes"* : les *"Bellatores"* (qui combattent et protègent tous les enfants de Dieu), les *"Oratores"* (qui prient et sont chargés du salut de toutes les âmes) et les *"Laboratores"* (qui travaillent, et c'est bien le moins, doivent assurer la subsistance de ceux qui les protègent et de ceux qui leur ouvrent les portes du paradis). Ainsi, *"toutes trois se soulagent l'une l'autre"*.

Les manifestations de piété sont parfois touchantes. Dans le Belin, les habitants de la ville et du diocèse, dont la cathédrale gothique *"fait la fierté"*, *"se rassemblent sur le parvis, devant le porche, pour assister aux représentations théâtrales, les mystères des scènes de l'Evangile"*. Et dans le résumé : *"Le sentiment d'appartenir à une même communauté chrétienne unit les peuples d'Europe."* Dans le Hachette : *"Les hommes prient particulièrement la Vierge Marie, la mère de Jésus."*

Histoire ou catéchisme ?

En parcourant les index des mots à retenir à la fin des manuels, on trouve : *"séminaire, se confesser, purgatoire,*

blasphème, catéchisme, communier, intercesseur, bulle, péché... : face à l'appauvrissement général des connaissances, quel souci du détail (pour la religion catholique) !

Dans Hachette, à propos d'un texte : "Un miracle raconté au XII^e siècle", les élèves sont invités à répondre à la question : "Pourquoi la Vierge peut-elle être efficace quand on la prie ?" Nathan, à propos de la "Vie de Saint Louis", demande aux élèves : « Qu'est-ce qu'un péché ? Pourquoi les chrétiens du XIII^e siècle craignent-ils les "péchés mortels" ? » Puis : "Pourquoi jeûne-t-on le vendredi au Moyen Age ?"

Les élèves apprennent aussi (en légende d'une carte de l'Eglise d'Occident du XIII^e siècle) qu'on disait la messe en latin. Ou que les abbés de Cluny organisaient de belles cérémonies, etc.

Puisque la plupart des élèves ne vont plus au catéchisme, il faut faire, sous couvert d'histoire, de l'instruction religieuse à l'école. Il en restera toujours quelque chose.

Pourquoi noircir un aussi beau tableau ?

La présentation la plus claire **sur des aspects plus prosaïques** (la richesse de l'Eglise, les abbayes propriétaires d'immenses seigneuries, le pouvoir du clergé et de la papauté) est celle de Nathan. Dans les autres manuels, on peut seulement lire (et comment comprendre ?) : "les abbayes sont devenues de puissants propriétaires" (Belin), le "trafic des évêchés et des monastères" (Bordas) et la "grande puissance économique" du clergé (Magnard) ; quant au Hachette et au Hatier, rien. Le **comportement pas toujours très religieux des hommes d'Eglise** n'est évoqué que par le Bordas, qui expose ensuite les grandes lignes de la réforme grégorienne. Donc, quelques mots, rarement quelques lignes, au passage, en général peu explicites, et encore pas dans tous les manuels.

Qu'il y ait eu **quelques "dérapages", quelques excès**, faut-il surcharger les élèves de mauvais souvenirs ? L'inspec-

teur général d'histoire-géographie Rioux, interrogé par Maurice Maschino à propos de la place de la guerre d'Algérie dans l'enseignement (article du *Monde diplomatique*, février 2001), répondait : "Nous n'attirons pas assez l'attention des élèves sur ce qu'a été le développement des médias ou le développement des sciences et des techniques. Je ne suis pas sûr qu'on prépare bien les jeunes à comprendre des révolutions du type Internet. Et puis, il y a d'autres échéances civiques : l'Europe, par exemple. C'est aussi important qu'un long épilogue sur la guerre d'Algérie." Et si, pour l'inspecteur général J.-L. Nembrini, les élèves ne doivent pas être "les otages du devoir de mémoire", à propos de la torture en Algérie, ne faut-il pas jeter un voile pudique sur la poussiéreuse Inquisition et les réalités de "l'expansion du christianisme" ?

Tous les manuels utilisent le mot "hérétiques" et la grande majorité abandonne la notion d'"excommunication" : "leur désobéir (aux hommes d'Eglise), c'est risquer l'excommunication" (Belin), "le pape et les évêques (...) peuvent punir les mauvais chrétiens en utilisant l'excommunication, qui (leur) ferme les portes du Paradis" (Hatier), "les hérétiques (...) sont excommuniés et parfois combattus" (comment ?) (Magnard).

Quant à l'**Inquisition**, seuls Hatier et Bordas en parlent et illustrent leurs propos d'une miniature montrant les hérétiques sur le bûcher. Sur les 14 manuels étudiés (échelonnés de 1978 à 1995, toutes maisons d'édition confondues), 12 comportaient des documents : témoignages obtenus sous la torture, le bûcher, les procès pour "sorcellerie" (il n'y a pas que Jeanne d'Arc qui ait été brûlée sur cette accusation). La Constitution contre les hérétiques publiée par le pape Grégoire IX en 1231, l'année où apparaît le mot "inquisiteur", précise les modalités du "questionnement" des hérétiques, les sanctions. A noter que même les défunts pouvaient être jugés par l'Inquisition ; cela faisait toujours un effet de voir leur cadavre ou ossements promenés dans les rues avant d'être jugés, puis brûlés (il ne fallait pas que leur corps puisse ressusciter au jour du Jugement dernier et il fal-

lait que la purification soit totale). Les héritiers pouvaient défendre les condamnés défunts, puisque leurs biens étaient menacés de saisie.

Il est vrai que c'est morbide ! Pourquoi faudrait-il parler encore de l'exclusion des lépreux des églises et du **sort des Juifs** : Hatier est le dernier manuel à évoquer les persécutions dont ils ont été victimes à partir du XIII^e siècle, obligés "à se regrouper et à porter des insignes (...), un bonnet pointu, une roue d'étoffe (jaune) cousue sur le vêtement..."

Le sort des Albigeois ou Cathares, si nombreux au sud de la France (brûlés vifs à Montségur, sur les bûchers, massacrés à Béziers — il y aurait eu 20 000 morts...), est à peine rappelé aujourd'hui dans trois manuels.

Quant au sort des "païens" des rives de la Baltique et de l'action des "ordres militaires", c'est Hatier qui en parle le mieux, les autres manuels emploient des euphémismes : "les chevaliers teutoniques étendent la chrétienté..." (Magnard), les "progrès durables de l'Église d'Occident aux XII^e et XIII^e siècles" (Hachette). Mais, après tout, puisqu'il ne faut pas viser à l'encyclopédisme, peut-être suffirait-il de présenter correctement aux élèves les croisades contre les musulmans en Espagne et en Orient.

Les croisades, quelle réalité ?

"Le succès des ordres religieux et des croisades témoigne de leur (les habitants de l'Europe) foi" (Hachette), "(...) le pape invite la chrétienté à évangéliser les pays païens et à partir en croisade pour reconquérir les régions occupées par l'islam" (Belin), car, bien sûr, le moteur des croisades est la piété, le désir d'obtenir le pardon de ses péchés, de "délivrer la Terre sainte occupée par les Turcs convertis à l'islam" (Belin), "défendre les Lieux saints contre les infidèles musulmans" (Bordas), alors que les Turcs n'avaient, pas plus que les Arabes avant eux, empêché le pèlerinage des chrétiens à Jérusalem. Des autres causes, Hatier est le seul manuel à évoquer "le désir des croisés de faire fortune".

Rien sur le désir d'aventure, d'en découdre avec les infidèles, de la fascination pour l'Orient et son luxe, de la soif de terre des cadets, de l'entreprise réelle et durable de colonisation en Terre sainte. Rien de la volonté politique du pape (qui exerce une autorité directe sur les ordres de moines-soldats) de souder le monde féodal chrétien derrière lui, d'affirmer la supériorité de son pouvoir sur celui des souverains, sa théocratie à la tête de la "Respublica Christiana".

Ce bel élan de foi est seulement nuancé dans la moitié des manuels par les horreurs de la prise de Jérusalem, alors qu'auparavant tous les manuels le faisaient, par l'extrait d'un texte d'époque, comme le récit enthousiaste de Godefroy de Bouillon : "Dans le Temple (la mosquée Al Aqsa), les nôtres chevauchaient dans le sang des Sarrasins, et leurs montures en avaient jusqu'aux genoux." Les sources donnent les chiffres de 10 000 à 70 000 victimes. Il est vrai qu'il fallait faire place nette, et que Dieu ne pouvant revenir que parmi les siens, et non au milieu de ses ennemis, il était nécessaire de rétablir à Jérusalem les conditions d'une rédemption universelle future. Belin, en 1997, a préféré ne pas attrister les élèves en choisissant un texte qui parle des "messes dites et chantées devant le Saint Sépulcre", et on se demande ce que peuvent comprendre de la réalité historique les élèves quand ils lisent dans le même manuel : "Le progrès des pèlerinages a bien des explications : reconquista, croisades, conversions..."

La plupart des manuels glissent sur les deux siècles d'occupation et "d'expéditions" ; la quatrième croisade détournée, qui se termine par le pillage de Constantinople (capitale de l'Empire byzantin chrétien) par les croisés, est évoquée par quelques mots seulement, ou disparaît complètement.

Rien non plus sur les contacts plus positifs et amicaux, ni en 1995, ni en 1997 (sauf exceptionnellement la célèbre partie d'échecs sous une tente entre un croisé et un musulman). Pourtant, la grande majorité des manuels antérieurs étaient riches de documents sur le désir d'assimilation des "Poulains" (chrétiens occidentaux venus après la conquête,

pour s'installer dans les Etats latins d'Orient), les mariages avec des Arabes ou des Arméniennes chrétiennes, la déférence de Frédéric préférant négocier son entrée à Jérusalem que d'utiliser la force, les liens économiques, le témoignage d'Usama ibn Munqidh (1099-1188) sur l'hospitalité religieuse de "*ses amis Templiers*", celui de Foucher de Chartres parlant dès la deuxième moitié du XII^e siècle de cette société mêlée.

Les conséquences des croisades (rupture irréparable entre catholiques et orthodoxes, image d'un Occident agressif, aux yeux des musulmans, essor du commerce des marchands italiens) n'apparaissent plus que chez Hatier et Bordas. L'enrichissement philosophique, culturel, scientifique et technique que ce contact a engendré pour les Occidentaux, a pratiquement disparu en 1997.

Reconnaître que les Occidentaux aient pu s'enrichir intellectuellement, se policer au contact des Orientaux, et que leurs rapports aient pu, parfois, être bons, est-ce si dangereux ? L'image d'une chrétienté moins sûre d'elle-même, moins dominatrice, est-elle à proscrire ?

Rester sur un beau souvenir : histoire ou hagiographie ?

Alors que les paysans, au Moyen Age (y compris l'organisation de la seigneurie et leurs rapports avec le seigneur), n'occupent pas plus de six pages (et parfois moins) dans cinq manuels sur six, la vie de Saint Louis et celle de Jeanne d'Arc nécessitent (pour les deux), au moins quatre pages dans trois manuels, et au moins deux et demie dans les autres. Il est vrai que, si les paysans constituaient plus de 90 % de la population, leur vie était beaucoup moins édifiante que celle de ces grandes figures nationales et chrétiennes.

Magnard titre : "*Un grand roi du XIII^e siècle, Louis IX, dit Saint Louis.*" En revanche, les autres manuels titrent sur Saint Louis, et pas sur Louis IX. Seul Belin aborde encore les aspects plus politiques de son règne (réduction de l'autorité des seigneurs, renforcement

de l'unité du royaume, politique unificatrice par la monnaie). Hachette dit encore que, bien que "*roi très chrétien (...), il n'hésit(ait) pas à persécuter les non-chrétiens, les hérétiques et les juifs*" et pose clairement le problème de sa canonisation obtenue dès 1297 (vingt-sept ans après sa mort seulement) par la pression que son petit-fils, Philippe IV le Bel, a exercée sur le pape, dans le but d'accroître le pouvoir de la dynastie. Rappelons que le concile du Latran, en 1215, a donné le monopole de la canonisation au pape.

Dans les autres manuels, ce roi n'est qu'amour pour les pauvres (qu'il sert à table), les malades (dont il lave les pieds), pour le peuple de Paris (en renforçant la prévôté pour améliorer la sécurité et en abolissant "*toutes les mauvaises impositions*"), que justice (le chêne : "*Quelle phrase prouve que Saint Louis est le Justicier suprême ?*"), demande Hatier aux élèves) et paix (quand il rend au roi d'Angleterre les terres confisquées par Philippe Auguste, c'est pour en faire son vassal, mais c'est aussi "*pour mettre de l'amour entre [ses] enfants et les siens, qui sont cousins germains*" : c'est vers cette conclusion touchante que devraient conduire les questions posées aux élèves).

Hatier dit textuellement, dans le résumé, que Saint Louis est "*considéré comme le modèle des rois (...). Il a été un roi très chrétien, qui a beaucoup pratiqué la charité envers les pauvres (...). Après sa mort, il est canonisé, c'est-à-dire transformé en saint par l'Eglise.*" CQFD. Hachette pose ouvertement la question aux élèves : "*Quel document montre que Saint Louis a voulu suivre l'exemple du Christ ?*"

Et, bien sûr, cet homme pacifique est parti lui aussi délivrer le tombeau du Christ, mais la cause de cette guerre n'était-elle pas sainte ?

Pour ne prendre qu'un exemple antérieur, le Magnard de 5^e, en 1987, dans un dossier sur "*Les grands Capétiens*", présentait à part égale l'action politique de Philippe Auguste, de Louis IX et de Philippe IV le Bel. Il rappelait également que si le roi Louis IX était très pieux, il

n'en avait pas moins dit que *“les laïques, quand ils entendent mal parler de la foi chrétienne (...), doivent enfoncer (leur épée) dans le ventre du contradicteur autant qu'elle peut y entrer”*, et qu'il lui était arrivé de *“faire brûler le nez et les lèvres d'un bourgeois de Paris qui avait blasphémé”*.

Quant à Jeanne d'Arc, elle fait l'objet d'un dossier de deux pages dans la moitié des manuels. Bordas axe sa problématique sur la formation *“de l'image d'un personnage”* et Magnard pose la question du *“symbole”* qu'elle a représenté dans l'histoire (il est vrai qu'elle, elle n'a été canonisée qu'en 1920). En revanche, on peut lire aussi : *“Vers 1425, Jeanne entend les voix de saint Michel, sainte Catherine et sainte Marguerite.”* Belin n'hésite pas à écrire : *“Dans sa jeunesse, Jeanne entend des voix qui lui ordonnent de quitter son village pour chasser les Anglais hors de France”*, et de conclure : *“Elle incarne l'amour de la France.”*

Après tout, cette image pittoresque ne correspond-elle pas aux souhaits exprimés par le doyen de l'inspection générale Borne (dans la revue *Historiens Géographes*, de juin-juillet 1998) : *“Il faut expliquer que la transcendance, le sacré, ça existe, que la transcendance n'est pas forcément religieuse, que le sacré, ça peut être l'amour de la patrie”* ?

Face à un catholicisme dominant et idéalisé, les autres religions : portion congrue ou caricature

L'islam est la deuxième religion en France (4 000 000 à 5 000 000 de musulmans). Au niveau mondial aussi, elle serait la deuxième, avec 1 100 000 000 d'adeptes.

Les chrétiens seraient 1 900 000 000, dont presque 1 000 000 000 pour les catholiques. Etant donné la part accrue du fait religieux dans les nouveaux pro-

grammes, que se passe-t-il pour cette religion ? On s'aperçoit que si elle occupe proportionnellement plus de place (la moitié des pages du chapitre sur la civilisation arabo-musulmane, au lieu du tiers auparavant), sa présentation n'en gagne pas pour autant en richesse ni en nuances.

En particulier à propos de ses rapports avec les non-musulmans. Les six manuels de 5^e de 1997 parlent du *“djihad”* ou *“guerre sainte”*, en le définissant, et en citant des textes. Seul le Belin fait clairement la différence entre le *“grand djihad”* (le plus important) et le *“petit djihad”*.

Dans la plupart des manuels, jusqu'en 1995 (y compris), le pacte d'Omar (liberté de culte dans l'Empire musulman pour les juifs, chrétiens, zoroastriens et protection de leur personne et de leurs biens contre un impôt), ou des témoignages de son application, nuançait le djihad. Ce n'est plus le cas que dans deux d'entre eux en 1997. Il était parfois aussi question de certaines populations qui avaient préféré la domination musulmane, plus humaine et plus tolérante, à celle des Byzantins (les chrétiens de Homs, par exemple). Donc, aujourd'hui, apparaît le plus souvent une religion guerrière, qui contraste avec la présentation très édulcorée des croisades dans ces mêmes manuels. Pourtant, si l'on en croit les historiens Philippe Jansen, Anmliese Nef et Christophe Picard, il existait un *“écart fondamental (...) entre l'idéologie de la guerre chrétienne, qui tend vers la conquête, et celle, musulmane, héritée de l'époque ommeyyade, qui vise à dominer l'autre tout en acceptant son existence”* (*“La Méditerranée entre pays d'islam et monde latin, milieu du Xe siècle-milieu du XIIIe”*. Sedes, décembre 2000).

En seconde, Belin fait exception et a choisi de présenter seulement des documents sur les rapports non belliqueux entre chrétiens, juifs et musulmans. Pour les six autres (bien que leur exposé de l'islam soit en général très succinct), ils citent le traité d'Al Sulami ; Hatier en rajoute avec le texte du chroniqueur Ibn Qotaïba sur *“une secte musulmane vio-*

lente”, dont les membres vont s’embrocher avec enthousiasme sur les lances des Francs ; Bordas précise que le djihad ou guerre sainte est pour certains théologiens le 6^e pilier de l’islam. En revanche, sur les massacres perpétrés par les croisés en “Terre sainte” (à Jérusalem, en particulier), trois manuels seulement (sur sept) citent des textes clairs pour les décrire. Plusieurs manuels présentent aux élèves une Sicile où la tolérance et la richesse de la symbiose entre les cultures grecque, latine et arabe, sous la domination des rois normands, donc chrétiens, Roger I et Roger II, ne peut que faire rêver. Mais on oublie de préciser que dès le milieu du XII^e siècle, tous les agents de l’administration centrale ont dû se convertir au christianisme (sous peine de mort), que dès 1161 commencent les premières déportations des musulmans de Sicile, suivies par de véritables pogroms.

En ce qui concerne **la religion musulmane proprement dite, très peu de chose**. En général, mais pas toujours en seconde, une présentation très rapide du Coran, des “*cinq piliers*” et de la mosquée. Cinq des douze manuels (5^e et seconde) insistent sur les “obligations” ou “prescriptions”, on trouve parfois en seconde la définition de “charia”. Mais deux manuels seulement (Bordas en 5^e, Hatier en seconde) expliquent clairement que la religion musulmane se place dans la continuité des religions juive et chrétienne. Et aucun ne présente plus, ce que l’on trouvait parfois avant, un tableau comparatif sur le contenu des “Livres”.

En revanche, quatre des six manuels de 5^e insistent sur le **triste sort fait aux femmes** par le Coran : le voile, l’héritage égal à la moitié de celui d’un garçon, la répudiation et la polygamie masculine. Mais aucun ne précise, comme le faisait Magnard, en 1987, que le Coran ne prescrivait pas ces traitements, mais au contraire les limitait, et qu’il constituait un progrès par rapport à la situation de la femme qui, auparavant, était vendue. Dans l’Arabie préislamique, les petites filles non désirées pouvaient être enterrées vivantes. Pourquoi, d’une part, aucun manuel ne dit-il donc que l’islam a “adouci” les mœurs ? Pourquoi, d’autre

part, n’est-il pratiquement jamais question de la place de la femme dans la religion chrétienne ? On trouve dans l’Evangile selon Thomas : “*Car toute femme mâle*” (ayant renoncé à la féminité : sexualité et procréation ?) “*entrera dans le Royaume des Cieux*”. Cet Evangile est apocryphe, dira-t-on, c’est-à-dire non canonique. Toutefois, si l’on en croit la Bible, “*Adam est fait à l’image de Dieu*” et Eve à l’image d’Adam, et l’on sait qui a cueilli la pomme... D’ailleurs, les femmes ne sont pas dignes d’exercer le ministère chrétien. Il est vrai que Marie est l’image positive qui rachète celle d’Eve, mais en restant vierge, du moins si l’on en croit Pie IX (qui, avant d’énoncer le dogme de l’Infaillibilité pontificale en 1870, avait proclamé celui de l’Immaculée Conception, en 1854).

Au lieu de replacer le Coran dans son contexte historique, on en présente donc les aspects les plus anachroniques et les plus choquants pour les élèves, comme si l’intégrisme iranien ou afghan était intrinsèquement lié à la religion musulmane.

En tout cas, de la dimension humaniste et relativement libérale de l’islam, rien. Alors que nos manuels sont prolixes en ce qui concerne les fondements de la religion chrétienne, aucun ne dit que la tache originelle n’existe pas pour un musulman et qu’il ne naît pas coupable (contrairement au chrétien) d’un péché à expier, qu’il n’est pas responsable de la mort du “Fils de Dieu”. Craindrait-on une “concurrence déloyale” pour le christianisme ?

Il ne s’agit pas de vanter les mérites d’une religion par rapport à une autre. Mais alors que l’on prétend avoir redonné aux “*trois religions monothéistes la place qu’elles méritent dans l’histoire*” (comme si, auparavant, les professeurs d’histoire laïques, et donc sectaires, avaient occulté la dimension religieuse de l’histoire de l’humanité), on se rend compte qu’il y en a une qui est réduite à la portion congrue. Dans les manuels de seconde, la présentation du judaïsme, dans le cadre du chapitre sur le christianisme, occupe entre deux et dix pages, le christianisme lui-même, entre seize et

trente pages, et l'islam, entre zéro et un peu plus de deux pages. Même avec de la bonne volonté, à cette dose-là, la présentation ne peut-être que caricaturale. Et quand Magnard, en dessous de la couverture du *Courrier international* (28 février 1996) titrant : "*Islam, Occident : l'affrontement*", pose la question suivante aux élèves : "*Le regard porté sur l'autre signifie-t-il repli sur soi ou attitude d'ouverture ?*", on croit rêver.

On peut se demander si les quelques lignes et documents sur l'islam ne sont pas là pour servir d'alibi (et de repoussoir) aux longs développements sur la religion chrétienne, dont on veut faire, en revanche, un "modèle". En tout cas, on est bien loin des exigences de la science historique.

Les instructions du *Bulletin officiel* du 31 août 2 000 pour la classe de seconde reprennent pour l'essentiel le même programme et précisent que l'enseignement de l'histoire a des "*finalités culturelles*" — à condition, bien sûr, d'éviter "*d'accumuler des connaissances factuelles*" — et des "*finalités civiques (...), développer l'esprit critique, la tolérance et la reconnaissance de l'autre*". On verra bientôt ce que les maisons d'édition vont produire.

On peut se demander quel est le sort réservé aux religions nées par la suite des crises majeures de la chrétienté. En effet, si les orthodoxes et les protestants se sont séparés de Rome, ils n'en sont pas moins restés fidèles aux conclusions du Credo de Nicée (massivement cité dans tous les manuels de seconde), sur le "mystère de la Trinité", un seul Dieu en trois personnes. Contrairement aux musulmans, ils ne remettent pas en cause la "*nature divine du Christ*", la "révélation" ne se poursuit pas au-delà de lui.

Les **orthodoxes** sont peu nombreux en France, mais la reconquête religieuse de l'Europe de l'Est peut amener les élèves à se poser des questions (l'Eglise orthodoxe russe ne vient-elle pas de créer une nouvelle "sainte famille" en canonisant en bloc le tsar Nicolas II, sa femme, ses filles et le tsarévitch, avec l'accord de Vladimir Poutine ?).

Les manuels de 5^e, dans le Premier chapitre de l'année, "*L'Empire byzantin*", définissant étymologiquement le mot "orthodoxe", parlent parfois de schisme, de rupture, d'exclusion... En seconde, comme pour l'islam (et dans le même chapitre), la présentation est souvent très rapide. Il est question de différences entre les deux cultures, latine et grecque, de séparation progressive, du mariage des prêtres, du pain au levain ou azyme, du port de la barbe. Nathan évoque la réforme grégorienne. Mais la rivalité de pouvoir entre le patriarche de Constantinople et l'évêque de Rome, le fait qu'ils s'excommunient réciproquement sont rarement explicités. Et Belin est le seul manuel à rappeler que le patriarche et l'Eglise grecque refusent qu'aucune autorité n'ait en charge de définir la Doctrine.

Pour le **protestantisme**, il faut d'abord rappeler qu'il n'est pas à l'étude de la classe de seconde, puisque si le XVI^e siècle est considéré comme un épisode fondateur du monde d'aujourd'hui, on doit étudier l' "*Humanisme et (la) Renaissance*", sous l'angle "*art, culture et société*" (cf. les instructions officielles). Tout au plus doit-on "*prendre(e) en compte l'influence des réformes*".

La place consacrée aux réformes religieuses est donc très faible : entre une demi-page et six pages (l'exception). L'explication concrète des causes, les prolongements politiques ne sont pas toujours abordés. Seul Bordas en parle clairement, y compris des guerres de religion, de leur violence, sans oublier les aspects sociaux de la guerre des paysans. Les autres manuels se contentent au mieux d'une phrase. On a donc encore une fois un exposé d'idées, mais sans enracinement politique ni social.

Les manuels qui traitent de la Contre-Réforme le font aussi très rapidement. Bordas est le seul à expliquer qu'elle s'accompagne d'un renouveau de l'Inquisition, Bréal l'évoque implicitement. Quant à la création de l'Index en 1559 (censure des livres considérés comme contraires au dogme catholique), on n'en trouve la mention que dans Bordas et Hatier (mais pas dans les cinq autres ma-

nuels). Et Hatier, qui lui aussi fait une place aux guerres de religion, de conclure : *"Le Concile de Trente (...) s'est tenu trop tard pour apaiser les conflits entre catholiques et protestants."* Quel dommage !

Donc, encore une fois, tendance à minimiser cette crise majeure de la chrétienté, qui pourtant, jusqu'à aujourd'hui, réduit l'influence de la papauté à l'Europe du Sud. Encore une fois, il s'agit d'un débat idéologique, sur des questions doctrinales compliquées, mais la mise en cause du pouvoir absolu d'un homme, à la tête d'une hiérarchie toute-puissante, le refus de toute contestation sont occultés.

La voie royale semble donc être celle de l'humanisme chrétien, qui, tout en faisant évoluer les choses, ne rompt pas avec Rome. Nathan propose, comme entraînement au sujet de synthèse, le sujet suivant : *"Humanisme et Réforme"*, et propose comme plan possible : *"1) L'humanisme prépare la Réforme : débats ; progrès de l'esprit critique, critique des textes religieux ; 2) La Réforme contre l'humanisme : les hommes se divisent ; Luther et Erasme s'opposent ; Les guerres de religion font douter de l'humanité."* Plan séduisant dans sa forme, mais quant au message, il est clair : hors de l'Eglise catholique, c'est la barbarie.

Sur les rapports entre les humanistes et l'Eglise catholique, beaucoup de discrétion : Bréal évoque clairement le *"conservatisme religieux qui freine la recherche scientifique, (et de) ses tribunaux qui assimilent recherche et hérésie religieuse"*. Ailleurs, peu d'éléments : les rapports difficiles d'Erasme avec l'Eglise (mise à l'index de ses livres) ne sont retenus que par deux manuels, Galilée n'est condamné par le Saint Office que dans un livre, le danger qu'il pouvait y avoir à entreprendre une dissection (sauf dans des villes à l'abri de la puissance romaine) dans trois, et Giordano Bruno, qui, refusant de se déjuger, meurt sur le bûcher (pour ses théories mathématiques), à Rome, en 1600, dans deux manuels seulement.

Que les progrès décisifs sur la cautérisation des plaies réalisés par Ambroise

Paré, chirurgien-barbier dans les armées de François I^{er}, n'aient été possibles que grâce à la protection de celui-ci, que Michel Servet (le principe de la circulation du sang dans des veines et artères) ait été brûlé avec son livre, à Genève (par Calvin), où il pensait être à l'abri de l'Inquisition catholique, que Léonard de Vinci ait dû longtemps aller acheter clandestinement à la morgue des hôpitaux des cadavres afin de pouvoir mieux appréhender le corps humain, que la propre sœur de François I^{er}, Marguerite d'Angoulême, ait été accusée d'hérésie... pourquoi encombrer la mémoire des élèves ? Il vaut mieux quelques idées simples ; tant pis si elles trahissent quelque peu la réalité historique.

Enfin, Bordas est le seul à aborder clairement les *"contradictions de l'époque où l'on célèbre l'homme tout en massacrant et en réduisant en esclavage les habitants du nouveau monde et d'Afrique, où catholiques et protestants prêchent les vertus chrétiennes, tout en exterminant les hérétiques"*.

Au lieu d'éveiller l'esprit critique, on cherche donc à développer chez les élèves l'imaginaire, l'irrationnel. Ainsi Belin, à partir d'un dossier sur Sainte Foy de Conques en 5^e, demande-t-il aux élèves : *"A partir des images de cette double page, (de) rédige(r) le récit d'un pèlerin qui visite l'abbaye."*

A la place de l'enseignement de l'histoire, on veut leur raconter une belle histoire, celle du christianisme, de sa naissance à son triomphe au Moyen Age sur les Infidèles (en escamotant les crises majeures de ses schismes successifs). De cette victoire, ne peut-on pas déduire, comme Constantin jadis, que le Dieu des chrétiens est donc le bon ? D'ailleurs, le christianisme est une religion édifiante, à caractère "humanitaire". L'Occident médiéval baigne dans l'amour, la lumière de Dieu, les croyants prient la Vierge et les saints, chantent la messe en latin, les plus favorisés assistent aux beaux offices de l'abbaye de Cluny et font des pèlerinages. Parfois, certains ont la chance d'assister à des miracles et le clergé est là pour "s'occuper" d'eux .

Les musulmans, eux sont toujours prosternés la face contre terre, ont plusieurs femmes, les voilent, les répudient, doivent obéir à des interdits alimentaires ridicules et sont toujours prêts à faire la guerre sainte. Les orthodoxes se sont séparés de Rome, et ça ne leur a pas porté chance, puisque l'Empire byzantin n'a cessé par la suite de s'enliser, pour finir par succomber sous les coups des Turcs. La Renaissance a ébranlé les certitudes, et fait une place à la raison, mais l'humanisme chrétien a permis de triompher de cette crise. En revanche, les Réformes protestantes ont entraîné des guerres.

Il y a donc une religion qui surpasse toutes les autres. C'est bien l'avis du cardinal Ratzinger (préfet inamovible de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, depuis 1981) exposé dans l'article du *Monde* (6 septembre 2000). Dans un texte, "*Dominus Jesus*", approuvé par le pape et publié par le Vatican au lendemain des JMJ romaines de l'an 2000, et pour clore le "Jubilé", il a réaffirmé ce que l'Eglise catholique a toujours dit. Ce gardien de la foi catholique a répété que le christianisme est la seule "foi", que Jésus est "*l'unique médiateur entre Dieu et les hommes et sauveur universel*", que "*les mots, les œuvres et l'existence historique de Jésus (...) portent en eux le caractère complet et définitif des voies du Salut de Dieu*".

Le christianisme détient la vérité "*définitive*" et met un point final à la "Révélation". Autant pour l'islam. Quant aux "frères séparés", qu'ils ne se fassent pas d'illusions : "*Malgré les divisions entre chrétiens, l'Eglise du Christ continue à exister en plénitude dans la seule Eglise catholique.*" Le cardinal Ratzinger conclut en rappelant "*la considération respectueuse et sincère de l'Eglise pour les religions du monde*" (lesquelles d'ailleurs ne sont que des "*croyances*"), un clin d'œil à l'œcuménisme... ; mais il déclare sans ambiguïté que leurs adeptes sont "*dans une situation de grave indigence par rapport à ceux qui, dans l'Eglise (catholique), ont la plénitude des moyens de salut*".

Gageons que les programmes et le contenu de la plupart des manuels d'his-

toire de 5^e et de seconde de l'école laïque française doivent pleinement satisfaire le cardinal Ratzinger.

Un repli culturel et une nette coloration religieuse

On peut donc constater un repli culturel et une nette coloration religieuse dans l'évolution de ces programmes et des manuels d'histoire.

Quel effet peut avoir ce chauvinisme sur les élèves immigrés ou enfants d'immigrés et sur les élèves francophones des ex-colonies ? Chantal Saint-Blancat, dans l'ouvrage cité précédemment, écrit : "*Les conduites des jeunes musulmans d'Europe sont (surtout) le produit d'une acculturation qui s'effectue dans un contexte de désagrégation sociale.*" Et l'évolution de nos programmes et manuels ne peut que renforcer cette acculturation.

Ce repli est-il une réponse que l'on veut donner à une peur, bien réelle celle-là, pour l'ensemble des Français et de nos élèves ? Peur très concrète et réaliste face à l'insécurité du lendemain (et non aux "risques naturels", qui, eux, en revanche, envahissent nos programmes), face à la précarisation croissante, à la pauvreté, à la dépendance, aux atteintes à tous les acquis sociaux présentés comme dépassés et rétrogrades (droit à la santé, à la retraite, au repos...). Veut-on, à travers l'école et son enseignement, canaliser et détourner cette angoisse, lui trouver une réponse "gratuite" ? La religion serait-elle toujours l'"opium du peuple" ? Mais pas n'importe laquelle, bien sûr, une religion bien implantée, structurée, centralisée, au clergé hiérarchisé, où l'on admette que "la" vérité vienne d'en haut, sans aucune contestation possible.

L'islam ne peut donc pas jouer ce rôle, puisqu'il n'a pas de clergé, ni de structure centralisée, surtout en France. En revanche, il y a une Eglise, dont la hiérarchie a souvent dans l'histoire occidentale, et française en particulier, ap-

puyé le pouvoir avec efficacité, et elle s'en est d'ailleurs, en général, bien portée : l'Eglise catholique (les exemples historiques, y compris récents, ne manquent pas, même s'ils n'apparaissent pas toujours dans les manuels de collège et de lycée).

André Malraux a dit : *"Le XXI^e siècle sera religieux."* Il semble, en tout cas, que l'on fasse tout ce qu'il faut pour cela, y compris dans le cadre de l'école publique laïque.

Le symposium de Louvain

Le texte de Michel Barbe (agrégé d'histoire, vice-président de la régionale de l'Association des professeurs d'histoire géographie d'Aix-Marseille), dans *La Raison*, de décembre 2000, est à cet égard très instructif. Il porte sur le symposium organisé à l'Université catholique de Louvain, en 1972, "provoqué" par le Saint-Siège, présidé par M. Michel François, directeur de l'Ecole nationale des chartes, membre de l'Institut, et dont le groupe de travail francophone était dirigé par M. Louis François, inspecteur général de l'enseignement de l'histoire en France. M^{gr} Cardinale, nonce apostolique, soulignait qu'il s'agissait de *"la première grande contribution du Saint-Siège aux activités du Comité de l'enseignement général et technique du Conseil de l'Europe (faisant suite à) une série de réunions consacrées aux manuels d'histoire"*. M^{gr} Cardinale poursuivait : *"Nous souhaitons de tout cœur pouvoir, par nos efforts communs, contribuer non seulement à améliorer la qualité des manuels d'histoire, mais aussi à modeler dans le bon sens la personnalité des jeunes, qui sont, en définitive, les agents de ce monde meilleur dont nous espérons tous être les témoins à l'heure choisie par Dieu. Nous aspirons à aider le Conseil de l'Europe sous le signe de la compréhension et du respect mutuels, de l'harmonie et d'une fructueuse collaboration (...)." "Pour contribuer à une meilleure compréhension internationale, le Conseil de l'Europe a réuni des historiens, des géo-*

graphes, des auteurs de manuels scolaires et des éditeurs afin d'éliminer des livres les partis pris et les préjugés."

Nous pouvons répondre à M^{gr} Cardinale, a posteriori, que le but de l'enseignement de l'histoire n'est pas de *"modeler"* les jeunes, mais de leur donner, au contraire, suffisamment d'éléments pour ne pas se laisser manipuler. Il est possible de se procurer, nous dit Michel Barbe, les actes de ce symposium, en écrivant à la Cité du Vatican, "Congrégation pour l'éducation catholique", ou au Conseil de l'Europe, "Conseil de la coopération culturelle". L. Génicot, professeur à l'Université catholique de Louvain, organisateur du symposium, souhaitait que, par le *"canal d'instructions officielles et de revues spécialisées"*, (ses travaux) *atteignent les responsables de l'enseignement secondaire : ceux qui dressent les programmes, ceux qui rédigent les manuels, ceux qui enseignent l'histoire"*. Cela a pris du temps, mais il semble que cet objectif soit désormais réalisé. Le manuel Nathan de seconde, par exemple, présente la religion comme *"(...) un ensemble de croyances qui donnent un sens à la vie et à la mort de l'homme, et un ensemble de rites et de pratiques qui donnent à ses fidèles une identité commune"*. Cette définition est tout à fait conforme à la conclusion du symposium : *"(...) contribuer à présenter à la jeunesse le sens profond de la vie humaine à travers les leçons d'histoire (...)"*.

En Italie, donc dans l'Union européenne, après s'être battus pour sauver l'enseignement de la géographie au niveau national, il y a un an, les professeurs de la région de Rome ont à mener un nouveau combat. L'article du *Monde* du 21 novembre 2000 fait état de leur mobilisation contre un vote par le conseil de la région (dont le président est un membre de l'Alliance nationale). Le conseil a institué une commission d'experts chargée d'analyser de façon critique les livres scolaires d'histoire, de façon à mettre à l'index tous ceux qui pourraient, de près ou de loin, avoir été contaminés par le marxisme.

Odile Dauphin

Notes de lecture

autrement

Collection Mémoires

Un fascisme anglais

1932-1940, l'aventure politique
de Diana et Oswald Mosley

| Jan Dalley



Un fascisme anglais : 1932-1940, l'aventure politique de Diana et Oswald Mosley (1)

CELUI qui chercherait dans ce volume une analyse du fascisme anglais serait assez déçu. L'analyse est courte et parfois un peu surprenante. Evoquant, par exemple, le petit livre de Mosley *Pour une plus Grande-Bretagne*, manifeste fondateur de l'Union fasciste britannique, Jan Dalley le caractérise comme "un texte court, idéaliste, d'une haute tenue morale (?), qui se préoccupe davantage d'idées que de pratique" (p. 164). Les citations qu'en fait Dalley ne confirment guère ce jugement, et nul n'en sera étonné. On y lit, par exemple : "L'Etat n'a pas de place pour le parasite ni pour le décadent qui consacrent leurs loisirs à détruire leur capacité à servir le bien public." Quand on sait ce que signifient "parasite" et "décadent" pour les mouvements fascistes, on a bien de la peine à trouver de la haute tenue morale à ce genre d'affirmation.

En revanche, l'ouvrage est intéressant — et de lecture très aisée, voire plaisante — dans ce qui en constitue, pour l'auteur, l'essentiel : le récit de l'existence d'Oswald Mosley et de sa seconde femme, Diana. Ces deux descendants de la haute aristocratie britannique en reflètent un certain nombre de traits caractéristiques, exacerbés par leur ralliement au fascisme. Le récit de leur existence de richards dilettantes au cœur même, puis à la marge de la haute aristocratie britannique, donne une vision réjouissante, par

son caractère à la fois grotesque et répugnant, du mode de vie de la couche dirigeante britannique.

Le parcours du dirigeant fasciste britannique mérite en lui-même réflexion : il est d'abord un jeune député conservateur, puis se rallie au Parti travailliste, dont il apparaît plus ou moins comme une figure de gauche à un moment, puis rompt avec le Parti travailliste, fonde un nouveau parti, qui sera la matrice de l'Union fasciste britannique, créée en 1932.

Jan Dalley raconte avec un don réel de narrateur les visites du couple dans l'Italie de Mussolini, ses rencontres avec Hitler, les meetings fascistes. Le parti sera dissous en 1940 : ouvertement pro-nazi et pro-Allemand, il tombe sous le coup de l'accusation de liaison avec l'ennemi. Les Mosley sont emprisonnés. Ils seront libérés en novembre 1943.

De la suite de la longue mais marginale activité politique des Mosley, retenons deux petits faits. Après la guerre, Mosley fonde un mouvement, qu'il appelle L'Européen ; quant à sa femme (toujours en vie), elle fera connaître sa vive admiration pour Margaret Thatcher...

Marc Teulin

(1) Jan Dalley, *Un fascisme anglais : 1932-1940, l'aventure politique de Diana et Oswald Mosley*. Autrement, Paris 2000, 392 pages, 149 francs.

Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991 (1)

C' EST le deuxième livre que Christopher Andrew publie avec un transfuge du KGB. En 1990, il y a dix ans, il s'appuyait sur les révélations d'Oleg Gordiewsky pour publier *Le KGB dans le monde*. Aujourd'hui, il publie *Le KGB contre l'Ouest*, en collaboration avec un autre transfuge, Vassili Mitrokhine. Non seulement les deux ouvrages portent un titre similaire, mais ils couvrent (sauf pour la fin du second) la même période.

Dans quelle mesure ce que racontent ces transfuges est-il fiable ? C'est le problème de tous les transfuges. Une fois les renseignements utiles tirés d'eux par les services spécialisés d'en face, ils sont le plus souvent livrés à des journalistes spécialisés, qui les aident à écrire et à réécrire leurs mémoires, avec l'objectif d'y mettre le plus de sensationnel possible. Reste après la tâche de dégager le vrai de l'exagération artificielle, voire de l'invention pure et simple, que l'escalade dans le sensationnel engendre.

Le fait n'est pas nouveau : il y a soixante ans, un certain Bajanov publiait ses souvenirs de "secrétaire de Staline"... qu'il n'a jamais été. Staline avait dans les années 1920 deux secrétaires, qui ont varié : Nazaretian, puis Tovtouxha et Mekhlis jusqu'en 1926. Bajanov n'était qu'un simple adjoint ou assistant technique de l'un d'eux et nombre de ses affirmations sont de la plus haute fantaisie.

Les historiens ont pourtant abondamment puisé dans ses "révélations". Certes, tout n'est pas inventé, mais la séparation du bon grain et de l'ivraie est malaisée. La tâche est encore plus difficile avec les écrits de Nicolas Orlov, ancien chef du NKVD en Espagne, qui

s'enfuit en 1938 pour éviter de connaître en rentrant à Moscou le sort que beaucoup de ses collègues avaient déjà subi.

L'un des traits caractéristiques des transfuges est leur amour inné de la liberté et leur haine congénitale pour le totalitarisme. Ainsi, Mitrokhine devient un opposant du régime dès l'invasion de la Tchécoslovaquie, en août 1968. Le premier chapitre nous apprend que « *la destruction du "socialisme à visage humain" est pour lui la preuve que le système soviétique est irréformable* ». Au même moment, la lutte des dissidents prend un aspect public organisé. Mitrokhine, informé par l'écoute des radios occidentales et les dossiers du KGB, en tire la conclusion suivante : "*Je savais désormais que je n'étais pas seul.*" Mais, bizarrement, au lieu de leur apporter le moindre soutien, il élabore peu à peu "*le projet de constituer ses propres archives des opérations du KGB à l'étranger*".

Les dissidents se battent pour réformer l'URSS (dans des sens très divers selon leurs idées, mais ils ont tous ce but). Mitrokhine, lui, au lieu de constituer ses archives sur le combat du KGB en URSS et dans les pays satellites contre les dissidents de toutes sortes, ce qui aurait pu être fort utile à ces dissidents, ne pense manifestement qu'à aider les services secrets étrangers, seuls intéressés par les opérations du KGB à l'étranger. Il pensait donc déjà aux clients, même s'il s'attribue le noble objectif de "*s'assurer que la vérité ne sera pas oubliée, que la postérité pourra savoir un jour*".

(1) Christopher Andrew, Vassili Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991*, Fayard, Paris 2000, 982 pages, 198 francs.

Les doutes légitimes sur ses motivations réelles ne signifient pas que Mitrokhine soit un faux témoin, mais c'est un témoin à géométrie variable ; s'il sait manifestement des choses, il ne faut pas prendre pour argent comptant tout ce qu'il dit, ou plus exactement tout ce que Christopher Andrew dit en s'appuyant sur son autorité. Andrew lui-même prend parfois ses distances avec, par exemple, ce qu'il appelle "*les rodomontades les plus grotesques de la résidence de Paris, qui se gargarise d'influencer Michel Debré, Maurice Couve de Murville, ainsi que sur des conseillers de Giscard d'Estaing, Raymond Barre, Jean-François Poncet et François Mitterrand*".

Le monde des services étant celui de la manipulation, on y manipule aussi ses propres agents, ses propres supérieurs ou les services concurrents. L'univers de la bureaucratie soviétique étant celui du bluff et du mensonge, plus encore que dans toute autre bureaucratie, ses propres services sont encore plus infectés que d'autres par ces vices et par ce qu'Andrew appelle les "rodomontades". Il faut avoir toujours cette réalité à l'esprit à la lecture des rapports d'agents.

Si Christopher Andrew fait d'assez nombreuses citations des documents qu'a recopiés Mitrokhine, pour l'essentiel, il les paraphrase ou résume lui-même en cherchant à l'occasion à conforter sa propre conception politique des événements. Par exemple, il présente, selon une interprétation à la mode, la Conférence de Téhéran, en novembre 1943, comme une capitulation de Roosevelt sur toute la ligne face à Staline : "*Staline rentra à Moscou en se frottant les mains (...). La volonté de Roosevelt d'épouser à ce point les désirs de Staline à Téhéran s'explique surtout par une profonde conscience de la dette militaire de l'Occident envers l'URSS*" (!). Quant à Yalta, c'est encore pire : "*Roosevelt et Churchill quittent Yalta sans se douter qu'ils ont été leurrés sur les véritables intentions de Staline.*" Les naïfs !

Cette vision simpliste de l'histoire pour les enfants explique la "soviétisation" de l'Europe centrale et orientale par la ruse de Staline et la faiblesse naïve

de Roosevelt, et même de Churchill, et pour ce faire efface la réalité : l'effondrement des gouvernements pronazis des pays d'Europe orientale et centrale (sauf en Pologne, où les couches dirigeantes menacées elles-mêmes de liquidation résistèrent), entraînant dans leur débâcle l'Etat et ses institutions et soulevant une vague révolutionnaire que seule l'Armée rouge pouvait canaliser.

Un autre exemple souligne le simplisme un peu léger avec lequel Christopher Andrew peut régler les problèmes : il présente l'ancien ministre radical Pierre Cot comme un agent soviétique. Encore faudrait-il s'entendre sur le sens du mot : Pierre Cot a été un agent d'influence du stalinisme ; il ne s'en est guère caché, d'ailleurs. Dans le personnel politique et universitaire, les agents d'influence du stalinisme, par conviction, carriérisme ou faiblesse, ont été fort nombreux. En faire des agents de renseignements est un tour de passe-passe grossier. Andrew cite la fin du rapport de mission de Pierre Cot à Moscou en 1944 : "*La liberté décline sans cesse sous le capitalisme et progresse sous le socialisme*" (c'est-à-dire en URSS). C'est typiquement une phrase d'agent d'influence, pas d'agent de renseignements ; mais pour le sensationnel, il faut bien transformer l'agent d'influence (qu'était publiquement Pierre Cot, député de la fantomatique Union progressiste, organisation fantoche sans adhérents et entièrement financée par la direction du PC) en agent de renseignements.

Andrew et Mitrokhine portent un certain nombre d'accusations sur certaines institutions ou personnalités françaises (ils fournissent une liste d'agents, dont on n'a que les pseudonymes, sans leurs noms). Ils affirment ainsi : "*Le Monde — comme tant d'autres médias — se montra aussi conscient des péchés réels ou supposés de la CIA qu'aveugle au vaste programme de mesures actives du KGB.*" *Le Monde* a certes manifesté pendant des années de vives sympathies pour Moscou et sa politique, mais l'affirmation d'Andrew paraît bien peu fiable lorsqu'il qualifie en même temps de "supposés" une partie des "péchés" non précisés de la CIA, énorme machine po-

litico-policière universelle d'espionnage et de subversion au service des intérêts économiques, financiers, militaires et politiques de Washington. Il ajoute, par ailleurs : "*L'Agence France Presse était largement infiltrée par le KGB, tant à Paris qu'à l'étranger.*" Quelle preuve ? Quel fait à l'appui ? Aucun. C'est l'argument d'autorité. C'est un exemple caractéristique, parmi tant d'autres, d'affirma-

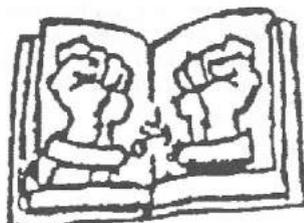
tions cavalières qui ne reposent que sur le principe d'autorité...

Les rodomontades des services sont la loi du genre, comme le mensonge des communiqués militaires ou l'antiphrase des démentis officiels. C'est pourquoi il faut les manier avec une infinie prudence.

Marc Teulin

Les archives du CERMTRI

**(Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux)**



C.E.R.M.T.R.I.

**Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux**

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 01.44.83.00.00.
Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.

Les Cahiers du CERMTRI

Cent numéros à votre disposition

(deuxième partie)

Le CERMTRI célèbre en l'an 2001 ses vingt-cinq années d'existence. Depuis 1976, il publie chaque trimestre des textes qu'il puise dans son fonds d'archives, sur un sujet chaque fois différent. Le premier numéro de 2001 porte le n° 100 et le n° 101 retrace ces vingt-cinq ans de travail.

Nous vous faisons connaître la suite d'une première série de ces publications, une sélection de celles consacrées au mouvement international. Publications toujours disponibles, et que vous pouvez vous procurer en nous les commandant.

Jusqu'au n° 77 : 20 F (sauf n° 51, 30 F) ; des n°s 78 à 93 : 25 F ; des n°s 94 à 100 : 30 F + 10 F de frais de port pour un ou deux Cahiers, 20 F pour trois ou quatre Cahiers.

Hongrie

N° 97 "La révolution prolétarienne en Hongrie (mars-août 1919)"

Il s'agit d'extraits de la thèse de Dominique Gros, aujourd'hui maître de conférence à l'université de Dijon, intitulée "Les conseils ouvriers, espérances et défaites de la révolution en Autriche-Hongrie". Ce Cahier est consacré à l'effondrement de l'Empire austro-hongrois à la fin de la Première Guerre mondiale et aux développements révolutionnaires, qui, en relation et sous l'impact de la révolution russe, marquèrent toute l'Europe centrale de 1917 à 1920.

Russie soviétique

Nos 89 et 92 "Témoignages sur la Russie soviétique (1917-1924)"

Ces deux numéros publient des témoignages de journalistes et de militants politiques qui se trouvaient alors en Russie, témoignages qui furent publiés dans les mois suivant les faits qu'ils relatent. Ils sont extraits de livres aujourd'hui introuvables de militants, dont certains sont très éloignés du bolchevisme.

Chine

N° 54 "Documents sur le mouvement révolutionnaire en Chine"

Publications de trois séries de textes, d'abord des documents sur la deuxième révolution chinoise et les voies par lesquels s'est constituée la Ligue des communistes internationalistes avec l'aide de Trotsky (1931-1936). Ensuite, un article consacré aux *Cent Fleurs* (1957) et, pour finir, des documents sur les communes populaires (1958-1959).

N° 55 "Documents sur le mouvement révolutionnaire en Chine (deuxième partie)"

Témoignages de Peng Pi-Lang (militante trotskyste), de Victor Serge, article de Marcel Hic, qui illustrent la réalité de la politique de Tchang Kaï-chek contre les communistes (1925, 1926 et 1927). Textes de Ernest Germain, *Quatrième Internationale* (1967), et de François de Massot (1968).

N° 94 "La IV^e Internationale et la révolution chinoise (1949-1950)"

Reproduction d'articles parus dans *La Vérité*, *Fourth International*, *SI de la Quatrième Internationale*, *The Militant*, *Intercontinental Press*. Trois périodes abordées : "De la capitulation japonaise à la proclamation de la République populaire de Chine (1945-1949)", "Analyses et interprétations du nouvel Etat (1949-1954)", "Éléments sur la répression des trotskystes chinois (1953-1976)".

Indochine

N° 28 “*Les travailleurs indochinois en France pendant la Deuxième Guerre mondiale*”

Il s'agit d'une étude sur le travail révolutionnaire organisé par les trotskystes pendant la guerre en direction des travailleurs indochinois. Ont été utilisées, pour cette étude, les archives trotskystes déposées au CERMTRI (rapports, résolutions et manuscrit du militant indochinois Hoang Don Tri).

Inde

N° 98 “*Le mouvement révolutionnaire en Inde et la IV^e Internationale (1930-1944)*”

Une première partie, de 1930 à la guerre mondiale, comprend plusieurs articles de l'Opposition de gauche internationale et la *Lettre ouverte de Trotsky aux travailleurs de l'Inde* (1939). Une deuxième partie est centrée sur le soulèvement d'août 1942, qui, en pleine guerre, fit trembler l'impérialisme britannique, et est composée de documents émanant de militants indiens de la IV^e Internationale.

Afrique du Sud

N° 61 “*Documents sur le mouvement révolutionnaire en Afrique du Sud*”

Contribution à l'histoire de l'Afrique du Sud : textes de Rosa Luxemburg, de Ian Hunter, de Léon Trotsky, de Neville Alexander, articles parus dans le bulletin intérieur de la LCI (1935), dans *Quatrième Internationale* (1946), dans *Informations ouvrières* (1991) et “*Manifeste du peuple d'Azanie*”.

N° 72 “*Documents sur le trotskysme en Afrique du Sud*”

Série d'articles de 1932 à 1993 concernant l'histoire du trotskysme dans ce pays. Plusieurs documents inédits, traduits de la revue d'Al. Richardson *Revolutionary History*. Extraits des revues *Lutte de classe* (UCI), *La Vérité* et *Inprecor*.

Palestine

N° 63 “*Documents sur la question juive et la révolution palestinienne*”

Les lecteurs trouveront des documents divers sur la question juive et sur la lutte des Palestiniens : des articles de Trotsky sur la question juive (1930 à 1938), des extraits du livre de A. Léon, *Conception matérialiste de la question juive*, les thèses de 1946 du secrétariat international de la IV^e Internationale, des documents de 1969 du Front de libération de la Palestine et de l'Organisation socialiste israélienne (MATZPEN), des documents publiés dans les années 1970 du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale et de l'Organisation communiste internationaliste (OCI). Enfin, un document de 1988 de la IV^e Internationale-CIR.

Notre fonds d'archives a été constitué à partir de dons faits par des militants de diverses organisations et de toutes tendances.

Participez à la défense de la mémoire collective du mouvement ouvrier en confiant vos archives au CERMTRI, qui s'engage à les mettre à la disposition des chercheurs et des militants de toutes tendances.

AUTOUR DE QUELQUES GRANDES FIGURES DE LA PENSÉE LIBRE EN FRANCE

CHEFS DE MONITOIRE.

QUE baille devant vous, Messieurs le Capitouls,

Le Procureur du Roi de la Ville.

1^o Contre tous ceux qui sauront, par oui dire ou autrement, que le Sieur Marc-Antoine Calas, Aîné, avoit renoncé à la Religion prétendue réformée, dans laquelle il avoit reçu l'éducation ; qu'il assistoit aux Cérémonies de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine ; qu'il se présenteoit au Sacrement de Pénitence, & qu'il devoit faire abjuration publique après le treize du présent mois d'Octobre. & contre tous ceux qui sçavent, par oui dire ou autrement, que le Sieur Marc-Antoine Calas auroit découvert sa Résolution.

Ouvrage collectif coordonné par :

NICOLE BOSSUT, DANIELLE ET PIERRE ROY

2^o Contre tous ceux qui sauront, par oui dire ou autrement, qu'à cause de ce changement de croyance, le Sieur Marc-Antoine Calas étoit menacé, maltraité & regardé de mauvais oeil dans sa Maison ; que la Personne qui le menaçoit lui a dit que s'il faisoit abjuration publique, il n'auroit d'autre Bourreau que lui.

3^o Contre ceux qui savent, par oui dire ou autrement, qu'une Femme qui passe pour attachée à l'Hérésie incitoit son Mari à des pareilles menaces, & menaçoit elle-même Marc-Antoine Calas.

4^o Contre tous ceux qui savent, par oui dire ou autrement, que le treize du mois courant au matin, il se tint une Délibération dans une Maison de la Paroisse de la Daurade, où la mort de Marc-Antoine Calas fut résolue ou conseillée, & qui auront, le même matin, vu entrer ou sortir de ladite Maison un certain nombre desdites Personnes.

**FÉDÉRATION NATIONALE LAÏQUE DES ASSOCIATIONS DES AMIS
DES MONUMENTS PACIFISTES, RÉPUBLICAINS ET ANTICLÉRICAUX**

Prix : 150 F + frais de port. Commande à Pierre Roy, 71 D, rue de la Jomayère, 42100 Saint-Etienne.

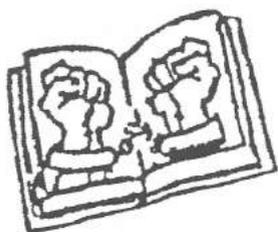
TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-----|
| Préface par Christian Eyschen | 5 |
| Avertissement | 7 |
| Chapitre I : Étienne Dolet (1509-1546) | 11 |
| Quelques repères sur sa vie et sur son œuvre | 11 |
| Quand la République honorait la mémoire d'Étienne Dolet à Paris | 16 |
| Dolet et Lyon | 25 |
| Dolet et Orléans | 29 |
| Chapitre II : Michel Servet (1509-1553) | 31 |
| Repères sur sa vie et sa pensée | 31 |
| La statue parisienne de Servet | 36 |
| Le Monument à Michel Servet à Vienne | 39 |
| La statue de Michel Servet à Annemasse | 49 |
| Chapitre III : Jules César Vanini, prince de la libre pensée (1585-1619) | 63 |
| Chapitre IV : Théophile de Viau (1590-1626) | 65 |
| Chapitre V : Cyrano de Bergerac (1619-1655) | 69 |
| Chapitre VI : Pierre Bayle (1647-1706) | 73 |
| L'homme et son œuvre | 73 |
| Un penseur honoré tardivement et de façon très localisée | 78 |
| Chapitre VII : Jean Meslier (1664-1729) | 89 |
| Quelques repères sur sa vie et sa pensée | 89 |
| Chapitre VIII : Voltaire (1694-1778) | 92 |
| Remarques préliminaires | 92 |
| Quelques exemples de statues de Voltaire | 93 |
| Chapitre IX : L'affaire Calas | 103 |
| À propos de quelques statues et inscriptions, existantes ou disparues, relatives à l'action de Voltaire | 103 |
| L'affaire Calas | 104 |
| Chapitre X : L'affaire du Chevalier de La Barre | 109 |
| Procès et exécution du Chevalier de La Barre | 109 |
| Les statues parisiennes du Chevalier de La Barre | 114 |
| Le monument en hommage au Chevalier de La Barre à Abbeville | 125 |
| L'hommage au Chevalier de La Barre à Gruissan | 129 |
| Chapitre XI : Denis Diderot (1713-1784) | 131 |
| Les grands traits de la pensée de Diderot : une esquisse | 131 |
| Les statues parisiennes de Diderot | 135 |
| Les statues de Langres | 139 |
| Chapitre XII : Un coup d'œil sur quelques grandes figures de la pensée libre, acteurs de la Révolution française statufiés ou méritant de l'être | 141 |
| Chapitre XIII : Paul-Louis Courier (1772-1825) | 152 |
| Quelques repères sur sa vie et sur son œuvre | 152 |
| Chapitre XIV : Blanqui (1805-1881) | 155 |
| Chapitre XV : Ernest Renan (1823-1892) | 166 |
| L'auteur de la « Vie de Jésus » | 166 |
| Chapitre XVI : Louise Michel (1830-1905) | 173 |
| Chapitre XVII : Francisco Ferrer, une victime de l'Inquisition (1859-1909) | 183 |
| La place occupée par Francisco Ferrer dans l'espace public | 195 |
| Annexes | 202 |

| | |
|---|-----|
| Chapitre XVIII : Joseph Turmel (1859-1943) | 205 |
| Un grand humaniste, un grand scientifique. | |
| Le sens d'une vie : de la religion à la pensée libre | 205 |
| Chapitre XIX : Hommages aux libres penseurs et à la Libre pensée | 213 |
| Tombes ou inscriptions funéraires à la mémoire de libres penseurs | 213 |
| Un exemple d'hommage municipal de caractère original dans la Creuse | 220 |
| Conclusion | 223 |
| Clichés photographiques et remerciements | 225 |

Cahiers du mouvement ouvrier **Au sommaire des prochains numéros**

- Benoît Malon : les grèves du Creusot de 1870 (fin) ;
- Jaime Vera : lettre au groupe socialiste madrilène, du 1^{er} décembre 1884 ;
- Baïtalski : souvenirs d'un militant de l'Opposition ouvrière ;
- Documents d'archives soviétiques sur la commune insurrectionnelle de Canton, en 1927 ;
- Juan Andrade : problèmes de la révolution espagnole (articles de *La Batalla*, 1936-1937) ;
- Valeri Essipov : Chalamov et Soljenitsyne ;
- Avner Zis : quelques mésaventures de la philosophie sous Staline ;
- Evgueni Gromov : Staline et l'art ;
- Jean-Jacques Marie : la guerre de Corée vue à travers les archives déclassifiées de la présidence de la Fédération de Russie ;
- Dans les archives du secrétariat du comité central du PCUS (1945-1952) ;
- Documents d'archives soviétiques sur la grève générale de Berlin-Est.



Cahiers du mouvement ouvrier

C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

L'HISTOIRE de tous les courants du mouvement ouvrier est aujourd'hui systématiquement déformée, trafiquée, mutilée. Cette opération s'effectue sur les écrans de télévision, les journaux, les médias de toutes sortes, sous la couverture de la dénonciation des "**crimes du communisme**".

C'est une entreprise sans rivage. Prétendant répondre au *Livre noir*, le responsable du *Siècle des communismes* déclare : "**L'idée majeure de notre livre est que l'essence du communisme est complexe, elle n'est pas uniquement criminogène**" (*Le Monde*, 21 septembre 2000). Les auteurs d'un ouvrage intitulé *La Grande Conversion*, sous-titré "*Destin des communistes en Europe de l'Est*", consacré aux "*ex-nomenklaturistes aujourd'hui entrepreneurs*" et aux "*principaux leaders des partis communistes aujourd'hui présidents, Premiers ministres, députés, hauts fonctionnaires internationaux*", affirment : "**Trotski, révolutionnaire répressif et victime de la révolution, est l'illustration de la complexité du communisme dans ses destructions criminelles comme dans ses constructions illusoires.**" Un membre du comité central du PCF, lors d'une émission sur le *Livre noir*, déclare à la télévision : "**L'histoire du communisme ne se réduit pas à celle de ses crimes.**"

Le père dudit livre, stigmatisant "*la mégalomanie paranoïaque*" des fondateurs de l'URSS, déclare : "**Cette mégalomanie paranoïaque des dirigeants relève moins, à notre sens, d'un dérèglement psychologique que de l'adoption d'une philosophie strictement matérialiste et historiciste.**"

Cet "historien" paraphrase les "**Sœurs de la congrégation des Sacrés Cœurs de Marie et de Jésus de l'Adoration Perpétuelle**" (*sic !*), qui distribuent à l'entrée du cimetière de Picpus un papier dénonçant les révolutionnaires de 1793, qualifiés de "**bourreaux égarés par les idéologies matérialistes**". Ces phrases ont l'avantage de la clarté : le criminel, c'est le **matérialisme historique**, agrémenté d'un "**dérèglement psychologique**" peu ou mal soigné.

Face à ce déchaînement obscurantiste, *Les Cahiers du mouvement ouvrier* tentent d'illustrer l'histoire réelle des divers courants du mouvement ouvrier, en utilisant en particulier les documents d'archives venus de Moscou et d'autres pays de l'Est. Outre les rubriques régulières ("*Chronique des falsifications*", "*Pages oubliées*", "*Notes de lecture*", etc.), les principaux articles des douze numéros publiés à ce jour en donnent une idée.

SOMMAIRE DU N° 1

• Pourquoi les *Cahiers du mouvement ouvrier* ? (Jean-Jacques Marie) • Du bon usage des archives : comment les archives révèlent ce qu'on leur demande (Jean-Jacques Marie) • La Grande Terreur : trois plénums du comité central du Parti bolchevique russe (décembre 1936, février-mars 1937, juin 1937) (Vadim Rogovine) • Pages de la Terreur • Lutte contre le fascisme et front unique en Allemagne en 1933-1934 • Autour du procès du POUM (11 au 22 octobre 1938) (Olivier Simon) • A propos d'Artur London (Jean-Jacques Marie) • La Terreur

blanche (extrait de *Souvenirs d'une révolutionnaire*, d'Irina Kachovskaia, socialiste-révolutionnaire de gauche) • Pages oubliées : Friedrich Adler • Fonds d'archives : le dossier Sedov du fonds Trotsky aux archives de Moscou ; l'organisation de la chasse aux opposants ; la provocation comme moyen de lutte contre l'opposition : l'exemple de Nicolas Mouralov.

SOMMAIRE DU N° 2

• La Grande Terreur (Vadim Rogovine) : le plénum du comité central du Parti communiste russe de janvier 1938 ; l'affaire Postychev ; le bilan des répressions staliniennes ; • Un élément nouveau sur l'assassinat de Trotsky (Mark Goloviznine) • Les liens de l'Opposition de gauche (Mark Goloviznine) • Lutte de classes et Goulag (Jean-Jacques Marie) • Trois militants russes : Avenir Nozdrine, Vladimir Smirnov et Eva Broïdo • Une grève de la faim des trotskystes à Vorkouta • Un bloc pour renverser Staline • Documents : une page d'histoire des trotskystes vietnamiens ; Marceau Pivert : "Et pourtant, elle tourne" ; Juin 36 et la censure ; un document "confidentiel" • Bribes d'histoire : un tract du groupe espagnol de la IV^e Internationale au Mexique sur l'assassinat d'Ehrlich et Alter ; à propos de Zimmerwald (1915) ; en 1930, un paysan pauvre dénonce la collectivisation stalinienne • Pages oubliées : Friedrich Adler : pourquoi j'ai tué le comte Stürgkh ; Le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire et l'affaire Dreyfus • Un auteur du *Livre noir du communisme* dans ses œuvres ; qui a tué Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg ? ; Léon Feuchtwanger et *Moscou 1937* ; Karel Bartosek et le complot sioniste de 1952 ; un jeu impudique avec les chiffres • Qu'est-ce que la "plate-forme de Rioutine" ? • Le sort d'Edmondo Peluso.

SOMMAIRE DU N° 3

• La Grande Terreur (Vadim Rogovine) : dans les arcanes du bureau politique ; la liquidation du comité central • Le mouvement trotskiste mondial dans les années 1930 à travers les documents internes du Comintern (Mark Goloviznine) • Le dossier Aoussem (dirigeant trotskyste "disparu" en 1936) (Mark Goloviznine) • L'assassin de Kirov et son journal (Jean-Jacques Marie) • David Riazanov, le "dissident rouge" • L'année 1939 dans les souvenirs de Blagoi Popov • Un crime du stalinisme : l'évacuation du Goulag en 1941-1942 • Le "printemps de Prague" et l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 à travers les souvenirs de Piotr Chelest, membre du bureau politique du PCUS et secrétaire du PC ukrainien • Daniel Guérin : le Front populaire et les colonies • Pages oubliées : — Marceau Pivert : James Maxton (1885-1946), discours de James Maxton aux Communes (1922) ; — Articles du journal ouvrier polonais *Proletaryat* (1883-1884) ; — Louis Lecoin : l'année 1910.

SOMMAIRE DU N° 4

• Quatre textes de Vadim Rogovine : Les trotskystes dans les camps ; La composition sociale et le niveau de vie de la population ; Le stalinisme et la paysannerie ; L'inégalité sociale • Interview du dernier survivant de l'Opposition de gauche • Une falsification stalinienne (Natalia Mouchitz) • Ne pas vivre dans le mensonge (sur Soljenitsyne) (Alexandre Ilitchev) • Documents : la révolte de Tambov • Lettres de Lominadzé à Orjonikidzé • Le testament de Maria Spiridonova • L'écrivain Mikhaïl Cholokhov et la collectivisation stalinienne • Reprendre conscience (la renaissance du mouvement ouvrier en Russie) (Alexandre Zolotov) • La déclaration du PC italien du 1^{er} août 1936 à destination des fascistes italiens • Les anarchistes espagnols de la CNT-FAI et la révolution de 1936-1937 (Eleas Garcia) • John Mac Nair : George Orwell • Léon Vikenti Lipski, fondateur du PC polonais indépendant • Chronique des falsifications • Pages oubliées : Fiodor Dan (menchevik) sur les procès de Moscou • Un document sur la Yougoslavie.

SOMMAIRE DU N° 5

• La grève des ouvriers du textile à Leningrad, au printemps 1928 (Dmitri Lobok) • Lettre de Lominadzé à Orjonikidzé sur la situation des ouvriers et des paysans du Caucase en 1930 • La vie de Sergueï Ossipovitch Tsederbaum (frère cadet du dirigeant menchevique Iouli Martov) (Tatiana Popova-Tsederbaum) • Sur la mort de Léon Sedov (Marc Goloviznine, Jean-Michel Krivine) • Deux textes de Vadim Rogovine : — Le NKVD en 1938 ; — Le Komsomol en 1938 • La résistance à Staline en URSS : — Le Parti ouvrier antifasciste d'URSS (1938) (Lev Landau) ; — La Société des jeunes révolutionnaires de Saratov (1943) (Andreï Kourionichev) • Berlin-Est, 1953 : des soldats et officiers soviétiques refusent de tirer sur les ouvriers allemands • Les anarchistes espagnols de la CNT-FAI et la révolution de 1936-1937 (Elias Garcia) • Une interview de Rémi Skoutelsky à propos des brigades internationales • La politique co-

loniale du Front populaire : la répression au Maroc • L'Action ouvrière (MUR) de l'Hérault en 1944-1945 (Gérald Suberville) • Raffin-Dugens : de la lutte contre la guerre de 1914 à la IV^e Internationale • Pages oubliées : — L'école d'Uriage et le nazisme, ou le négationnisme discret du corporatisme chrétien — Marcel Baufrère : un trotskyste de retour des camps.

SOMMAIRE DU N° 6

• La II^e Internationale et la guerre des Balkans (1912) • Les soldats russes dans les camps algériens (1918-1920) (Rémi Adam) • Moïse Solomonovitch Ouritski et la Tchèque • Vadim Rogovine : — L'Armée rouge en 1938 ; — A qui a profité la grande purge ? • Par qui et quand a été trahie la révolution ? (Alexandre Podchtchékoldine) • L'URSS en 1932 (Flodor Dan) • Gramsci et le stalinisme (Giortio Amico) • Rencontre au Goulag avec la première femme de Léon Trotsky (1937) (Nina Ivanovna Gagen-Thorn) • Sur la mort de Léon Sedov • Staline et le "séjour volontaire forcé" (1938, inédit) • Souvenirs du Goulag (Nina Savoieva) • Le "non" de Léon Vikenti Lipski (1943), secrétaire national du PC polonais • La résistance à Staline en URSS : l'Union des jeunes socialistes de Tcheliabinsk (1945) • *L'Autre Résistance* (suite) (Gérald Suberville) • Raffin-Dugens : l'adhésion à la IV^e Internationale (1945) • La grève de Cronstadt (1998) • Sur le babouvisme méridional (Michel-André lafelice) • Pages oubliées : Daniel Guérin : la situation de la Tchécoslovaquie en 1939.

SOMMAIRE DU N° 7

• L'apport de Vadim Rogovine (Mikhaïl Voiekov) • Les armées blanches en 1919 : pillage, chasse aux juifs, terreur contre les paysans et les ouvriers • Marcel Ollivier : la formation des Etudiants communistes en 1919, en France • Amadeo Bordiga : lettres de 1926 • Le procès des militaires de juin 1937 (Iouri Primakov) • L'entourage de Staline : 1. Molotov (Vadim Rogovine) • Deux rapports de Zborowski (Etienne) au NKVD sur Léon Sedov (1938) • La répression contre la famille Sedov • Le tract du PC allemand interdit par Staline (septembre 1939) • Le PCF en 1939 (Jean-Marc Schiappa) • Les archives Sneevliet à Moscou (Mark Goloviznine) • Le dossier de la police politique bulgare sur l'anarchiste Gueorgui Konstantinov Gueorguiev • Pages oubliées : — Victor Marouck : la tuerie de 1848 ; — Edouard Vaillant : la répression de mai 1906 ; — Jean Longuet : Lénine (1924) ; — La vie de Pantelis Pouliopoulos • Correspondance : — A propos de l'école d'Uriage.

SOMMAIRE DU N° 8

• Les articles antisémites de *La Croix* lors de l'affaire Dreyfus (Pierre Roy) • De l'antisémitisme tsariste à l'antisémitisme stalinien (Jean-Jacques Marie) • L'intervention à la Chambre des députés de Pierre Brizon contre les crédits de guerre, suivie de la suspension de son mandat de député (1916) • Errico Malatesta : la révolution italienne, l'anarchisme et le front unique (1921-1922) • Mikhaïl Toukhatchevski : les révoltes paysannes (Tambov et autres) • Sur la maladie de Lénine et la manière dont il fut soigné (première partie) (Iouri Lopoukhine) • L'entourage de Staline à l'époque de la grande purge : 2. Kaganovitch, Mikoïan et Molotov (Vadim Rogovine) • L'affaire de la plate-forme Rioutine (Léonide Petrovski) • Buenaventura Durruti et Jaime Balius : pages de la révolution espagnole (1936) • Souvenirs du Goulag (II) (Nina Savoieva et Boris Lesniak) • Pages oubliées : — Blanqui : le toast de Londres (1851) ; — Raymond Lefebvre : la préface à *L'Eponge de vinaigre* (1919) ; — L'appel de *La Vérité* du 11 août 1944 ; — Roparz Hémon, autonomisme breton et nazisme • Histoire en sixième et propagande religieuse (Gérard Lorigny) • Révolution et contre-révolution : l'assassinat du maire de Saint-Brieuc, Poulain-Corbion, en 1799.

SOMMAIRE DU N° 9

• Eric Mühsam : *La République des conseils de Bavière* (1918-1919) • La révolution russe vue par le général Denikine, chef de l'Armée (blanche) des volontaires • La maladie de Lénine (deuxième partie) (Iouri Lopoukhine) • Dmitri Lobok : la Nouvelle Opposition dans les syndicats de Leningrad (1925-1926) • La grève générale de 1926 en Angleterre • Andreï Kourionichev : des gravures qui mentent • La famille Bronstein (Trotsky) (Valeri Bronstein) • Vladimir Tsederbaum-Levitski : les destins du socialisme en Russie • Le journal d'Antonov-Ovseenko en Espagne (1936) (Mark Goloviznine) • L'entourage de Staline : 3. Andreïev, Kalinine, Jdanov, Khrouchtchev (Vadim Rogovine) • Blasco : Antonio Gramsci • Le manifeste de Raffin-Dugens, Martel et Martin • Interview de Robert Mencherini : les grèves de 1947 en France • Pages oubliées : — Pierre Monatte ; — Louise Bodin.

SOMMAIRE DU N° 10

• Grèves sous le Directoire (Jean-Marc Schiappa) • La révolution russe vue par le général Denikine, chef de l'Armée (blanche) des volontaires (deuxième partie) • Les bolcheviks et la révolution chinoise (1926) (Alexandre Pantsov) • Le procès de l'Union des organisations d'ingénieurs du *Promparti* (1930) (Mikhaïl Panteleïev) • L'Opposition unitaire (1930-1932) (première partie) (Loïc Le Bars) • L'entourage de Staline : 4. Beria, Malenkov, Mekhlis, Chkiriakov (Vadim Rogovine) • Le procès des bolcheviks-léninistes espagnols (1938) • Le dossier du NKVD sur un secrétaire de Trotsky : Vermel (fusillé en 1938) • Zygmunt Zaremba : le Parti socialiste polonais (PPS) et les premiers jours de la guerre (1939) • Chalamov et l'esprit de résistance (Valéri Essipov) • Notes sur le journal (1933-1949) de Gueorgui Dimitrov, secrétaire général du Comintern • Morale, humanisme et bombe atomique • La direction du Parti communiste d'Union soviétique et la révolution hongroise (1956) • Dimitar Gatchev devant ses juges • A propos de l'antisémitisme stalinien • Pages oubliées : — Camillo Berneri : la révolution espagnole ; — L'adresse des autonomistes bretons au maréchal Pétain • Notes de lecture : — Robert Weinberg : *Le Birobidjan, 1928-1996* ; — Karl Marx, Friedrich Engels : *Manifeste du Parti communiste* ; — Fred Zeller : *Témoin du siècle* • Deux Cahiers du CERMTRI • Les archives du CERMTRI.

SOMMAIRE DU N° 11

• Benoît Malon : la grève du Creusot (1870) • Loïc Le Bars : l'Opposition unitaire (1930-1932) (suite) • André Ferrat : discours au comité central du PCF de mai-juin 1936 • Wilebaldo Solano : les journées de mai 1937 à Barcelone • Le mécanisme des procès de Moscou : le dossier Mouralov (Jean-Jacques Marie) • Alexis Rykov, ou le parcours semé d'embûches d'un réformateur de l'opposition (Alexandre Sénine) • Documents sur Rykov (souvenirs de sa fille) • Vadim Rogovine : les préparatifs des purges dans l'Armée rouge et la provocation Hitler-Staline • Le NKVD et l'espionnage systématique de la IV^e Internationale • Ngo Van : trotskystes et staliniens au Viêt Nam à la veille de la guerre • L'Eglise et le nazisme : les déclarations du cardinal Baudrillart en 1941 • Roparz Hémon, l'autonomisme breton et le nazisme • Correspondance : Victor Marouk, Louis Ménard et la révolution de 1848.

SOMMAIRE DU N° 12

• Maurice Poperen : histoire et actualité de la Roche de Mûrs • Benoît Malon : les grèves du Creusot de 1870 (suite) • Pierre Lantenant : de "la Marianne" à la III^e Internationale. Itinéraire d'un communiste (Jean-Marc Schiappa) • La révolte de Radomir (Tico Jossifort) • Otto Bauer : révolution politique et révolution sociale • Alexandre Chliapnikov : souvenirs de France (1925) • La famine en Ukraine (1932-1933) • Le mouvement ouvrier anglais au début des années 1930 (John Archer) • Les promus de 1937. Le sort des bourreaux (Vadim Rogovine) • Roparz Hémon dans le nazisme (Pierrik Le Guennec) • Un savant soviétique contre l'antisémitisme stalinien (1949) • Le Parti communiste italien et la révolution hongroise de 1956 • La révolte du camp de Kenguir (1954) (Jean-Jacques Marie) • La lutte contre la réhabilitation de Staline (1965-1966) (L. Petrovski) • Pages oubliées : l'Eglise sous Pétain (Maurice Nadeau) • Notes : — Beria et l'Allemagne ; — Les fantaisies de Nicolas Werth • Un Cahier du CERMTRI sur la révolution hongroise de 1919 • Les archives du CERMTRI.

SOMMAIRE DU N° 13

• Révolution, Assemblée constituante et pouvoir des soviets : la position du menchevik Jules Martov ; Rosa Luxemburg : Assemblée nationale ou gouvernement des conseils ouvriers ; Sverdlov et Boukharine à l'Assemblée constituante • 1918 : l'Eglise orthodoxe russe face à la séparation de l'Eglise et de l'Etat • Léon Trotsky : discours (inédit) au comité central d'octobre 1923 • Les ouvriers de Kharkov face au pouvoir (première partie) (Eric Aunoble) • Ernst Thälman et le pacte germano-soviétique (Vadim Rogovine) • L'hommage à Tresca, Alter et Ehrlich à Mexico (1943) • Interview de Jean-Paul Depretto sur *Les Ouvriers en URSS (1928-1941)* • Sergo Lominadzé : le Staline de Radzinski • Documents sur la grève des ouvriers de Berlin-Est et de RDA (16-17 juin 1953) • Rousseau et quelques figures de la lutte anticolonialiste et révolutionnaire au Viêt Nam (Ngo Van) • L'histoire telle qu'on l'enseigne à nos élèves (première partie) (Odile Dauphin) • A propos des souvenirs enfin complets de Nikita Khrouchtchev • Notes de lecture • Chronique des falsifications : le cimetière de Picpus ; un antisémite "scientifique" : Lev Goumilev • Les archives du CERMTRI.

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire n° 78 360